

Rapport trimestriel aux actionnaires

## Résultats du troisième trimestre

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014

## **Rapport trimestriel aux actionnaires**

---

Veillez vous reporter à la page 6 pour prendre connaissance des mises en garde au sujet des déclarations prospectives et des mesures financières non définies par les IFRS.

Il est possible d'obtenir des exemplaires du présent rapport en se rendant à l'adresse [www.greatwestlifeco.com](http://www.greatwestlifeco.com) ou en communiquant avec le Service du secrétariat général au 204 946-4388.

La Great-West et la conception graphique de la clé sont des marques de commerce de La Great-West, compagnie d'assurance-vie.  
London Life et Financière Liberté 55 sont des marques de commerce de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie.  
Canada-Vie et le symbole social sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie.

## RAPPORT TRIMESTRIEL AUX ACTIONNAIRES

### Résultats pour la période de neuf mois allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2014

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes en date du 30 septembre 2014 ont été approuvés par le conseil d'administration lors d'une réunion tenue aujourd'hui à Winnipeg.

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco) a présenté un bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de 687 M\$, ou 0,687 \$ par action ordinaire, pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, comparativement à 523 M\$, ou 0,527 \$ par action ordinaire pour la période correspondante de 2013, ce qui correspond à une hausse de 31 %. Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2014 et le troisième trimestre de 2013 comprend des charges de restructuration et d'acquisition de 6 M\$ et de 60 M\$, respectivement, liées à Irish Life. Compte non tenu de ces montants, la croissance du bénéfice net d'un exercice à l'autre s'est établie à 19 %.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 1 889 M\$, contre 1 561 M\$ il y a un an, soit 1,891 \$ par action ordinaire pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, comparativement à 1,618 \$ par action ordinaire pour la période correspondante de 2013.

#### *Faits saillants pour le trimestre*

- L'actif administré consolidé au 30 septembre 2014 se chiffrait à plus de 1,0 billion de dollars, contre 758 G\$ au 31 décembre 2013, en raison de l'ajout de 197 G\$ d'autres actifs administrés liés à la conclusion de l'acquisition de J.P. Morgan Retirement Plan Services, entreprise de services de tenue de dossiers du marché des groupes de grande taille.
- Les souscriptions totales enregistrées par la Compagnie au troisième trimestre de 2014 se sont chiffrées à 21,3 G\$, soit une augmentation de 28 % par rapport à la période correspondante de 2013 :
  - Les souscriptions de l'exploitation canadienne se sont chiffrées à 2,7 G\$, une augmentation de 15 % qui traduit la forte croissance des souscriptions de produits d'assurance et des souscriptions de produits de gestion du patrimoine, qui s'est chiffrée à 32 % et à 13 %, respectivement.
  - Les souscriptions de produits d'assurance et de rentes de l'exploitation européenne se sont chiffrées à 2,9 G\$, une baisse de 12 % qui découle essentiellement de la diminution des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni et de la baisse des souscriptions en matière de gestion de fonds en Irlande.
  - Les souscriptions de Putnam ont été de 8,2 G\$ US, une baisse globale de 2 %. Les souscriptions institutionnelles ont augmenté de 5 % et les souscriptions de fonds communs de placement, bien qu'elles aient enregistré une légère baisse d'un exercice à l'autre, sont demeurées très vigoureuses.
  - Les souscriptions de Great-West Financial ont été de 6,2 G\$ US, une hausse de 180 % qui reflète une importante souscription de régime de 3,2 G\$ US au sein des Services de retraite ainsi qu'une hausse de 147 % des souscriptions sur les Marchés de l'Individuelle.

- Le montant des primes et dépôts de Lifeco pour le trimestre a été de 20,2 G\$, une hausse de 1 % par rapport à l'exercice précédent qui s'explique par la vigueur soutenue des souscriptions et du taux de maintien au Canada et aux États-Unis, facteur contrebalancé par la diminution des souscriptions en Europe.
- Le 30 octobre 2014, Great-West Financial a annoncé la nouvelle marque *Empower Retirement*, qui désignera les activités de retraite regroupées de Great-West Financial, de Great-West Financial Retirement Plan Services (anciennement J.P. Morgan Retirement Plan Services) et de Putnam Investments.
- La Compagnie a maintenu un rendement des capitaux propres élevé de 16,3 % en fonction du bénéfice net. Le rendement des capitaux propres en fonction du bénéfice d'exploitation ajusté s'est chiffré à 15,2 %, ce qui exclut l'incidence des coûts de restructuration et d'acquisition liés à Irish Life et aux activités de services de tenue de dossiers du marché des groupes de grande taille de J.P. Morgan Retirement Plan Services, ainsi que de certaines provisions liées à des litiges.
- La situation du capital de la Compagnie est demeurée très solide. Le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MMRPCE) de La Great-West, compagnie d'assurance-vie, principale filiale en exploitation de Lifeco, se chiffrait à 233 % au 30 septembre 2014.
- La Compagnie a déclaré un dividende trimestriel de 0,3075 \$ par action ordinaire, payable le 31 décembre 2014.

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam), ainsi que les résultats d'exploitation de l'exploitation générale de Lifeco.

## EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats d'exploitation de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Les trois principales unités d'exploitation sont Assurance individuelle, Gestion du patrimoine et Assurance collective. La Compagnie offre des produits de capitalisation, de rentes, d'assurance-vie, d'assurance invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle et de la Collective.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 330 M\$ pour le troisième trimestre de 2014, une baisse de 1 %, comparativement à 332 M\$ pour le troisième trimestre de 2013. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 928 M\$, comparativement à 878 M\$ à la période correspondante de 2013.

Les souscriptions ont totalisé 2,7 G\$ au troisième trimestre de 2014, comparativement à 2,4 G\$ au troisième trimestre de 2013, ce qui reflète l'augmentation de 32 % des souscriptions de produits d'assurance attribuable à la vigueur des souscriptions de produits d'assurance collective et d'assurance-vie avec participation, lesquelles ont enregistré des hausses respectives de 54 % et de 21 %. Les souscriptions de l'unité Gestion du patrimoine ont augmenté de 13 % par rapport au troisième trimestre de 2013, ce qui reflète une hausse de 26 % des souscriptions

de fonds distincts aux particuliers ainsi qu'une hausse de 37 % des souscriptions de fonds communs de placement exclusifs. Les souscriptions ont totalisé 8,9 G\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, contre 7,9 G\$ en 2013.

Le total de l'actif administré par l'exploitation canadienne au 30 septembre 2014 se chiffrait à 159 G\$, comparativement à 149 G\$ au 31 décembre 2013.

#### EXPLOITATION AMÉRICAINE

Les résultats d'exploitation de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Financial, de Putnam, des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Great-West Financial offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur et des services de gestion et de tenue de dossiers, de gestion de fonds et de placements ainsi que de consultation. Elle offre également des comptes de retraite individuels, des produits d'assurance-vie et de rentes, ainsi que des régimes d'avantages à l'intention des cadres. Putnam offre des services de gestion de placements, certains services administratifs, des services de distribution ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

Le 29 août 2014, Great-West Financial a conclu l'acquisition des activités de tenue de dossiers du marché des groupes de grande taille de J.P. Morgan Retirement Plan Services et elle occupe maintenant le deuxième rang des entreprises de services de tenue de dossiers de régimes de retraite en ce qui a trait au nombre total de participants aux États-Unis. Cette acquisition a permis à la Compagnie d'étendre ses activités américaines liées aux régimes à cotisations définies, en faisant passer le nombre de participants à plus de 7 millions et l'actif des régimes de retraite à plus de 456 G\$ au 30 septembre 2014.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 107 M\$ pour le troisième trimestre de 2014, comparativement à 76 M\$ pour le troisième trimestre de 2013. Great-West Financial a présenté un bénéfice net de 115 M\$ au troisième trimestre, comparativement à 86 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Putnam a présenté une perte nette de 8 M\$ au troisième trimestre, comparativement à une perte nette de 10 M\$ il y a un an. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 217 M\$, contre 220 M\$ en 2013.

Pour le troisième trimestre de 2014, les souscriptions de Great-West Financial se sont chiffrées à 6,2 G\$ US, en hausse par rapport au montant de 2,2 G\$ US enregistré au troisième trimestre de 2013, en raison d'une importante souscription de régime 401(k) et de fortes hausses des souscriptions sur les Marchés de l'Individuelle, dans les marchés des avantages à l'intention des cadres, des banques de détail, des assurances, des comptes de retraite individuels et des rentes individuelles. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les souscriptions se sont chiffrées à 11,3 G\$ US, comparativement à 7,2 G\$ US en 2013.

Au 30 septembre 2014, l'actif géré de Putnam se chiffrait à 157 G\$ US, comparativement à 141 G\$ US il y a un an, ce qui correspond à une hausse de 12 %. Les entrées d'actifs nettes pour le troisième trimestre de 2014 étaient de 1,3 G\$ US, comparativement à des entrées d'actifs nettes de 1,1 G\$ US pour la période correspondante de 2013, ce qui s'explique par les entrées nettes des fonds communs de placement de 1,1 G\$ US, une baisse de 0,4 G\$ US par rapport à la période correspondante de 2013. Les entrées nettes des comptes institutionnels, qui se sont chiffrées à 0,2 G\$ US, ont augmenté de 0,6 G\$ US par rapport à la période correspondante de 2013.

Au 30 septembre 2014, le total de l'actif administré par l'exploitation américaine se chiffrait à 663 G\$, comparativement à 421 G\$ au 31 décembre 2013.

#### EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes et l'unité Réassurance. Aux résultats de ces unités s'ajoute une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco. L'unité Assurance et rentes offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des rentes immédiates, par l'entremise des filiales de la Canada-Vie au Royaume-Uni, à l'île de Man et en Allemagne ainsi que par l'entremise d'Irish Life, en Irlande. L'unité Réassurance exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande par l'entremise de la Canada-Vie, de la London Life et de leurs filiales.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 259 M\$ pour le troisième trimestre de 2014, comparativement à 129 M\$ il y a un an. Les coûts de restructuration liés à l'intégration en cours d'Irish Life se sont établis à 6 M\$ pour le trimestre. Le bénéfice net du troisième trimestre de 2013 comprenait des coûts de restructuration et d'acquisition de 60 M\$ liés à Irish Life. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 764 M\$, comparativement à 499 M\$ à la période correspondante de 2013. Depuis le début de l'exercice, le bénéfice net de 2014 comprend des coûts de restructuration de 19 M\$ liés à l'intégration en cours d'Irish Life. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le bénéfice net comprend des coûts de restructuration et d'acquisition de 74 M\$ liés à Irish Life. Les résultats enregistrés depuis le début de l'exercice 2014 comprennent les résultats d'Irish Life sur une période de neuf mois, tandis que les données comparatives pour 2013 comprennent les résultats d'Irish Life depuis la date d'acquisition, soit le 18 juillet 2013 (environ trois mois).

Les souscriptions de produits d'assurance et de rentes pour le troisième trimestre de 2014 se sont chiffrées à 2,9 G\$, soit une baisse de 12 % par rapport au montant de 3,3 G\$ enregistré il y a un an. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution de 56 % des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni qui découle des changements annoncés dans le budget établi pour 2014 au Royaume-Uni, ainsi qu'à la baisse des souscriptions en matière de gestion de fonds en Irlande qui s'explique par les fluctuations normales. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, le total des souscriptions a atteint 9,2 G\$, ce qui représente une hausse de 79 % par rapport à 5,1 G\$ pour la période correspondante de 2013.

Au 30 septembre 2014, le total de l'actif administré par l'exploitation européenne s'est chiffré à 200 G\$, une hausse par rapport au montant de 188 G\$ enregistré au 31 décembre 2013.

#### EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats d'exploitation associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

L'exploitation générale de Lifeco a enregistré une perte nette de 9 M\$ attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le troisième trimestre de 2014, comparativement à une perte nette de 14 M\$ pour le troisième trimestre de 2013. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, la perte nette attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffrée à 20 M\$, contre 36 M\$ à la période correspondante de 2013.

#### DIVIDENDES TRIMESTRIELS

Lors de sa réunion d'aujourd'hui, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,3075 \$ par action sur les actions ordinaires de la Compagnie payable le 31 décembre 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 3 décembre 2014.

De plus, le conseil d'administration a approuvé le versement des dividendes trimestriels suivants :

- sur les actions privilégiées de premier rang, série F, à raison de 0,36875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série G, à raison de 0,3250 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série H, à raison de 0,30313 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série I, à raison de 0,28125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série L, à raison de 0,353125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série M, à raison de 0,3625 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série N, à raison de 0,228125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série P, à raison de 0,3375 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série Q, à raison de 0,321875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série R, à raison de 0,3000 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série S, à raison de 0,328125 \$ par action;

payables en entier le 31 décembre 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 3 décembre 2014.

Le président et chef de la direction,



P. A. Mahon

Le 6 novembre 2014

**RAPPORT DE GESTION****POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2014****DATÉ DU 6 NOVEMBRE 2014**

Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la direction sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, ainsi qu'une comparaison avec les périodes correspondantes de 2013, avec le trimestre clos le 30 juin 2014 et avec la situation financière de la Compagnie au 31 décembre 2013. Le présent rapport de gestion consiste en des commentaires généraux suivis d'une analyse du rendement des trois principaux secteurs à présenter de Lifeco, soit les exploitations canadienne, américaine et européenne.

**MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES**

Les états financiers consolidés de Lifeco, lesquels constituent la base des données présentées dans le présent rapport, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les IFRS), sauf indication contraire, et sont présentés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire. Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 septembre 2014. Le lecteur est aussi prié de se reporter au rapport de gestion et aux états financiers consolidés annuels de 2013 figurant dans le rapport annuel de 2013 de la Compagnie.

**MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES**

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives visant la Compagnie, ses activités commerciales, ses stratégies ainsi que sa performance et sa situation financières prévues. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, ou comprennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « compter », « croire », « estimer », d'autres expressions semblables ainsi que les formes négatives de ces termes. Par ailleurs, toute déclaration à l'égard de la performance financière future (y compris les produits, le bénéfice ou les taux de croissance), des stratégies ou des perspectives commerciales courantes et des mesures futures que pourrait prendre la Compagnie, notamment les déclarations qu'elle pourrait faire à l'égard des avantages qu'elle prévoit retirer des acquisitions et des dessaisissements, constitue également une déclaration prospective. Les déclarations prospectives sont fondées sur des prévisions et des projections à l'égard d'événements futurs qui étaient établies à la date des états financiers et sont, de par leur nature, assujetties, entre autres, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses concernant la Compagnie, à des facteurs économiques et au secteur des services financiers dans son ensemble, y compris les secteurs de l'assurance et des fonds communs de placement. Ces déclarations ne garantissent pas la performance financière future, et les événements et les résultats réels pourraient s'avérer sensiblement différents de ceux qui sont énoncés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives. Les facteurs et les hypothèses significatifs qui ont servi à formuler les déclarations prospectives contenues dans le présent document comprennent l'hypothèse selon laquelle la conjoncture dans laquelle la Compagnie exerce ses activités demeurera essentiellement inchangée, ce qui comprend, de façon non limitative, les prix du marché pour les produits offerts, le niveau des souscriptions, les primes reçues, les honoraires, les charges, les résultats au chapitre de la mortalité et de la morbidité, les taux de déchéance, les impôts, l'inflation, les systèmes d'information, les conditions générales sur le plan économique et politique, les marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, les taux d'intérêt et de change, les marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, le maintien et la disponibilité du personnel et des tiers fournisseurs de services et la capacité de la Compagnie à effectuer des opérations stratégiques et à intégrer les acquisitions, ainsi que l'hypothèse selon laquelle aucun changement significatif imprévu ne surviendra à l'égard des installations, des clients, des relations avec les employés et des ententes liées aux créances de la Compagnie. Plusieurs de ces hypothèses reposent sur des facteurs et des événements sur lesquels la Compagnie n'exerce aucun contrôle, et rien ne garantit qu'elles se révéleront exactes. Les autres facteurs importants et hypothèses importantes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux présentés dans les déclarations prospectives comprennent les changements technologiques, la valeur des placements, les paiements requis aux termes de produits de placement, la réassurance, les changements au plan de la réglementation et des lois locales et internationales, les changements liés aux méthodes comptables, l'incidence de l'application de modifications de méthodes comptables futures, les décisions judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Le lecteur est prié de noter que la liste des hypothèses et facteurs précités n'est pas exhaustive et qu'il existe d'autres facteurs mentionnés dans d'autres documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières, y compris ceux figurant dans le rapport de gestion annuel de 2013 de la Compagnie aux rubriques Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle et Sommaire des estimations comptables critiques, ainsi que tous les facteurs. Ces documents ainsi que d'autres documents déposés peuvent être consultés à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Le lecteur est également invité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et à ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. À moins que la loi applicable ne l'exige expressément, la Compagnie n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

**MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS**

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures financières non définies par les IFRS qui sont désignées, sans s'y limiter, par les termes « bénéfice d'exploitation », « taux de change constant », « primes et dépôts », « souscriptions » et d'autres expressions semblables. Les mesures financières non définies par les IFRS constituent, pour la direction et les investisseurs, des mesures additionnelles de la performance. Toutefois, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et ne peuvent être comparées directement à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Se reporter aux rapprochements appropriés entre ces mesures et les mesures définies par les IFRS.

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

### Principales données financières consolidées

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Aux et pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013 <sup>(2)(3)</sup>	30 septembre 2014	30 septembre 2013 <sup>(2)(3)</sup>
Primes et dépôts :					
Produits d'assurance-vie, de rentes garanties et d'assurance-maladie, montant net <sup>(2)</sup>	4 690 \$	5 764 \$	4 859 \$	15 721 \$	14 386 \$
Équivalents des primes des régimes autofinancés (contrats de services administratifs seulement)	633	658	620	1 949	1 918
Dépôts des fonds distincts :					
Produits de l'Individuelle	2 865	2 830	2 352	8 641	5 551
Produits de la Collective	1 824	1 940	1 838	7 128	5 744
Dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	10 223	9 160	10 309	31 045	24 628
<b>Total des primes et dépôts</b>	<b>20 235</b>	<b>20 352</b>	<b>19 978</b>	<b>64 484</b>	<b>52 227</b>
Honoraires et autres produits <sup>(2)</sup>	1 092	1 110	955	3 261	2 584
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices <sup>(1)(2)</sup>	5 966	7 580	5 025	21 035	12 164
Bénéfice d'exploitation – détenteurs d'actions ordinaires	687	615	523	1 889	1 561
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	687	615	523	1 889	1 561
<b>Par action ordinaire</b>					
Bénéfice de base	0,687 \$	0,616 \$	0,527 \$	1,891 \$	1,618 \$
Dividendes versés	0,3075	0,3075	0,3075	0,9225	0,9225
Valeur comptable	16,54	16,04	14,39		
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires<sup>(4)</sup></b>					
Bénéfice d'exploitation	14,9 %	14,3 %	16,0 %		
Bénéfice net	16,3 %	15,8 %	14,9 %		
Total de l'actif <sup>(3)</sup>	349 072 \$	344 380 \$	312 473 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels <sup>(2)</sup>	207 451	200 113	167 619		
Total de l'actif géré <sup>(3)</sup>	556 523	544 493	480 092		
Autres actifs administrés <sup>(3)</sup>	465 264	260 079	225 187		
Total de l'actif administré <sup>(3)</sup>	1 021 787 \$	804 572 \$	705 279 \$		
Total des capitaux propres	21 627 \$	21 122 \$	19 435 \$		

(1) Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent l'incidence de la variation de la juste valeur des actifs couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.

(2) La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

(3) Le cas échéant, les chiffres correspondants ont été retraités pour tenir compte de l'incidence rétrospective d'IFRS 10, *États financiers consolidés*.

(4) Le rendement des capitaux propres est présenté à la rubrique portant sur la répartition du capital.

**BÉNÉFICE NET**

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam), ainsi que les résultats d'exploitation de l'exploitation générale de Lifeco. Les résultats d'Irish Life Group Limited (Irish Life) sont inclus pour la période suivant la date d'acquisition du 18 juillet 2013.

Le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2014 s'est chiffré à 687 M\$, contre 523 M\$ il y a un an et 615 M\$ au trimestre précédent. Ce montant représente 0,687 \$ par action ordinaire (0,686 \$ après dilution) pour le troisième trimestre de 2014, comparativement à 0,527 \$ par action ordinaire (0,522 \$ après dilution) il y a un an et à 0,616 \$ par action ordinaire (0,615 \$ après dilution) au trimestre précédent. Les coûts de restructuration liés à l'intégration en cours d'Irish Life se sont établis à 6 M\$ pour le trimestre. Le bénéfice net du troisième trimestre de 2013 comprenait des coûts de restructuration et d'acquisition de 60 M\$ liés à Irish Life.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 1 889 M\$, comparativement à 1 561 M\$ il y a un an, ce qui représente 1,891 \$ par action ordinaire (1,889 \$ après dilution) pour 2014, comparativement à 1,618 \$ par action ordinaire (1,580 \$ après dilution) il y a un an. Depuis le début de l'exercice, le bénéfice net de 2014 comprend des coûts de restructuration de 19 M\$ liés à l'intégration en cours d'Irish Life. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le bénéfice net comprend des coûts de restructuration et d'acquisition de 74 M\$ liés à Irish Life. Les résultats enregistrés depuis le début de l'exercice 2014 comprennent ceux d'Irish Life sur une période de neuf mois, tandis que les résultats des neuf premiers mois de 2013 comprennent ceux d'Irish Life depuis la date d'acquisition (soit approximativement trois mois).

**Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires**

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
<b>Exploitation canadienne</b>					
Assurance individuelle	109 \$	97 \$	102 \$	275 \$	229 \$
Gestion du patrimoine	96	113	114	314	294
Assurance collective	125	92	115	326	328
Exploitation générale canadienne	—	2	1	13	27
	<b>330</b>	<b>304</b>	<b>332</b>	<b>928</b>	<b>878</b>
<b>Exploitation américaine</b>					
Services financiers	115	78	86	287	258
Gestion d’actifs	(8)	(9)	(10)	(70)	(38)
Exploitation générale américaine	—	—	—	—	—
	<b>107</b>	<b>69</b>	<b>76</b>	<b>217</b>	<b>220</b>
<b>Exploitation européenne</b>					
Assurance et rentes	208	184	134	592	382
Réassurance	59	72	57	194	182
Exploitation générale européenne	(8)	(10)	(62)	(22)	(65)
	<b>259</b>	<b>246</b>	<b>129</b>	<b>764</b>	<b>499</b>
<b>Exploitation générale de Lifeco</b>	<b>(9)</b>	<b>(4)</b>	<b>(14)</b>	<b>(20)</b>	<b>(36)</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>687 \$</b>	<b>615 \$</b>	<b>523 \$</b>	<b>1 889 \$</b>	<b>1 561 \$</b>

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du bénéfice net de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur le bénéfice net sont présentés à la rubrique Résultats d’exploitation sectoriels.

**INCIDENCE DES MARCHÉS**

Taux d’intérêt

Les taux d’intérêt dans les pays où la Compagnie exerce ses activités ont diminué au cours du trimestre, mais cette diminution n’a pas eu d’incidence sur l’étendue des scénarios de taux d’intérêt pris en compte dans le cadre du processus d’évaluation. La fluctuation nette des taux d’intérêt n’a eu aucune incidence significative sur le bénéfice net ou le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l’excédent (le MPMRCE) par rapport aux prévisions de la Compagnie.

Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 septembre 2014 pour une description détaillée de la sensibilité de la Compagnie aux fluctuations des taux d’intérêt.

Marchés boursiers

Si les marchés boursiers ont affiché une tendance à la baisse au troisième trimestre de 2014, ils sont toutefois demeurés positifs depuis le début de l’exercice, et leurs niveaux étaient bien supérieurs à ceux enregistrés à la période correspondante de l’exercice précédent. Cette situation a eu une incidence positive sur les honoraires liés aux actifs de la Compagnie et a continué d’avoir un effet favorable sur le coût des garanties en cas de décès et à l’échéance ou des prestations de revenu de certains produits de gestion du patrimoine offerts par la Compagnie.

À la clôture du troisième trimestre, les principaux indices boursiers affichaient des baisses respectives de 1,2 %, de 2,7 % et de 1,8 % au Canada (indice S&P/TSX), dans la grande région européenne (indice Eurostoxx 50) et au Royaume-Uni (indice FTSE 100), mais une hausse de 0,6 % aux États-Unis (indice S&P 500), par rapport au 30 juin 2014. Par rapport au troisième trimestre de 2013, la moyenne des niveaux des marchés boursiers du troisième trimestre de 2014 a enregistré une hausse de 21,4 %, de 18,1 %, de 13,4 % et de 3,5 % au Canada, aux États-Unis, dans la grande région européenne et au Royaume-Uni, respectivement.

#### Devises

Au cours du troisième trimestre de 2014, le taux de change moyen entre le dollar américain, la livre sterling et l'euro a augmenté par rapport au troisième trimestre de 2013. L'incidence globale des fluctuations des devises sur le bénéfice net de la Compagnie s'est traduite par une croissance de 25 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2014 (96 M\$ depuis le début de l'exercice), par rapport aux taux de change en vigueur il y a un an.

Du 30 juin 2014 au 30 septembre 2014, le taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation qui a servi à convertir en dollars canadiens l'actif et le passif libellés en dollars américains a également augmenté, tandis que les taux en vigueur sur le marché à la fin de la période qui ont servi à convertir en dollars canadiens l'actif et le passif libellés en livres sterling et en euros ont diminué. Les fluctuations des taux en vigueur sur le marché à la fin de la période ont donné lieu à des profits de change latents de 208 M\$ sur la conversion des établissements à l'étranger pour le trimestre, y compris les activités de couverture connexes (profits nets latents de 400 M\$ depuis le début de l'exercice); ce montant a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global.

Les taux de change pour la période considérée et la période comparative sont présentés en détail à la rubrique portant sur la conversion des devises à la fin du présent rapport de gestion.

#### **RÉVISION DES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES**

La Compagnie a révisé un certain nombre d'hypothèses, ce qui a eu une incidence positive de 98 M\$ sur le bénéfice net du troisième trimestre de 2014, comparativement à 18 M\$ au troisième trimestre de 2013. En 2014, les reprises de provisions pour pertes sur créances futures en Europe et aux États-Unis, les ajustements des provisions liées au comportement des titulaires de polices au Canada et le raffinement de la modélisation de l'unité Réassurance ont été en partie contrebalancés par la hausse des provisions liées au comportement des titulaires de polices de l'unité Réassurance et à la longévité au Canada.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, la révision des hypothèses a donné lieu à une incidence positive de 163 M\$ sur le bénéfice net, comparativement à 80 M\$ pour la période correspondante de 2013.

#### **PRIMES ET DÉPÔTS ET SOUSCRIPTIONS**

Les primes et dépôts comprennent les primes liées aux produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS), les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective et les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs.

Les souscriptions comprennent la totalité des primes uniques et des primes récurrentes annualisées sur les produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective, les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs et les dépôts des fonds communs de placement non exclusifs.

**Primes et dépôts**

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
<b>Exploitation canadienne</b>					
Assurance individuelle	1 117 \$	1 122 \$	1 035 \$	3 316 \$	3 065 \$
Gestion du patrimoine	2 386	2 736	2 191	9 173	7 251
Assurance collective	1 965	1 912	1 852	5 777	5 617
	<b>5 468</b>	<b>5 770</b>	<b>5 078</b>	<b>18 266</b>	<b>15 933</b>
<b>Exploitation américaine</b>					
Services financiers	1 823	1 597	1 710	5 228	4 556
Gestion d'actifs	8 958	8 041	8 679	26 971	22 611
	<b>10 781</b>	<b>9 638</b>	<b>10 389</b>	<b>32 199</b>	<b>27 167</b>
<b>Exploitation européenne</b>					
Assurance et rentes	3 446	3 498	3 775	11 056	6 292
Réassurance <sup>(1)</sup>	540	1 446	736	2 963	2 835
	<b>3 986</b>	<b>4 944</b>	<b>4 511</b>	<b>14 019</b>	<b>9 127</b>
<b>Total</b>	<b>20 235 \$</b>	<b>20 352 \$</b>	<b>19 978 \$</b>	<b>64 484 \$</b>	<b>52 227 \$</b>

**Souscriptions**

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Exploitation canadienne	2 747 \$	2 904 \$	2 389 \$	8 853 \$	7 948 \$
Exploitation américaine	15 686	10 480	10 973	39 325	29 949
Exploitation européenne – Assurance et rentes	2 913	2 814	3 299	9 233	5 149
<b>Total</b>	<b>21 346 \$</b>	<b>16 198 \$</b>	<b>16 661 \$</b>	<b>57 411 \$</b>	<b>43 046 \$</b>

<sup>(1)</sup> La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des primes et dépôts et des souscriptions de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur les primes et dépôts et les souscriptions sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

**PRODUITS DE PLACEMENT NETS**

Produits de placement nets	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre	30 juin	30 septembre	30 septembre	30 septembre
	2014	2014	2013	2014	2013
Produits de placement gagnés (déduction faite des charges liées aux immeubles de placement)	1 493 \$	1 531 \$	1 423 \$	4 514 \$	4 148 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances	(9)	1	(4)	(9)	(6)
Profits nets réalisés	18	18	17	58	94
Produits de placement réguliers	1 502	1 550	1 436	4 563	4 236
Frais de placement	(23)	(24)	(25)	(69)	(62)
Produits de placement nets réguliers	1 479	1 526	1 411	4 494	4 174
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	1 190	1 670	(19)	4 982	(2 754)
<b>Produits de placement nets</b>	<b>2 669 \$</b>	<b>3 196 \$</b>	<b>1 392 \$</b>	<b>9 476 \$</b>	<b>1 420 \$</b>

Au troisième trimestre de 2014, les produits de placement nets, qui comprennent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont augmenté de 1 277 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les fluctuations des justes valeurs au troisième trimestre de 2014 se sont soldées par une augmentation de 1 190 M\$, comparativement à une diminution de 19 M\$ au troisième trimestre de 2013. La valeur des obligations a augmenté au cours du troisième trimestre de 2014, en raison essentiellement du recul du rendement des obligations d'État au Royaume-Uni et du rétrécissement des écarts de taux des obligations de sociétés canadiennes. Au troisième trimestre de 2013, le recul de la valeur des obligations, qui tient à la hausse des rendements des obligations d'État, a été contrebalancé par le raffermissement des marchés immobiliers et boursiers.

Au troisième trimestre de 2014, les produits de placement nets réguliers, qui excluent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont crû de 68 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2013, en raison essentiellement de l'incidence de la fluctuation des devises, alors que le dollar américain et la livre sterling se sont raffermis par rapport au dollar canadien. Les profits nets réalisés comprennent des profits sur les titres disponibles à la vente de 11 M\$ pour le troisième trimestre de 2014, comparativement à 5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits de placement nets pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 ont augmenté de 8 056 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La juste valeur a augmenté de 4 982 M\$ pour la période de neuf mois en 2014, alors qu'elle avait diminué de 2 754 M\$ au cours de la période correspondante de 2013, essentiellement en raison de la baisse des rendements des obligations d'État et de sociétés au cours des neuf premiers mois de 2014, alors qu'ils avaient augmenté au cours de la période correspondante de 2013. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les produits de placement nets réguliers ont augmenté de 320 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement du raffermissement du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, ainsi que de l'inclusion des résultats d'Irish Life sur deux trimestres additionnels en 2014. Les profits nets réalisés comprennent des profits sur les titres disponibles à la vente de 35 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, comparativement à 58 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits de placement nets enregistrés au troisième trimestre de 2014 ont diminué de 527 M\$ par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2014, essentiellement en raison d'augmentations nettes de la juste valeur de 1 190 M\$ au cours du troisième trimestre de 2014, comparativement à des augmentations nettes de 1 670 M\$ au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la plus grande vigueur des marchés boursiers au deuxième trimestre.

### Marchés du crédit

Au troisième trimestre de 2014, la Compagnie a enregistré des recouvrements nets sur les placements ayant subi une perte de valeur, y compris les cessions, ce qui a eu une incidence favorable de 1 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (une charge nette de 3 M\$ au troisième trimestre de 2013). La modification des notations de crédit du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 4 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires au cours du troisième trimestre (un recouvrement net de 3 M\$ au troisième trimestre de 2013).

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, la Compagnie a enregistré des recouvrements nets sur les actifs ayant subi une perte de valeur, y compris les cessions, qui ont eu une incidence favorable de 21 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (recouvrement net de 3 M\$ pour la période correspondante de 2013). La modification des notations du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 16 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires depuis le début de l'exercice (une charge nette de 7 M\$ pour la période correspondante de 2013).

### HONORAIRES ET AUTRES PRODUITS

En plus d'offrir des produits d'assurance fondés sur le risque traditionnels, la Compagnie offre certains produits suivant le principe de l'utilisateur payeur. Les plus importants produits de ce groupe sont les fonds distincts et les fonds communs de placement, pour lesquels la Compagnie reçoit des honoraires de gestion de placements liés à l'actif géré et d'autres honoraires, et les contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective au prix coûtant majoré.

#### Honoraires et autres produits

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013 <sup>(1)</sup>	30 septembre 2014	30 septembre 2013 <sup>(1)</sup>
<b>Exploitation canadienne</b>					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	323 \$	318 \$	285 \$	947 \$	835 \$
Contrats SAS	37	38	36	113	111
	<b>360</b>	<b>356</b>	<b>321</b>	<b>1 060</b>	<b>946</b>
<b>Exploitation américaine</b>					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	443	436	365	1 298	1 051
<b>Exploitation européenne</b>					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	289	318	269	903	587
<b>Total des honoraires et autres produits</b>	<b>1 092 \$</b>	<b>1 110 \$</b>	<b>955 \$</b>	<b>3 261 \$</b>	<b>2 584 \$</b>

<sup>(1)</sup> La Compagnie a reclassé certains chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des honoraires et autres produits de la Compagnie sur une base brute. Des commentaires additionnels sur les honoraires et autres produits sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

**SOMMES VERSÉES OU CRÉDITÉES AUX TITULAIRES DE POLICES**

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre	30 juin	30 septembre	30 septembre	30 septembre
	2014	2014	2013	2014	2013
Exploitation canadienne	2 617 \$	3 367 \$	2 207 \$	9 349 \$	5 716 \$
Exploitation américaine	1 079	1 295	1 014	3 672	2 140
Exploitation européenne <sup>(1)</sup>	2 270	2 918	1 804	8 014	4 308
<b>Total</b>	<b>5 966 \$</b>	<b>7 580 \$</b>	<b>5 025 \$</b>	<b>21 035 \$</b>	<b>12 164 \$</b>

<sup>(1)</sup> La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent les règlements des sinistres liés à l'assurance-vie et à l'assurance-maladie, les rachats de police, les rentes, les versements échus, les paiements des garanties à l'égard des fonds distincts, les participations des titulaires de polices, les bonifications et la variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement. La variation des passifs relatifs aux contrats comprend l'incidence des variations de la juste valeur de certains actifs investis couvrant les passifs et des variations de la provision pour pertes sur créances futures. Cependant, ces montants ne tiennent pas compte du montant des prestations liées aux contrats SAS, aux fonds distincts et aux fonds communs de placement.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices se sont chiffrées à 6,0 G\$, y compris un montant de 4,6 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de polices et un montant de 1,4 G\$ au titre de l'augmentation des passifs relatifs aux contrats. L'augmentation de 941 M\$ par rapport à la période correspondante de 2013 comprend une hausse de 683 M\$ de la variation des passifs relatifs aux contrats, qui s'explique en grande partie par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe. L'augmentation comprend également une augmentation de 258 M\$ des paiements de prestations, en raison principalement des fluctuations des devises et de la croissance normale des affaires.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices se sont chiffrées à 21,0 G\$, y compris un montant de 13,7 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de polices et un montant de 7,3 G\$ au titre de l'augmentation des passifs relatifs aux contrats. L'augmentation de 8,9 G\$ par rapport à la période correspondante de 2013 comprend une hausse de 8,7 G\$ de la variation des passifs relatifs aux contrats, qui s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe. L'augmentation tient également à une entente de réassurance de rentes aux Pays-Bas conclue au cours du deuxième trimestre de 2014. L'augmentation comprend également une augmentation de 199 M\$ des paiements de prestations en raison essentiellement de l'apport d'Irish Life, des fluctuations des devises et de la croissance normale des affaires, facteurs partiellement contrebalancés par la commutation d'un traité de réassurance-maladie.

Par rapport au trimestre précédent, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices ont diminué de 1,6 G\$. La diminution comprend une baisse de 1,7 G\$ de la variation des passifs relatifs aux contrats en raison de la diminution des ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance découlant des variations des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, partiellement contrebalancée par une augmentation de 78 M\$ des paiements de prestations. En outre, la variation des passifs relatifs aux contrats avait augmenté au deuxième trimestre en raison de l'incidence de la conclusion d'une entente de réassurance de rentes aux Pays-Bas au cours de cette période.

**IMPÔT SUR LE RÉSULTAT**

Le taux d'imposition effectif de la Compagnie est généralement inférieur à son taux d'imposition prévu par la loi, qui se chiffre à 26,5 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

Au troisième trimestre de 2014, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 15 %, comparativement à 12 % au troisième trimestre de 2013. Au troisième trimestre de 2013, une réduction de 23 % à 20 % du taux d'imposition des sociétés prévu par la loi au Royaume-Uni a été quasi adoptée, ce qui a réduit le taux d'imposition effectif de cette période. Les facteurs qui ont influé sur le taux d'imposition au troisième trimestre de 2014 comprennent des économies d'impôt d'approximativement 27 M\$ dans l'unité plurigouvernementale Réassurance, qui a enregistré une augmentation des réserves d'assurance dans un territoire où le taux d'imposition est plus élevé, ainsi qu'une réduction des réserves d'assurance dans un territoire où le taux d'imposition est moindre. Un rajustement apporté à la charge d'impôt comptabilisée à l'égard d'exercices antérieurs en raison de l'investissement des capitaux de lancement de Putnam dans des fonds étrangers a également eu une incidence sur le taux d'imposition effectif du troisième trimestre de 2014, qui s'est traduite par une charge de 14 M\$.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 18 %, comparativement à 16 % à la période correspondante de 2013. L'augmentation du taux d'imposition effectif tient essentiellement aux mêmes facteurs que ceux qui sous-tendent les résultats du trimestre, ainsi qu'à une diminution des produits de placement non imposables.

Au troisième trimestre de 2014, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 15 %, ce qui représente une baisse comparativement à 19 % au deuxième trimestre. La diminution du taux d'imposition effectif par rapport au trimestre précédent reflète les facteurs qui ont influé sur le taux de 2014 évoqués pour expliquer les résultats du trimestre. Les rajustements de provisions pour impôt liés à des déclarations fiscales d'exercices antérieurs, survenus au cours du troisième trimestre, ont donné lieu à une diminution du taux d'imposition effectif par rapport au deuxième trimestre.

## SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### ACTIF

	30 septembre 2014			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
<b>Actif administré</b>				
<b>Actif</b>				
Actif investi	63 374 \$	34 694 \$	44 677 \$	142 745 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 114	1 981	2 309	9 404
Autres actifs	3 169	3 634	18 686	25 489
Actif net des fonds distincts	67 952	29 633	73 849	171 434
<b>Total de l'actif</b>	<b>139 609</b>	<b>69 942</b>	<b>139 521</b>	<b>349 072</b>
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	4 639	183 166	19 646	207 451
<b>Total de l'actif géré</b>	<b>144 248</b>	<b>253 108</b>	<b>159 167</b>	<b>556 523</b>
Autres actifs administrés	14 336	410 420	40 508	465 264
<b>Total de l'actif administré</b>	<b>158 584 \$</b>	<b>663 528 \$</b>	<b>199 675 \$</b>	<b>1 021 787 \$</b>
	31 décembre 2013			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
<b>Actif</b>				
Actif investi	59 735 \$	31 206 \$	41 001 \$	131 942 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 103	1 828	2 337	9 268
Autres actifs	2 941	3 356	17 619	23 916
Actif net des fonds distincts	62 204	28 168	70 407	160 779
<b>Total de l'actif</b>	<b>129 983</b>	<b>64 558</b>	<b>131 364</b>	<b>325 905</b>
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	4 114	164 515	16 614	185 243
<b>Total de l'actif géré</b>	<b>134 097</b>	<b>229 073</b>	<b>147 978</b>	<b>511 148</b>
Autres actifs administrés	14 607	192 490	40 042	247 139
<b>Total de l'actif administré</b>	<b>148 704 \$</b>	<b>421 563 \$</b>	<b>188 020 \$</b>	<b>758 287 \$</b>

Au 30 septembre 2014, le total de l'actif administré avait augmenté de 263,5 G\$ par rapport au 31 décembre 2013 pour se chiffrer à un peu plus de 1,0 billion de dollars, en raison de l'ajout de 197 G\$ d'autres actifs administrés dans le cadre de l'acquisition des activités de services de tenue de dossiers du marché des groupes de grande taille de J.P. Morgan Retirement Plan Services. L'augmentation de la valeur de marché, les fluctuations des devises et la croissance des nouvelles affaires ont également contribué à l'augmentation.

### ACTIF INVESTI

La Compagnie est responsable de l'administration de l'actif de son fonds général en vue de satisfaire à ses besoins en matière de flux de trésorerie, de liquidités et de rentabilité des produits d'assurance et d'investissement. Elle se conforme à des politiques de placement prudentes de manière à éviter que l'actif soit indûment exposé aux risques de concentration, de crédit ou de marché. La Compagnie met en œuvre des stratégies cadrant avec ses politiques globales, qu'elle révisé et rajuste périodiquement pour tenir compte des flux de trésorerie, du passif et de la conjoncture des marchés financiers. La majorité des placements du fonds général sont constitués de titres à revenu fixe à moyen et à long terme, principalement des obligations et des prêts hypothécaires, qui reflètent la nature du passif de la Compagnie.

**Portefeuille d'obligations** – La Compagnie a pour politique d'acquérir seulement des obligations de grande qualité, en suivant des politiques de placement prudentes et bien définies. Au 30 septembre 2014, le total du portefeuille d'obligations, y compris les placements à court terme, se chiffrait à 99,2 G\$, soit 70 % de l'actif investi, contre 89,9 G\$, ou 69 % de l'actif investi, au 31 décembre 2013. La qualité globale du portefeuille d'obligations est demeurée élevée, 99 % du portefeuille étant coté de bonne qualité et 81 % ayant la notation A ou une notation supérieure.

Après le 30 septembre 2014, la Compagnie a participé à la restructuration de la dette d'une société dont le siège social est situé au Royaume-Uni. La Compagnie a déposé des titres d'emprunt d'approximativement 55 M\$, en échange principalement de nouveaux titres d'emprunt et de trésorerie. En outre, les dates d'échéance de 68 M\$ d'autres titres de cet émetteur ont été devancées.

**Qualité des obligations du portefeuille**

	30 septembre 2014		31 décembre 2013	
AAA	33 256 \$	34 %	30 626 \$	34 %
AA	18 019	18	15 913	18
A	29 006	29	25 348	28
BBB	17 703	18	16 809	19
BB ou inférieure	1 234	1	1 218	1
<b>Total</b>	<b>99 218 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>89 914 \$</b>	<b>100 %</b>

**Titres de créance de gouvernements**

	Valeur comptable selon la notation – Au 30 septembre 2014						Coût amorti*
	AAA	AA	A	BBB	BB ou inférieure	Total*	
Canada	10 813 \$	3 488 \$	3 509 \$	69 \$	17 \$	17 896 \$	16 927 \$
Royaume-Uni	8 640	1 233	312	553	—	10 738	9 809
États-Unis	5 860	1 687	237	—	3	7 787	7 471
Irlande	—	—	—	631	—	631	543
	<b>25 313</b>	<b>6 408</b>	<b>4 058</b>	<b>1 253</b>	<b>20</b>	<b>37 052</b>	<b>34 750</b>
Portugal	—	—	—	—	11	11	11
Italie	—	—	—	87	—	87	79
Grèce	—	—	—	—	—	—	—
Espagne	—	—	—	28	—	28	28
	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>115</b>	<b>11</b>	<b>126</b>	<b>118</b>
Allemagne	2 265	85	—	—	—	2 350	2 272
France	—	917	—	—	—	917	761
Pays-Bas	3	591	—	—	—	594	554
Autriche	7	428	—	—	—	435	397
Entités supranationales	1 271	208	—	—	—	1 479	1 378
Autres (10 pays)	524	396	143	29	—	1 092	1 024
	<b>4 070</b>	<b>2 625</b>	<b>143</b>	<b>29</b>	<b>—</b>	<b>6 867</b>	<b>6 386</b>
<b>Total</b>	<b>29 383 \$</b>	<b>9 033 \$</b>	<b>4 201 \$</b>	<b>1 397 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>44 045 \$</b>	<b>41 254 \$</b>

\* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 2 854 M\$ et d'un coût amorti de 2 654 M\$.

Au 30 septembre 2014, la Compagnie détenait des titres de créance de gouvernements et d'organismes gouvernementaux (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants) dont la valeur comptable globale s'établissait à 44,0 G\$, soit une hausse par rapport à 40,6 G\$ au 31 décembre 2013. Les placements en obligations d'État ont augmenté de 3,4 G\$, en raison essentiellement d'une hausse des valeurs de marché découlant de la baisse des rendements des obligations d'État et du raffermissement de la livre sterling et du dollar américain par rapport au dollar canadien. Les titres de créance de gouvernements et d'organismes gouvernementaux comprennent des placements dans des partenariats public-privé. Au 30 septembre 2014, 17 M\$ de ces titres de créance étaient de qualité inférieure.

Le portefeuille comprend des titres de créance émis par les gouvernements du Portugal, de l'Italie et de l'Espagne dont la valeur comptable globale s'établissait à 126 M\$, en hausse par rapport au montant de 104 M\$ enregistré au 31 décembre 2013 en raison essentiellement de l'augmentation des titres de dette souveraine de l'Espagne et d'une hausse de la valeur de marché de la dette souveraine de l'Italie. Les titres additionnels de dette souveraine de l'Espagne ont été acquis par l'intermédiaire d'une entente de réassurance conclue au cours du deuxième trimestre de 2014. La Compagnie ne détient aucun titre de créance émis par les gouvernements de la Grèce et de l'Argentine.

**Titres de créance de banques et d'autres institutions financières**

	Valeur comptable selon la notation – Au 30 septembre 2014						Coût amorti*
	AAA	AA	A	BBB	BB ou inférieure	Total*	
Canada	236 \$	588 \$	921 \$	294 \$	— \$	2 039 \$	1 960 \$
Royaume-Uni	484	583	1 787	1 022	440	4 316	3 996
États-Unis	600	1 530	1 957	559	17	4 663	4 294
Irlande	—	—	5	60	13	78	67
	<b>1 320</b>	<b>2 701</b>	<b>4 670</b>	<b>1 935</b>	<b>470</b>	<b>11 096</b>	<b>10 317</b>
Portugal	—	—	—	—	—	—	—
Italie	—	—	48	85	—	133	127
Grèce	—	—	—	—	—	—	—
Espagne	76	—	84	108	10	278	261
	<b>76</b>	<b>—</b>	<b>132</b>	<b>193</b>	<b>10</b>	<b>411</b>	<b>388</b>
Allemagne	—	71	193	1	—	265	253
France	115	113	324	257	—	809	753
Pays-Bas	27	250	230	49	15	571	533
Australie	131	370	82	89	—	672	651
Autres (22 institutions)	140	250	366	194	—	950	910
	<b>413</b>	<b>1 054</b>	<b>1 195</b>	<b>590</b>	<b>15</b>	<b>3 267</b>	<b>3 100</b>
<b>Total</b>	<b>1 809 \$</b>	<b>3 755 \$</b>	<b>5 997 \$</b>	<b>2 718 \$</b>	<b>495 \$</b>	<b>14 774 \$</b>	<b>13 805 \$</b>

\* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 3 103 M\$ et d'un coût amorti de 2 731 M\$.

Valeur comptable selon le rang – Au 30 septembre 2014

	Titres couverts	Créances de premier rang	Créances de second rang	Capital de deuxième catégorie de la tranche supérieure	Titres de capital	Capital conditionnel	Total*	Coût amorti *
Canada	74	\$ 1 457	\$ 135	\$ 66	\$ 307	\$ —	\$ 2 039	\$ 1 960
Royaume-Uni	336	1 995	1 022	522	328	113	4 316	3 996
États-Unis	588	2 800	1 083	—	192	—	4 663	4 294
Irlande	61	4	—	—	13	—	78	67
	<b>1 059</b>	<b>6 256</b>	<b>2 240</b>	<b>588</b>	<b>840</b>	<b>113</b>	<b>11 096</b>	<b>10 317</b>
Portugal	—	—	—	—	—	—	—	—
Italie	48	—	—	—	85	—	133	127
Grèce	—	—	—	—	—	—	—	—
Espagne	115	—	71	41	51	—	278	261
	<b>163</b>	<b>—</b>	<b>71</b>	<b>41</b>	<b>136</b>	<b>—</b>	<b>411</b>	<b>388</b>
Allemagne	66	102	97	—	—	—	265	253
France	212	246	195	55	101	—	809	753
Pays-Bas	27	433	47	25	39	—	571	533
Australie	144	411	67	—	50	—	672	651
Autres (22 institutions)	181	461	147	82	79	—	950	910
	<b>630</b>	<b>1 653</b>	<b>553</b>	<b>162</b>	<b>269</b>	<b>—</b>	<b>3 267</b>	<b>3 100</b>
<b>Total</b>	<b>1 852</b>	<b>\$ 7 909</b>	<b>\$ 2 864</b>	<b>\$ 791</b>	<b>\$ 1 245</b>	<b>\$ 113</b>	<b>\$ 14 774</b>	<b>\$ 13 805</b>

\* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 3 103 M\$ et d'un coût amorti de 2 731 M\$.

Au 30 septembre 2014, la Compagnie détenait des titres de créance, y compris des titres de créance à court terme, de banques et d'autres institutions financières (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants) dont la valeur comptable globale s'établissait à 14,8 G\$, en hausse par rapport au montant de 13,4 G\$ enregistré au 31 décembre 2013. La hausse tient essentiellement aux achats nets de titres, à l'augmentation des valeurs de marché découlant de la réduction des rendements des obligations de sociétés et au raffermissement du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

Sont inclus dans ce portefeuille des titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières domiciliées en Italie et en Espagne d'une valeur de 411 M\$, comparativement à 339 M\$ au 31 décembre 2013. La hausse tient essentiellement à l'augmentation des titres de dette souveraine de l'Espagne, titres acquis par l'intermédiaire d'une entente de réassurance conclue au cours du deuxième trimestre, ainsi qu'à une hausse des valeurs de marché de la dette de l'Espagne et de l'Italie. Les titres espagnols, d'un montant de 278 M\$, comprennent des obligations libellées en livres sterling d'un montant de 223 M\$ émises par les filiales d'institutions financières espagnoles réglementées par la Prudential Regulation Authority (la PRA) et domiciliées au Royaume-Uni. La Compagnie ne détient pas de titres émis par des banques et d'autres institutions financières domiciliées en Grèce ou au Portugal.

Au 30 septembre 2014, 97 % de la valeur comptable de 14,8 G\$ des titres de créance de banques et d'autres institutions financières se rapportait à des titres de première qualité.

**Portefeuille de prêts hypothécaires** – La Compagnie a pour politique d’acquérir uniquement des prêts hypothécaires commerciaux de grande qualité qui répondent à des normes de tarification et à des critères de diversification stricts. La Compagnie a un système de classification des risques bien défini, qu’elle utilise dans le cadre de ses processus de tarification et de surveillance du crédit pour les prêts commerciaux. Les spécialistes des prêts hypothécaires de la Compagnie sont responsables du montage des prêts hypothécaires résidentiels et ils suivent des normes de tarification bien établies. Les prêts sont bien diversifiés dans chaque région géographique, et les exigences de diversification propres aux prêts hypothécaires non assurés sont satisfaites.

Portefeuille de prêts hypothécaires	30 septembre 2014			31 décembre 2013	
	Assurés	Non assurés	Total	Total	
Prêts hypothécaires par type de bien					
Résidences unifamiliales	861 \$	1 026 \$	1 887 \$	1 758 \$	9 %
Résidences multifamiliales	2 790	2 299	5 089	4 812	25
Biens commerciaux	220	13 126	13 346	12 493	66
<b>Total</b>	<b>3 871 \$</b>	<b>16 451 \$</b>	<b>20 322 \$</b>	<b>19 063 \$</b>	<b>100 %</b>

Le total du portefeuille de prêts hypothécaires s’établissait à 20,3 G\$, soit 14 % de l’actif investi au 30 septembre 2014, comparativement à 19,1 G\$, ou 14 % de l’actif investi, au 31 décembre 2013. Le total des prêts assurés s’élevait à 3,9 G\$, soit 19 % du portefeuille de prêts hypothécaires.

**Prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales**

Région	30 septembre 2014		31 décembre 2013	
Ontario	923 \$	49 %	826 \$	47 %
Québec	397	21	392	22
Alberta	130	7	123	7
Colombie-Britannique	110	6	109	6
Terre-Neuve	99	5	93	5
Saskatchewan	74	4	63	4
Nouvelle-Écosse	62	3	63	4
Manitoba	49	3	45	3
Nouveau-Brunswick	40	2	41	2
Autres	3	—	3	—
<b>Total</b>	<b>1 887 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>1 758 \$</b>	<b>100 %</b>

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les octrois de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales, y compris les renouvellements, se sont chiffrés à 484 M\$ et ceux-ci sont assurés dans une proportion de 31 %. Les prêts hypothécaires assurés comprennent les prêts hypothécaires pour lesquels l’assurance est fournie par un tiers, laquelle protège la Compagnie dans l’éventualité où l’emprunteur est incapable de s’acquitter de ses obligations à l’égard du prêt. Les prêts qui sont assurés sont soumis aux exigences imposées par le fournisseur d’assurance prêt hypothécaire. Pour l’octroi de nouveaux prêts hypothécaires non assurés, les politiques d’investissement de la Compagnie limitent la période d’amortissement à 25 ans et la valeur du prêt à 80 % du prix d’achat ou de la valeur d’expertise actuelle de la propriété. La période d’amortissement moyenne restante du portefeuille de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales était de 22 ans au 30 septembre 2014.

**Provision pour pertes sur créances futures**

À titre d'élément des passifs relatifs aux contrats d'assurance, le total de la provision actuarielle pour pertes sur créances futures est déterminé conformément aux normes de pratique actuarielle canadiennes et comprend des provisions pour couvrir les écarts défavorables.

Au 30 septembre 2014, le total de la provision actuarielle pour pertes sur créances futures comprise dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance se chiffrait à 2 907 M\$, comparativement à 2 795 M\$ au 31 décembre 2013, soit une augmentation de 112 M\$ découlant essentiellement des activités normales et de l'incidence de la fluctuation des devises, facteurs partiellement contrebalancés par la modification des bases actuarielles.

Les provisions pour perte de valeur de 23 M\$ (38 M\$ au 31 décembre 2013) et les provisions actuarielles pour pertes sur créances futures liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance de 2 907 M\$ (2 795 M\$ au 31 décembre 2013) représentaient ensemble 2,3 % des obligations et des actifs hypothécaires, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants au 30 septembre 2014 (2,4 % au 31 décembre 2013).

**PASSIF**

<b>Total du passif</b>	<b>30 septembre 2014</b>	31 décembre 2013
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	<b>142 202 \$</b>	132 063 \$
Autres passifs du fonds général	<b>13 809</b>	13 064
Placements et contrats d'assurance pour le compte des polices de fonds distincts	<b>171 434</b>	160 779
<b>Total</b>	<b>327 445 \$</b>	305 906 \$

Le total du passif a augmenté de 21,5 G\$ par rapport au 31 décembre 2013, passant ainsi à 327,4 G\$ au 30 septembre 2014.

Les contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts ont augmenté de 10,7 G\$ en raison essentiellement de l'incidence de l'augmentation de la valeur de marché et des produits de placement de 10,3 G\$, et de l'incidence des fluctuations des devises de 0,6 G\$, facteurs partiellement contrebalancés par des retraits nets de 0,2 G\$. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ont augmenté de 10,1 G\$, en raison surtout de l'incidence des affaires nouvelles, des ajustements à la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt, ainsi que des fluctuations des devises.

**Garanties liées aux placements à l'égard des produits de gestion du patrimoine**

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées aux valeurs de marché des fonds de placement.

Les produits assortis d'une garantie de retrait minimum de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 30 septembre 2014, les produits assortis d'une garantie de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne représentaient 2 913 M\$ (2 674 M\$ au 31 décembre 2013). La Compagnie a un programme de couverture en place visant à gérer certains risques liés aux options intégrées à ses produits assortis d'une garantie de retrait minimum.

**Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts**

	<b>30 septembre 2014</b>				
	<b>Insuffisance des placements par type de prestations</b>				
	<b>Valeur de marché</b>	<b>Revenu</b>	<b>Échéance</b>	<b>Décès</b>	<b>Total*</b>
<b>Exploitation canadienne</b>	28 702 \$	— \$	25 \$	77 \$	77 \$
<b>Exploitation américaine</b>	9 572	4	—	42	46
<b>Exploitation européenne</b>					
Assurance et rentes	8 008	—	6	25	25
Réassurance**	1 150	308	—	21	329
	<b>9 158</b>	<b>308</b>	<b>6</b>	<b>46</b>	<b>354</b>
<b>Total</b>	<b>47 432 \$</b>	<b>312 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>165 \$</b>	<b>477 \$</b>

\* Les titulaires ne peuvent recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès). Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux survienne le 30 septembre 2014 pour chaque police.

\*\* L'exposition de l'unité Réassurance est liée aux marchés canadien et américain.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de recevoir des prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 30 septembre 2014. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à 3 M\$ pour le trimestre et à 8 M\$ depuis le début de l'exercice, la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'unité Exploitation européenne et réassurance.

**MISE À JOUR DES NORMES DE PRATIQUE ACTUARIELLE**

Le 15 mai 2014, le Conseil des normes actuarielles du Canada a publié les normes de pratique qui sont entrées en vigueur le 15 octobre 2014 et qui reflètent les révisions apportées aux hypothèses de réinvestissement économique utilisées pour évaluer les passifs relatifs aux contrats d'assurance. En vertu des nouvelles normes et dans la conjoncture économique actuelle, leur adoption devrait avoir les conséquences suivantes :

- Une hausse dans la partie inférieure de la fourchette des taux d'intérêt à long terme testés liés au réinvestissement devrait donner lieu à la libération de passifs, principalement au sein de l'exploitation canadienne où la Compagnie est exposée à de faibles taux d'intérêt liés au réinvestissement sur les durées plus longues.
- De nouvelles contraintes à l'égard de la comptabilisation des placements autres qu'à revenu fixe devraient donner lieu à une hausse des passifs.

La Compagnie examine encore la possibilité de modifier les scénarios additionnels testés ainsi que les scénarios prescrits et la possibilité d'améliorer les hypothèses d'écarts utilisées dans les estimations décrites précédemment. Elle étudie également certaines des implications plus complexes des normes.

L'adoption des changements précités au quatrième trimestre de 2014 devrait avoir une incidence nette positive sur le bénéfice. Bien qu'il soit difficile de quantifier cette incidence à l'heure actuelle, compte tenu des points encore en suspens, les estimations et les hypothèses actuelles indiquent qu'elle sera de l'ordre de 50 M\$.

Comme il est présenté à la note 5 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 septembre 2014, la provision totale relative aux taux d'intérêt suffit à couvrir un ensemble plus étendu ou plus strict de risques que les risques minimaux définis dans les scénarios prescrits en vertu des normes actuelles. Par conséquent, l'incidence des nouvelles normes sur la sensibilité du bénéfice net aux fluctuations des taux d'intérêt, de la modification de l'hypothèse concernant le rendement des capitaux propres et d'un choc sur le marché boursier ne devrait pas être significative.

**CAPITAL SOCIAL ET SURPLUS**

Au 30 septembre 2014, le capital social en circulation se chiffrait à 9 627 M\$, dont 7 113 M\$ d'actions ordinaires, 2 264 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif et 250 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans.

La Compagnie a initié le 9 décembre 2013 une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui se clôturera le 8 décembre 2014 et qui vise à racheter aux fins d'annulation jusqu'à 6 000 000 de ses actions ordinaires aux cours du marché pour atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Compagnie. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, la Compagnie a racheté et annulé 1 137 757 actions ordinaires (429 625 en 2013) au coût moyen par action de 31,06 \$ (30,19 \$ en 2013) en vertu de son programme de rachat dans le cours normal des activités.

La Compagnie a émis 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, série S, à dividende non cumulatif de 5,25 %, pour un produit brut de 200 M\$. Cette transaction s'est conclue le 22 mai 2014.

**PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE**

Les participations ne donnant pas le contrôle de la Compagnie incluent le surplus attribuable au compte de participation de filiales et les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales.

Au cours du premier trimestre de 2014, la Compagnie a modifié certains régimes de rémunération fondée sur des actions liés à Putnam. Par conséquent, ces régimes sont maintenant classés à titre de transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres, et la charge de rémunération est donc mesurée en fonction de la juste valeur des placements en instruments de capitaux propres à la date d'attribution et une augmentation correspondante des capitaux propres est enregistrée. Au cours du premier trimestre de 2014, la Compagnie a reclassé dans les capitaux propres le passif fondé sur des actions. Au 30 septembre 2014, les montants reclassés se chiffraient à 211 M\$ au titre des participations ne donnant pas le contrôle et à un montant de 34 M\$ au titre du surplus d'apport.

**LIQUIDITÉS ET GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL****LIQUIDITÉS**

La Compagnie finance elle-même une grande partie de ses besoins en liquidités en appariant ses obligations à court terme aux fonds générés à l'interne et en conservant une quantité adéquate de placements liquides. Lifeco détient de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des obligations à court terme directement et par l'intermédiaire de ses filiales consolidées. Au 30 septembre 2014, la Compagnie et ses filiales en exploitation détenaient de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des obligations à court terme de 10,0 G\$ (6,4 G\$ au 31 décembre 2013) et des obligations d'État disponibles de 28,4 G\$ (28,3 G\$ au 31 décembre 2013). Au 30 septembre 2014, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les obligations à court terme comprenaient environ 0,7 G\$ (0,6 G\$ au 31 décembre 2013) par l'intermédiaire de Lifeco, la société de portefeuille. De plus, la Compagnie dispose de marges de crédit suffisantes obtenues auprès de banques à charte canadiennes qui peuvent être utilisées, au besoin, pour répondre à des besoins imprévus en matière de liquidités.

La Compagnie n'a aucune politique officielle en matière de dividendes sur les actions ordinaires. Les dividendes sur les actions ordinaires en circulation de la Compagnie sont déclarés et versés à la discrétion exclusive du conseil d'administration de celle-ci. La décision de déclarer un dividende sur les actions ordinaires de la Compagnie tient compte de plusieurs facteurs, y compris le bénéfice, la suffisance du capital et la disponibilité des liquidités. La capacité de la Compagnie, à titre de société de portefeuille, à verser des dividendes dépend de la capacité de ses filiales en exploitation à lui verser des dividendes. Les filiales en exploitation de la Compagnie sont assujetties à la réglementation en vigueur dans un certain nombre de territoires, chacun ayant sa propre façon de calculer le montant de capital qui doit être détenu relativement aux différentes activités menées par ces filiales en exploitation.

Les exigences imposées par les autorités de réglementation dans un territoire donné peuvent varier de temps à autre et, par conséquent, avoir une incidence sur la capacité des filiales en exploitation de verser des dividendes à la Compagnie. Pour les entités dont le siège social est situé en Europe, les politiques en matière de solvabilité changeront pour refléter la réforme Solvabilité II, qui devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016. L'incertitude entourant les règles et l'interprétation réglementaire pourrait faire croître le risque à court terme que les exigences de capital soient rehaussées à l'échelle locale. La Compagnie continue d'évaluer l'incidence de ce changement et prendra les mesures appropriées pour s'adapter au nouveau contexte réglementaire.

## FLUX DE TRÉSORERIE

Flux de trésorerie	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
<b>Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :</b>				
Exploitation	2 077 \$	1 556 \$	4 731 \$	3 668 \$
Financement	(444)	(463)	(1 076)	944
Investissement	(1 342)	(1 103)	(3 075)	(3 788)
	291	(10)	580	824
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	26	18	55	77
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	317	8	635	901
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 109	2 788	2 791	1 895
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>3 426 \$</b>	<b>2 796 \$</b>	<b>3 426 \$</b>	<b>2 796 \$</b>

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sur une base consolidée, notamment les primes reçues, les produits de placement nets et les honoraires, constituent la principale source de fonds pour la Compagnie. De façon générale, ces fonds servent principalement au paiement des prestations, des participations des titulaires de polices et des sinistres, ainsi que des charges d'exploitation et des commissions. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont principalement investis pour couvrir les besoins en liquidités liés aux obligations futures. Les flux de trésorerie liés aux activités de financement comprennent l'émission et le rachat d'instruments de capital ainsi que les dividendes et les versements d'intérêts connexes.

Au troisième trimestre de 2014, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 317 M\$ par rapport au 30 juin 2014. Au cours du troisième trimestre de 2014, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 2 077 M\$, une hausse de 521 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2013. Les flux de trésorerie affectés au financement se sont chiffrés à 444 M\$ et ont servi principalement au paiement de dividendes de 340 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées et à la réduction de 93 M\$ du solde de la marge de crédit d'une filiale. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 1 342 M\$ à l'acquisition d'actifs d'investissement additionnels.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 635 M\$ par rapport au 31 décembre 2013. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 4 731 M\$, une hausse de 1 063 M\$ par rapport à la période correspondante de 2013. Les flux de trésorerie affectés au financement se sont chiffrés à 1 076 M\$ et ont servi principalement au paiement de dividendes de 1 012 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées et à la réduction de 235 M\$ du solde de la marge de crédit d'une filiale, facteurs partiellement contrebalancés par l'émission d'actions privilégiées de 200 M\$. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 3 075 M\$ à l'acquisition d'actifs d'investissement additionnels.

**ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELS**

Les engagements et obligations contractuels n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2013.

**GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL**

Concernant la société de portefeuille, la Compagnie surveille le montant du capital consolidé disponible et les montants attribués dans ses diverses filiales en exploitation. Le montant du capital attribué dans une société ou dans un pays en particulier dépend des exigences réglementaires locales ainsi que de l'évaluation interne des exigences de capital de la Compagnie dans le contexte de ses risques d'exploitation, de ses exigences d'exploitation et de ses plans stratégiques.

La Compagnie a pour politique de maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences minimales de capital réglementaire appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités. D'autres établissements et filiales à l'étranger doivent se conformer aux exigences de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents. Les décisions de capitalisation de la Compagnie et de ses filiales en exploitation tiennent également compte de l'incidence que pourraient avoir de telles mesures sur les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie.

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières (le BSIF) a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales. Il s'agit du ratio du MPRCE. La fourchette cible interne de la Compagnie au chapitre du ratio du MPRCE pour les principales filiales d'exploitation canadiennes de Lifeco se situe entre 175 % et 215 %, sur une base consolidée.

Le ratio du MPRCE de la Great-West au 30 septembre 2014 s'établissait à 233 % (223 % au 31 décembre 2013). Le ratio du MPRCE de la London Life au 30 septembre 2014 s'établissait à 260 % (238 % au 31 décembre 2013). Le ratio du MPRCE de la Canada-Vie au 30 septembre 2014 s'établissait à 238 % (231 % au 31 décembre 2013). Le ratio du MPRCE ne tient pas compte de l'incidence des liquidités de 0,7 G\$ détenues par Lifeco, la société de portefeuille, au 30 septembre 2014 (0,6 G\$ au 31 décembre 2013). Aux fins du calcul de la situation du MPRCE, on soustrait du capital réglementaire disponible le goodwill et les immobilisations incorporelles, sous réserve de l'inclusion obligatoire d'une tranche des immobilisations incorporelles.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, l'incidence totale de l'adoption d'IAS 19R, *Avantages du personnel*, sur les capitaux propres de Lifeco, sur une base consolidée, s'est chiffrée à 575 M\$ aux fins comptables. Aux fins de l'information à fournir sur le MPRCE, la Great-West a choisi d'appliquer progressivement, sur huit trimestres, une tranche de 454 M\$. Après la transition à IAS 19R, le 1<sup>er</sup> janvier 2013, aux termes de la ligne directrice du BSIF sur le MPRCE pour 2013, les nouvelles évaluations trimestrielles des régimes à prestations définies qui ont une incidence sur le capital disponible pour les filiales de la Compagnie qui sont sous réglementation fédérale seront amorties sur 12 trimestres.

En raison de la nature évolutive des IFRS et des modifications proposées aux IFRS portant sur l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance, il pourrait y avoir de nouvelles modifications aux exigences de capital réglementaire et aux normes comptables, dont certaines pourraient être importantes.

La Compagnie est un utilisateur et un fournisseur de produits de réassurance, y compris la réassurance traditionnelle, laquelle sert principalement à réduire les risques garantis pris en charge, et la réassurance financière, en vertu de laquelle le montant du risque garanti transféré au réassureur ou aux réassurés peut être plus limité.

La Compagnie a établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter tous les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures d'évaluation du capital relatives à la mise en œuvre et à la surveillance du plan de capital. Le plan de capital est conçu pour assurer le maintien d'un capital adéquat par la Compagnie, en tenant compte de la stratégie, du profil de risques et des plans d'affaires de celle-ci. Le conseil d'administration examine et approuve le plan de capital annuel ainsi que toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction conformément au plan.

### Initiatives réglementaires du BSIF en matière de capital

Le BSIF a commencé à travailler sur un certain nombre d'initiatives qui auront, ou pourraient avoir, une incidence sur le calcul et la présentation du MPRCE de la Compagnie ou de certaines de ses filiales.

Ces initiatives sont présentées dans le cadre de la réglementation des compagnies d'assurance-vie du BSIF pour 2013 et sont classées selon trois grandes catégories, en ce qui concerne les montants du capital réglementaire : l'examen de la méthode utilisée pour déterminer les exigences de capital relativement aux garanties de fonds distincts, l'examen des critères d'admissibilité et des composantes du capital disponible, ainsi que le nouveau modèle servant à calculer les exigences de capital relatives aux risques de crédit, aux risques de marché, aux risques d'assurance et aux risques d'exploitation. En outre, le BSIF tiendra compte des avantages de la diversification et des crédits de couverture dans son nouveau cadre.

La Compagnie évalue actuellement les propositions du BSIF présentées aux intervenants du secteur et participe à des discussions continues avec le BSIF, l'Institut canadien des actuaires, l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes et d'autres participants du secteur. De plus, la Compagnie participe activement aux études d'impact quantitatives du BSIF dans le cadre de la réglementation des compagnies d'assurance-vie. À l'heure actuelle, la Compagnie n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces initiatives.

### MÉTHODE DE RÉPARTITION DU CAPITAL

La Compagnie applique une méthode de répartition du capital aux termes de laquelle les coûts de financement sont ventilés au prorata du capital réparti. En ce qui concerne l'exploitation canadienne et l'exploitation européenne (essentiellement la Great-West), cette méthode de répartition est orientée sur les exigences de capital réglementaire, alors que, pour les activités de services financiers exercées aux États-Unis et de gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam), la méthode est orientée sur la valeur comptable des unités d'exploitation présentée dans les états financiers. Le total du capital soumis à un effet de levier est réparti de façon uniforme entre les unités d'exploitation au prorata du total du capital, ce qui fait en sorte que le ratio d'endettement de chaque unité d'exploitation reflète celui de la société consolidée.

Cette méthode de répartition du capital permet à la Compagnie de calculer des rendements des capitaux propres comparables pour chaque unité d'exploitation. Par conséquent, ces rendements des capitaux propres se fondent sur le capital qui a été alloué aux unités d'exploitation et sur les charges financières associées à ce capital.

Rendement des capitaux propres	30 septembre 2014	30 juin 2014	31 décembre 2013
Exploitation canadienne	22,5 %	23,7 %	23,9 %
Services financiers aux États-Unis <sup>(1)</sup>	17,4 %	16,2 %	17,8 %
Gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam)	(4,5) %	(4,5) %	(3,7) %
Exploitation européenne	16,3 %	14,4 %	14,9 %
Exploitation générale de Lifeco <sup>(2)</sup>	(12,0) %	(18,3) %	(12,6) %
<b>Total du bénéfice d'exploitation de Lifeco<sup>(2)</sup></b>	<b>14,9 %</b>	<b>14,3 %</b>	<b>15,0 %</b>
<b>Total du bénéfice net de Lifeco</b>	<b>16,3 %</b>	<b>15,8 %</b>	<b>16,6 %</b>

<sup>(1)</sup> Comprend l'exploitation générale américaine.

<sup>(2)</sup> La Compagnie utilise le bénéfice d'exploitation, une mesure financière non définie par les IFRS qui exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges décrites à la note 33 des états financiers consolidés de la Compagnie au 31 décembre 2013.

Le rendement des capitaux propres correspond au bénéfice net divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires pour les quatre derniers trimestres. La Compagnie a présenté un rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires fondé sur le bénéfice net de 16,3 %, comparativement à 16,6 % au 31 décembre 2013, ce qui tient compte de l'incidence de certaines provisions liées à des litiges. Au 30 septembre 2014, le rendement des capitaux propres de la Compagnie relativement au bénéfice d'exploitation était de 14,9 %, ce qui tient compte des charges de restructuration et d'acquisition de 44 M\$ liées à Irish Life et aux activités de services de tenue de dossiers du marché des groupes de grande taille de J.P. Morgan Retirement Plan Services qui ont été engagées au cours des 12 derniers mois. Compte non tenu de ces charges, le rendement des capitaux propres est de 15,2 %, ce qui cadre avec l'objectif à long terme de la Compagnie.

### NOTATIONS DE CRÉDIT

Lifeco et ses principales filiales en exploitation affichent d'excellentes notations de crédit, lesquelles sont attribuées par les cinq agences qui attribuent des notations de crédit à la Compagnie et présentées dans le tableau suivant. Les sociétés en exploitation ci-dessous ont reçu une notation groupée de la part de chaque agence de notation. Cette approche de notation groupée est essentiellement justifiée par la position enviable de la Compagnie sur le marché de l'assurance au Canada et sa situation concurrentielle aux États-Unis et en Europe. La Great-West, la London Life et la Canada-Vie ont en commun leur direction, leur gouvernance et leurs stratégies, ainsi qu'une plateforme d'affaires intégrée. Toutes ces sociétés en exploitation profitent d'un solide soutien financier implicite de Lifeco et sont détenues par cette dernière. Les notations de crédit de la Compagnie n'ont subi aucune modification au cours du troisième trimestre de 2014.

Agence de notation	Mesure	Lifeco	Great-West	London Life	Canada-Vie	Great-West Financial
A.M. Best Company	Santé financière		A+	A+	A+	A+
DBRS Limited	Capacité de paiement des sinistres Créances de premier rang Créances de second rang	AA (faible)	IC-1	IC-1	IC-1 AA (faible)	non coté
Fitch Ratings	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang	A	AA	AA	AA	AA
Moody's Investors Service	Santé financière de l'assureur		Aa3	Aa3	Aa3	Aa3
Standard & Poor's Ratings Services	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang Créances de second rang	A+	AA	AA	AA AA-	AA

Irish Life n'est pas incluse dans la notation groupée de la Compagnie et a sa propre notation de crédit. Standard & Poor's Ratings Services a accordé une notation de A- à Irish Life Assurance Plc (ILA) à titre de contrepartie. Standard & Poor's Ratings Services et Fitch Ratings ont accordé la notation BBB et BBB+, respectivement, aux billets perpétuels de 200 M€ d'ILA repris à l'acquisition.

---

## GESTION DU RISQUE ET PRATIQUES RELATIVES AU CONTRÔLE

### INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aucune modification importante n'a été apportée aux politiques et aux procédures de la Compagnie relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés en 2014. Les transactions sur dérivés de la Compagnie sont habituellement régies par les conventions-cadres de l'International Swaps and Derivatives Association, Inc. (l'ISDA), qui prévoient un droit juridiquement exécutoire de compensation et de compensation avec déchéance du terme de l'exposition à des contreparties précises dans l'éventualité de l'annulation d'une transaction, ce qui comprend, mais sans s'y limiter, des cas de défaillance et de faillite. En cas de résiliation anticipée, la Compagnie peut compenser les débiteurs d'une contrepartie au moyen des crédateurs de la même contrepartie, dans la même entité légale, qui découlent de toutes les transactions incluses. En ce qui concerne la Compagnie, les conventions-cadres de l'ISDA pourraient comprendre des dispositions provenant des annexes sur le soutien du crédit, lesquelles exigent d'offrir et d'accepter des garanties à l'égard des transactions sur dérivés. Au 30 septembre 2014, le total des garanties financières, incluant la marge initiale et le surdimensionnement, reçues relativement aux actifs dérivés s'élevait à 52 M\$ (19 M\$ au 31 décembre 2013) et un montant de 249 M\$ a été donné en garantie à l'égard des passifs dérivés (222 M\$ au 31 décembre 2013).

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, le montant nominal en cours des contrats dérivés a augmenté de 0,5 G\$ pour se chiffrer à 22,1 G\$. L'augmentation tient à une augmentation de 6,8 G\$ liée à certaines opérations sur valeurs qui n'ont pas encore été annoncées et dont le règlement reste à venir, à l'incidence des fluctuations des devises ainsi qu'aux activités de couverture courantes, facteurs essentiellement contrebalancés par l'expiration d'options de vente de titres de capitaux propres d'un montant notionnel initial de 6,8 G\$.

L'exposition de la Compagnie au risque de crédit lié à la contrepartie des instruments dérivés, qui reflète la juste valeur actuelle des instruments qui affichent des profits, a augmenté pour s'établir à 621 M\$ au 30 septembre 2014, comparativement à 593 M\$ au 31 décembre 2013. La valeur de marché des swaps de taux d'intérêt qui reçoivent des taux fixes et paient des taux variables a augmenté, en raison de la baisse des taux d'intérêt.

### MÉTHODES COMPTABLES

En raison de la nature évolutive des IFRS, certaines modifications de ces normes ont eu une incidence sur la Compagnie en 2014 et certaines modifications pourraient avoir une incidence sur la Compagnie pour les périodes de présentation ultérieures. La Compagnie surveille activement les modifications futures aux IFRS proposées par l'International Accounting Standards Board (l'IASB) dans le but d'évaluer si ces modifications sont susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats ou les activités de la Compagnie.

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la Compagnie a adopté les modifications qui limitent le champ d'application d'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*, d'IAS 36, *Dépréciation d'actifs* et d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, ainsi que les lignes directrices d'IFRIC 21, *Droits ou taxes*. L'adoption n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Compagnie.

Le tableau suivant présente les IFRS qui ont été modifiées ou qui pourraient être modifiées après 2014 et qui pourraient avoir une incidence sur la Compagnie pour les périodes de présentation ultérieures :

Nouvelle norme ou norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i>	L'IASB a publié un exposé-sondage révisé pour IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i> , qui propose des modifications à la norme comptable portant sur les contrats d'assurance en juin 2013. L'IASB poursuit ses délibérations au sujet des propositions contenues dans cet exposé-sondage. La norme proposée diffère de manière importante des pratiques comptables et actuarielles actuellement utilisées par la Compagnie en vertu de la méthode canadienne axée sur le bilan (MCAB) et devrait produire des résultats financiers plus volatils. La Compagnie surveille activement les développements à cet égard. Tant qu'une nouvelle IFRS visant l'évaluation des contrats d'assurance ne sera pas publiée et entrée en vigueur, la Compagnie continuera d'évaluer les passifs relatifs aux polices d'assurance selon les politiques comptables et actuarielles actuelles, y compris selon la MCAB.
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	En juillet 2014, l'IASB a publié une version définitive d'IFRS 9, <i>Instruments financiers</i> , qui remplacera IAS 39, <i>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation</i> . La norme apporte des modifications à la comptabilisation des instruments financiers à l'égard des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le classement et l'évaluation des instruments financiers en fonction du modèle économique suivi pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier;</li> <li>• la dépréciation basée sur le modèle des pertes attendues;</li> <li>• la comptabilité de couverture qui tient compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité.</li> </ul> <p>Cette norme entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018. La Compagnie évalue actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers.</p>
IAS 17, <i>Contrats de location</i>	En mai 2013, l'IASB a publié un exposé-sondage révisé qui propose l'utilisation du modèle reposant sur le droit d'utilisation, qui remplacerait les modèles comptables de contrat de location simple et de contrat de location-financement qui existent actuellement. L'IASB poursuit ses délibérations au sujet des propositions contenues dans l'exposé-sondage. L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée de façon approfondie une fois que la version finale de la norme sera publiée.
IFRS 15, <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients</i>	En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients</i> , qui permet de comptabiliser les produits selon une seule norme, en vue d'harmoniser la présentation des produits tirés de contrats avec des clients et des coûts connexes. Les produits tirés des contrats d'assurance, des contrats de location et des instruments financiers ne sont pas assujettis aux exigences d'IFRS 15 en matière de comptabilisation des produits. Une société comptabiliserait les produits au moment du transfert de biens ou de services aux clients, au montant de la contrepartie que la société s'attend à recevoir du client. <p>Cette norme entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017. La Compagnie évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de cette norme.</p>

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION SECTORIELS

Les résultats d'exploitation consolidés de Lifeco, y compris les chiffres correspondants, sont présentés selon les IFRS, après la répartition du capital. Les résultats d'exploitation consolidés de Lifeco correspondent au bénéfice net de la Great-West et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, la Canada-Vie, Great-West Financial et Putnam, auquel s'ajoutent les résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Aux fins de la présentation de l'information, les résultats d'exploitation consolidés sont regroupés en quatre secteurs à présenter, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine, l'exploitation européenne et l'exploitation générale de Lifeco, lesquels reflètent les emplacements géographiques ainsi que la structure de gestion et la structure interne des sociétés.

## EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats d'exploitation de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ce secteur regroupe trois unités d'exploitation principales. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance individuelle, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Gestion du patrimoine, la Compagnie offre des produits de capitalisation et de rentes immédiates aux clients de la Collective et de l'Individuelle au Canada. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance collective, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-maladie, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance-invalidité et d'assurance créances à l'intention des clients de la Collective au Canada.

### Principales données financières consolidées – Exploitation canadienne

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Primes et dépôts	5 468 \$	5 770 \$	5 078 \$	18 266 \$	15 933 \$
Souscriptions	2 747	2 904	2 389	8 853	7 948
Honoraires et autres produits <sup>(1)</sup>	360	356	321	1 060	946
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	330	304	332	928	878
<b>Total de l'actif<sup>(2)</sup></b>	<b>139 609 \$</b>	<b>138 167 \$</b>	<b>126 170 \$</b>		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	4 639	4 587	3 875		
<b>Total de l'actif géré</b>	<b>144 248</b>	<b>142 754</b>	<b>130 045</b>		
Autres actifs administrés	14 336	14 225	13 867		
<b>Total de l'actif administré</b>	<b>158 584 \$</b>	<b>156 979 \$</b>	<b>143 912 \$</b>		

<sup>(1)</sup> La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

<sup>(2)</sup> Les chiffres correspondants ont été retraités pour tenir compte de l'incidence rétrospective d'IFRS 10, *États financiers consolidés*.

## FAITS NOUVEAUX EN 2014

- Les primes et dépôts pour le trimestre clos le 30 septembre 2014 se sont chiffrés à 5 468 M\$, contre 5 078 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse des primes et dépôts reflète la vigueur du taux de maintien et de la croissance des souscriptions importantes de produits d'assurance collective à prime unique, ainsi que l'augmentation des dépôts liés aux fonds distincts et aux fonds communs de placement.
- Les souscriptions pour le trimestre clos le 30 septembre 2014 se sont chiffrées à 2 747 M\$, comparativement à 2 389 M\$ au troisième trimestre de 2013. Cette augmentation reflète la vigueur des souscriptions de fonds de placement de détail de l'unité Gestion du patrimoine ainsi que la hausse des souscriptions de produits d'assurance.
- Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 360 M\$, en hausse de 39 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 septembre 2014 s'est chiffré à 330 M\$, contre 332 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le projet *Carbon Disclosure Project* (projet CDP ou projet de divulgation des émissions de carbone), qui attribue une note aux grandes entreprises relativement aux données qu'elles publient sur leurs émissions de carbone, a accordé aux sociétés canadiennes en exploitation de Great-West Lifeco une note de 98B pour leur rapport de 2014, soit une note supérieure à celle de 67B obtenue en 2013.
- Le 3 septembre 2014, la Great-West a acquis PlanDirect Insurance Services Inc., un fournisseur de services qui commercialise et administre des produits d'assurance-maladie individuelle à l'intention des Canadiens.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION CANADIENNE

ASSURANCE INDIVIDUELLE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Primes et dépôts	1 117 \$	1 122 \$	1 035 \$	3 316 \$	3 065 \$
Souscriptions	130	125	120	377	335
Bénéfice net	109	97	102	275	229

**Primes et dépôts**

Au cours du troisième trimestre de 2014, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 82 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 117 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 81 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 036 M\$ au cours du trimestre, essentiellement en raison de l'augmentation de 11 % des primes d'assurance-vie avec participation. Les primes liées aux produits de protection du vivant pour le trimestre sont demeurées comparables à celles enregistrées au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 251 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 3 316 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 251 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 3 071 M\$, essentiellement en raison d'une augmentation de 11 % des primes d'assurance-vie avec participation. Les primes liées aux produits de protection du vivant pour la période de neuf mois sont demeurées comparables à celles enregistrées à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au troisième trimestre de 2014, les primes des produits d'assurance individuelle sont demeurées comparables à celles enregistrées au trimestre précédent.

**Souscriptions**

Pour le troisième trimestre de 2014, les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont crû de 10 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 130 M\$. Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont crû de 12 M\$ pour s'établir à 122 M\$, en raison d'une augmentation de 21 % des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 8 M\$, soit une baisse de 2 M\$ par rapport au montant enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont augmenté de 42 M\$ pour ainsi s'établir à 377 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont crû de 49 M\$ pour s'établir à 352 M\$, essentiellement en raison d'une augmentation de 26 % des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 25 M\$, soit 7 M\$ de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont crû de 5 M\$ au troisième trimestre de 2014, par rapport au trimestre précédent. Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont progressé de 6 M\$, en raison essentiellement d'une hausse de 11 % des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation. Les souscriptions de produits de protection du vivant ont diminué de 1 M\$ par rapport au trimestre précédent.

### Bénéfice net

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2014 a augmenté de 7 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 109 M\$. Cette augmentation tient essentiellement aux résultats favorables au chapitre de la morbidité et du comportement des titulaires de polices, à la diminution de l'impôt sur le résultat et à la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance qui découle des ajustements des provisions liées au comportement des titulaires de polices. Elle a néanmoins été contrebalancée en partie par la baisse de l'apport des placements et par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, le bénéfice net a augmenté de 46 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 275 M\$. Cette hausse est principalement attribuable à une réduction des pressions exercées par les nouvelles affaires, aux résultats favorables au chapitre des placements et à la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, facteurs partiellement contrebalancés par des résultats moins favorables au chapitre de la mortalité.

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2014 a augmenté de 12 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation tient essentiellement à la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et à la baisse de l'impôt sur le résultat, contrebalancées en partie par l'apport moins important des placements et par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation s'est chiffré à 18 M\$ au troisième trimestre de 2014, soit un résultat similaire à celui enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, le bénéfice net attribuable au compte de participation s'est chiffré à 64 M\$, comparativement à un bénéfice net de 53 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du bénéfice net depuis le début de l'exercice découle principalement de la réduction des pressions exercées par les nouvelles affaires, partiellement contrebalancée par la hausse de l'impôt sur le résultat.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation pour le troisième trimestre de 2014 a diminué de 6 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires.

## GESTION DU PATRIMOINE

### RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Primes et dépôts	2 386 \$	2 736 \$	2 191 \$	9 173 \$	7 251 \$
Souscriptions	2 408	2 673	2 133	8 014	7 073
Honoraires et autres produits <sup>(1)</sup>	308	301	271	903	794
Bénéfice net	96	113	114	314	294

<sup>(1)</sup> La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

**Primes et dépôts**

Les primes et dépôts de l'unité Gestion du patrimoine ont augmenté de 195 M\$ au troisième trimestre de 2014 pour atteindre 2 386 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à la hausse des primes liées aux fonds de placement de détail.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 1 922 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 9 173 M\$. Cette augmentation découle principalement de la conversion de certains actifs d'un régime de retraite en un produit de fonds distincts au cours du premier trimestre de 2014. Les primes et dépôts liés aux fonds de placement de détail, aux régimes de capitalisation collectifs et aux produits de rentes collectifs à prime unique ont également contribué à la hausse observée au cours des neuf premiers mois de 2014.

Au troisième trimestre de 2014, les primes et dépôts de l'unité Gestion du patrimoine ont diminué de 350 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la baisse des primes liées aux produits de rentes collectifs à prime unique et aux régimes de capitalisation collectifs.

**Souscriptions**

Les souscriptions de l'unité Gestion du patrimoine ont augmenté de 275 M\$ au troisième trimestre de 2014 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 408 M\$, essentiellement en raison de la hausse des souscriptions de fonds de placement de détail.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les souscriptions ont augmenté de 941 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 8 014 M\$, principalement en raison de la hausse des souscriptions de fonds de placement de détail et de produits de rentes collectifs à prime unique.

Les souscriptions de l'unité Gestion du patrimoine pour le troisième trimestre de 2014 ont diminué de 265 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la baisse des souscriptions de fonds de placement de détail et de produits de rentes collectifs à prime unique.

Les dépôts nets pour le troisième trimestre de 2014 se sont chiffrés à 286 M\$, comparativement à 119 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et à 290 M\$ au trimestre précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les dépôts nets se sont chiffrés à 1 888 M\$, comparativement à 823 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance des dépôts nets est attribuable aux mêmes facteurs que ceux expliquant la croissance des primes et dépôts.

**Honoraires et autres produits**

Les honoraires et autres produits pour le troisième trimestre de 2014 ont augmenté de 37 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 308 M\$. Cette augmentation tient à la croissance de l'actif géré qui est attribuable aux profits réalisés sur le marché et des flux de trésorerie nets positifs, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des marges liées aux honoraires.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les honoraires et autres produits ont augmenté de 109 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 903 M\$, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Au troisième trimestre de 2014, les honoraires et autres produits ont crû de 7 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison de la hausse de l'actif géré moyen.

### Bénéfice net

Pour le troisième trimestre de 2014, le bénéfice net a diminué de 18 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 96 M\$. Cette diminution découle principalement de la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux contrats d'assurance, qui s'explique par l'augmentation des provisions pour les améliorations futures au chapitre de la longévité, et de la baisse de l'apport des placements, contrebalancées en partie par la hausse des honoraires et par les résultats plus favorables au chapitre de la mortalité.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, le bénéfice net a augmenté de 20 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 314 M\$. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des honoraires et par les résultats plus favorables au chapitre de la mortalité, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux contrats d'assurance et par la hausse des frais liés aux actifs.

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2014 a diminué de 17 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux contrats d'assurance et de l'apport des placements, ainsi qu'aux résultats moins favorables au chapitre de la mortalité, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des honoraires.

## ASSURANCE COLLECTIVE

### RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Primes et dépôts	1 965 \$	1 912 \$	1 852 \$	5 777 \$	5 617 \$
Souscriptions	209	106	136	462	540
Honoraires et autres produits	37	38	36	113	111
Bénéfice net	125	92	115	326	328

#### Primes et dépôts

Les primes et dépôts pour le troisième trimestre de 2014 ont augmenté de 113 M\$, pour s'établir à 1 965 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison d'une augmentation des primes et dépôts sur le marché des grandes affaires.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 160 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 5 777 M\$. Cette hausse découle essentiellement d'une augmentation des primes et dépôts sur le marché des moyennes affaires et sur le marché des grandes affaires.

Les primes et dépôts pour le troisième trimestre de 2014 ont augmenté de 53 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

#### Souscriptions

Pour le troisième trimestre de 2014, les souscriptions ont augmenté de 73 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour se chiffrer à 209 M\$, essentiellement en raison de la hausse des souscriptions de produits à prime unique sur le marché des grandes affaires. Les souscriptions sur le marché des grandes affaires varient d'un trimestre à l'autre.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les souscriptions ont diminué de 78 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour atteindre 462 M\$. Cette diminution tient essentiellement à la baisse des souscriptions de produits d'assurance créances sur le marché des grandes affaires. Les souscriptions des produits d'assurance créances et des ventes directes peuvent varier grandement d'un trimestre à l'autre.

Au troisième trimestre de 2014, les souscriptions ont augmenté de 103 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des souscriptions sur le marché des moyennes affaires et sur le marché des grandes affaires.

### **Honoraires et autres produits**

Les honoraires et autres produits sont essentiellement tirés des contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective, au prix coûtant majoré.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, les honoraires et autres produits, qui se sont chiffrés à 37 M\$, sont comparables à ceux enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice précédent et au trimestre précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 113 M\$, soit un montant comparable à celui enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent.

### **Bénéfice net**

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2014 a augmenté de 10 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 125 M\$. Cette augmentation est principalement attribuable aux résultats favorables au chapitre de la morbidité, partiellement contrebalancés par la baisse de l'apport des placements et par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité.

Le bénéfice net pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 est demeuré comparable à celui enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance a été contrebalancée par les résultats moins favorables au chapitre de la morbidité.

Au troisième trimestre de 2014, le bénéfice net a augmenté de 33 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement des résultats favorables au chapitre de la morbidité et de la diminution de l'impôt sur le résultat.

### **EXPLOITATION GÉNÉRALE CANADIENNE**

Les résultats de l'exploitation générale canadienne tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation canadienne.

L'exploitation générale canadienne a affiché un bénéfice net de néant pour le troisième trimestre de 2014, comparativement à 1 M\$ au troisième trimestre de 2013. La diminution du bénéfice net s'explique principalement par la baisse des économies d'impôt en 2014, laquelle a été essentiellement contrebalancée par la baisse des dividendes sur les actions privilégiées qui découle du rachat d'actions privilégiées au quatrième trimestre de 2013 et par la diminution des charges nettes.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, l'exploitation générale canadienne a affiché un bénéfice net de 13 M\$, comparativement à 27 M\$ pour la période correspondante de 2013. Au cours du premier trimestre de 2013, la Compagnie a effectué une revue des passifs éventuels restants relativement aux coûts liés à l'acquisition de la Corporation Financière Canada-Vie en 2003 et elle a déterminé que la plupart des provisions n'étaient plus requises, ce qui a eu une incidence positive de 23 M\$ sur le bénéfice net en 2013. Compte non tenu de l'incidence de cette reprise en 2013, le bénéfice net a augmenté de 9 M\$ en 2014, essentiellement en raison de la baisse des dividendes sur les actions privilégiées qui découle du rachat d'actions privilégiées au quatrième trimestre de 2013 et de la diminution des charges nettes.

Le bénéfice net a été de néant pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, contre 2 M\$ pour le trimestre précédent. Cette diminution du bénéfice net est principalement attribuable à la baisse des économies d'impôt, qui a été contrebalancée en partie par la hausse des produits de placement.

## EXPLOITATION AMÉRICAINE

Les résultats d'exploitation de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Financial, de Putnam, des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Services financiers, la Compagnie offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur et des services de gestion et de tenue de dossiers, de gestion de fonds et de placement et de consultation. Elle offre également des comptes de retraite individuels, des produits d'assurance-vie, des produits de rentes, ainsi que des régimes d'avantages à l'intention des cadres. L'unité Gestion d'actifs de la Compagnie offre des services de gestion de placements, des services de distribution, des services administratifs ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

### Changements organisationnels

Au cours du troisième trimestre de 2014, la Compagnie a adopté des mesures substantielles relativement à l'élargissement de ses activités liées aux services de retraite aux États-Unis, notamment la poursuite du regroupement des activités liées aux services de retraite de Great-West Financial et de Putnam et la conclusion de l'acquisition de J.P. Morgan Retirement Plan Services (RPS), entreprise de services de tenue de dossiers du marché des groupes de grande taille. Great-West Financial a conclu l'acquisition de RPS le 29 août 2014 et elle occupe maintenant le deuxième rang des entreprises de services de tenue de dossiers de régimes de retraite en ce qui a trait au nombre total de participants aux États-Unis.

Au 30 septembre 2014, les activités de RPS représentaient environ 200 clients, un total de 2,1 millions de participants et un actif administré de 197 G\$. De plus, le personnel lié à ces activités compte plus de 1 000 membres, dont le personnel de vente, les conseillers en relations, les directeurs des relations et les spécialistes du service à la clientèle. Cette acquisition a permis à la Compagnie d'étendre ses activités dans le marché américain des régimes à cotisations définies, en faisant passer le nombre de participants à plus de 7 millions et l'actif des régimes de retraite à plus de 456 G\$.

### Principales données financières consolidées – Exploitation américaine

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Primes et dépôts	10 781 \$	9 638 \$	10 389 \$	32 199 \$	27 167 \$
Souscriptions	15 686	10 480	10 973	39 325	29 949
Honoraires et autres produits <sup>(1)</sup>	443	436	365	1 298	1 051
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	107	69	76	217	220
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires (en dollars américains)	97	63	74	197	215
<b>Total de l'actif</b>	<b>69 942 \$</b>	<b>66 743 \$</b>	<b>63 857 \$</b>		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels <sup>(1)</sup>	183 166	176 577	150 342		
<b>Total de l'actif géré</b>	<b>253 108</b>	<b>243 320</b>	<b>214 199</b>		
Autres actifs administrés	410 420	203 517	175 120		
<b>Total de l'actif administré</b>	<b>663 528 \$</b>	<b>446 837 \$</b>	<b>389 319 \$</b>		

<sup>(1)</sup> La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

---

**UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION AMÉRICAINE****CONVERSION DES DEVICES**

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS qui met en évidence l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS du présent rapport.

**SERVICES FINANCIERS****FAITS NOUVEAUX EN 2014**

- Les souscriptions pour le trimestre clos le 30 septembre 2014 se sont chiffrées à 6,2 G\$ US, soit une hausse de 180 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison d'une importante souscription de régime 401(k) et d'une hausse marquée des souscriptions des Marchés de l'Individuelle dans les marchés des avantages à l'intention des cadres, de l'assurance des banques de détail, des comptes de retraite individuels et des produits de rentes individuels.
- Dans le marché des avantages à l'intention des cadres, les souscriptions de produits d'assurance-vie détenus par des banques à rayonnement local se sont chiffrées à 333 M\$ US pour les trois premiers trimestres de 2014, en hausse par rapport au sommet de souscriptions sur un exercice complet qui s'est établi à 255 M\$ US en 2013.
- Les souscriptions sur le marché de l'assurance des banques de détail ont augmenté de 76 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui est attribuable aux produits d'assurance-vie universelle à prime unique vendus par les banques. En raison de cette augmentation, Great-West Financial s'est classée première en matière de souscriptions sur le marché de l'assurance-vie des banques aux États-Unis, faisant du même coup passer sa part de marché de 24 % pour l'exercice précédent (au 30 juin 2013) à 37 % (au 30 juin 2014).
- Les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 170 M\$ US pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, soit une hausse de 16 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.
- Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 septembre 2014 s'est chiffré à 105 M\$ US, soit une augmentation de 22 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le 1<sup>er</sup> octobre 2014, un client institutionnel existant a transféré à Great-West Financial ses affaires relatives aux régimes de retraite. Ces affaires représentent un actif de 3,5 G\$ US provenant de 416 régimes qui comportent 68 927 participants. Elles sont distribuées par l'intermédiaire de plus de 50 banques, ce qui ouvre de nouvelles possibilités de distribution.
- Dans un sondage publié en 2014 par le magazine *PLANADVISER*, Great-West Financial est classée au premier rang en matière d'actifs de tenue de dossiers pour les organismes gouvernementaux détenant un régime 457.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Primes et dépôts	1 823 \$	1 597 \$	1 710 \$	5 228 \$	4 556 \$
Souscriptions	6 728	2 439	2 294	12 354	7 338
Honoraires et autres produits <sup>(1)</sup>	186	189	163	560	465
Bénéfice net	115	78	86	287	258
Primes et dépôts (en dollars américains)	1 673 \$	1 465 \$	1 643 \$	4 782 \$	4 448 \$
Souscriptions (en dollars américains)	6 172	2 238	2 206	11 307	7 176
Honoraires et autres produits (en dollars américains) <sup>(1)</sup>	170	173	154	512	453
Bénéfice net (en dollars américains)	105	71	83	261	252

<sup>(1)</sup> La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

**Primes et dépôts**

Pour le troisième trimestre de 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 30 M\$ US, pour se chiffrer à 1 673 M\$ US, par rapport au troisième trimestre de 2013 en raison d'une hausse de 253 M\$ US au sein des Marchés de l'Individuelle, qui a été contrebalancée en partie par une baisse de 223 M\$ US enregistrée par les Services de retraite. La hausse pour les Marchés de l'Individuelle tient surtout à la hausse de 140 M\$ US des souscriptions sur le marché des avantages à l'intention des cadres et à la hausse de 80 M\$ US des souscriptions dans le marché de l'assurance-vie des banques de détail. La diminution enregistrée par les Services de retraite découle principalement de la baisse de 158 M\$ US au titre des régimes 401(k), qui s'explique par la diminution des transferts des options de placement de détail et la baisse des souscriptions. Les Services de retraite ont également enregistré une diminution de 128 M\$ US relative au marché du secteur public et des organismes sans but lucratif qui s'explique essentiellement par la baisse des transferts des options de placement de détail. Ces diminutions ont été partiellement compensées par une hausse de 63 M\$ US des primes et dépôts du marché institutionnel en raison de l'augmentation des souscriptions de produits de rentes collectifs.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 334 M\$ US, pour se chiffrer à 4 782 M\$ US, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison d'une hausse de 558 M\$ US au sein des Marchés de l'Individuelle, qui a été contrebalancée en partie par une baisse de 224 M\$ US enregistrée par les Services de retraite. L'augmentation des primes des Marchés de l'Individuelle tient principalement à la hausse de 328 M\$ US des souscriptions sur le marché des avantages à l'intention des cadres et à la hausse de 166 M\$ US des souscriptions sur le marché de l'assurance-vie des banques de détail. La baisse des primes des Services de retraite est principalement attribuable à la diminution de 194 M\$ US des transferts des options de placement de détail.

Par rapport au trimestre précédent, les primes et dépôts ont augmenté de 208 M\$ US. Les primes des Marchés de l'Individuelle ont augmenté de 107 M\$ US, surtout en raison de la hausse des souscriptions sur les marchés des avantages à l'intention des cadres, des comptes de retraite individuels et des produits de rentes individuels. Les primes des Services de retraite ont augmenté de 101 M\$ US, ce qui est principalement attribuable au marché des régimes 401(k), en raison de la hausse des transferts des options de placement de détail et des souscriptions.

**Souscriptions**

Au troisième trimestre de 2014, les souscriptions ont augmenté de 3 966 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2013 pour se chiffrer à 6 172 M\$ US, en raison d'une hausse de 3 585 M\$ US au sein des Services de retraite et d'une hausse de 381 M\$ US sur les Marchés de l'Individuelle. La hausse des souscriptions des Services de retraite découle principalement d'une importante souscription de régime 401(k) d'une valeur de 3 168 M\$ US. L'augmentation des souscriptions des Marchés de l'Individuelle tient principalement à la hausse de 176 M\$ US des souscriptions sur les marchés des comptes de retraite individuels et des produits de rentes individuels, à l'augmentation de 127 M\$ US des souscriptions sur le marché des avantages à l'intention des cadres qui s'explique par le succès continu sur le marché des banques à rayonnement local, ainsi qu'à la hausse de 78 M\$ US des souscriptions sur le marché de l'assurance-vie des banques de détail.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les souscriptions ont augmenté de 4 131 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 11 307 M\$ US, en raison d'une hausse de 3 417 M\$ US enregistrée par les Services de retraite et d'une hausse de 714 M\$ US enregistrée par les Marchés de l'Individuelle. L'augmentation observée pour les Services de retraite est principalement attribuable à une importante souscription de régime 401(k) d'une valeur de 3 168 M\$ US et à la hausse de 296 M\$ US des souscriptions sur le marché institutionnel qui s'explique par le plus grand nombre de souscriptions de régimes. L'augmentation sur les Marchés de l'Individuelle tient essentiellement à la hausse de 286 M\$ US des souscriptions sur le marché des avantages à l'intention des cadres, qui s'explique par le succès continu sur le marché des banques à rayonnement local, à la hausse de 264 M\$ US des souscriptions sur les marchés des comptes de retraite individuels et des produits de rentes individuels et à la hausse de 164 M\$ US des souscriptions sur le marché de l'assurance-vie des banques de détail.

Au troisième trimestre de 2014, les souscriptions ont augmenté de 3 934 M\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison d'une hausse de 3 752 M\$ US pour les Services de retraite et d'une hausse de 182 M\$ US pour les Marchés de l'Individuelle. La hausse enregistrée par les Services de retraite est principalement attribuable à une importante souscription de régime 401(k) d'une valeur de 3 168 M\$ US, à la hausse du nombre de souscriptions pour les petits régimes 401(k) et à l'augmentation de 337 M\$ US des souscriptions dans le marché du secteur public et des organismes sans but lucratif. La hausse enregistrée par les Marchés de l'Individuelle tient principalement à la hausse de 138 M\$ US des souscriptions sur les marchés des comptes de retraite individuels et des produits de rentes individuels et à la hausse de 43 M\$ US des souscriptions sur le marché des avantages à l'intention des cadres.

**Honoraires et autres produits**

Les honoraires et autres produits pour le troisième trimestre de 2014 ont augmenté de 16 M\$ US pour se chiffrer à 170 M\$ US, par rapport au troisième trimestre de 2013, principalement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les honoraires et autres produits ont augmenté de 59 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 512 M\$ US, essentiellement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Au troisième trimestre de 2014, les honoraires et autres produits sont demeurés comparables à ceux enregistrés au trimestre précédent.

**Bénéfice net**

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, le bénéfice net a augmenté de 22 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2013, pour se chiffrer à 105 M\$ US, essentiellement en raison de la hausse de 32 M\$ US de l'apport des modifications de bases actuarielles et de la hausse de 6 M\$ US des profits au chapitre de la mortalité, contrebalancées en partie par la diminution de 12 M\$ US de l'apport des placements.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, le bénéfice net a augmenté de 9 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2013, pour s'établir à 261 M\$ US, principalement en raison de la hausse de 26 M\$ US de l'apport des modifications de bases actuarielles et de la hausse de 13 M\$ US des profits au chapitre de la mortalité, ainsi que de la hausse des honoraires. Ces hausses ont été pour l'essentiel contrebalancées par la diminution de 20 M\$ US de l'apport des placements et par la hausse des charges, qui comprennent des coûts d'acquisition de 2 M\$ US et des coûts d'intégration de 3 M\$ US liés à RPS.

Pour le troisième trimestre de 2014, le bénéfice net a augmenté de 34 M\$ US par rapport au deuxième trimestre de 2014, surtout en raison de la hausse de 39 M\$ US de l'apport des modifications de bases actuarielles.

## **GESTION D'ACTIFS**

### **FAITS NOUVEAUX EN 2014**

- L'actif géré de clôture de Putnam s'est chiffré à 157 G\$ US au 30 septembre 2014, en hausse de 16 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 236 M\$ US, en hausse de 41 M\$ US et de 9 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre précédent, respectivement.
- Kasina, un cabinet de recherche et de services-conseils en matière de services financiers de bonne réputation, a accordé à Putnam le titre de chef de file en ce qui a trait aux activités liées aux médias sociaux au sein du secteur de la gestion d'actifs.
- Putnam continue de maintenir un solide rendement sur placement ajusté en fonction du risque par rapport à ses concurrents. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, environ 72 % des actifs des fonds de Putnam se situaient au-dessus de la médiane des fonds classés par Lipper. Cette proportion s'établissait à 84 % sur une période de un an, à 89 % sur une période de trois ans et à 86 % sur une période de cinq ans. De plus, environ 56 % et 78 % des actifs des fonds de Putnam se situaient dans le quartile supérieur des fonds classés par Lipper sur une période de un an et de trois ans, respectivement.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Primes et dépôts	8 958 \$	8 041 \$	8 679 \$	26 971 \$	22 611 \$
Honoraires et autres produits					
Frais de gestion de placements	189	182	153	546	437
Honoraires liés au rendement	7	7	1	17	3
Frais administratifs	44	44	38	131	111
Commissions et frais de placement	17	14	10	44	35
Honoraires et autres produits	257	247	202	738	586
Perte nette	(8)	(9)	(10)	(70)	(38)
Primes et dépôts (en dollars américains)	8 218 \$	7 377 \$	8 345 \$	24 660 \$	22 076 \$
Honoraires et autres produits (en dollars américains)					
Frais de gestion de placements (en dollars américains)	173	168	147	499	427
Honoraires liés au rendement (en dollars américains)	6	6	1	15	3
Frais administratifs (en dollars américains)	41	40	37	120	109
Commissions et frais de placement (en dollars américains)	16	13	10	41	34
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	236	227	195	675	573
Perte nette (en dollars américains)	(8)	(8)	(9)	(64)	(37)

**Primes et dépôts**

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, les primes et dépôts ont diminué de 0,1 G\$ US par rapport à la période correspondante de 2013, pour s'établir à 8,2 G\$ US.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 2,6 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 24,7 G\$ US, en raison de la hausse de 4,1 G\$ US des souscriptions de fonds communs de placement, partiellement contrebalancée par la baisse de 1,5 G\$ US des souscriptions institutionnelles.

Les primes et dépôts ont augmenté de 0,8 G\$ US pour le troisième trimestre de 2014 par rapport au trimestre précédent en raison d'une augmentation de 1,1 G\$ US des souscriptions institutionnelles, partiellement contrebalancée par une baisse de 281 M\$ US des souscriptions de fonds communs de placement.

**Honoraires et autres produits**

Les produits sont essentiellement tirés des frais de gestion de placements, des honoraires liés au rendement, des frais de gestion liés aux services d'agent des transferts et aux autres services, ainsi que des commissions et frais de placement. Habituellement, les honoraires gagnés sont fondés sur l'actif géré et peuvent dépendre des marchés des capitaux, du rendement relatif des produits d'investissement de Putnam, du nombre de comptes individuels et des souscriptions.

Les honoraires et autres produits de 236 M\$ US ont augmenté de 41 M\$ US pour le troisième trimestre de 2014 par rapport à la période correspondante de 2013, principalement en raison d'une hausse des frais de gestion de placements et des autres honoraires basés sur l'actif et les souscriptions qui découle de la hausse de l'actif géré moyen. Cette augmentation est également attribuable à la hausse du nombre de comptes et à l'augmentation des honoraires liés au rendement.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les honoraires et autres produits ont augmenté de 102 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 675 M\$ US, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 9 M\$ US pour se chiffrer à 236 M\$ US au troisième trimestre de 2014 par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'une hausse des frais de gestion de placements et des autres honoraires basés sur l'actif et les souscriptions qui découle de la hausse de l'actif géré moyen.

### **Bénéfice net**

La perte nette s'est établie à 8 M\$ US pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, comparativement à 9 M\$ US pour la période correspondante de 2013. Le résultat pour le trimestre considéré comprend un rajustement d'impôt pour les exercices antérieurs lié à l'investissement de capitaux de lancement dans des fonds étrangers, lequel a eu une incidence défavorable de 13 M\$ US sur le bénéfice net. Compte non tenu du rajustement d'impôt, le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2014 s'est chiffré à 5 M\$ US, en hausse de 14 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2013. La hausse des honoraires pour le trimestre a été partiellement contrebalancée par la baisse des produits de placement nets, par la hausse des coûts de la rémunération relativement au solide rendement des placements et par la hausse des frais basés sur l'actif et les souscriptions. De plus, la modification de certains régimes de rémunération fondée sur des actions de Putnam, pour en faire des régimes de rémunération réglée en instruments de capitaux propres, a fait diminuer la charge de rémunération de 6 M\$ US au troisième trimestre de 2014, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, la perte nette s'est chiffrée à 64 M\$ US, comparativement à 37 M\$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat pour l'exercice considéré tient compte de l'incidence de la charge de rémunération fondée sur des actions de 22 M\$ US (9 M\$ US pour la période correspondante de 2013) engagée avant la date de modification des régimes, en mars 2014. La perte nette depuis le début de l'exercice 2014 tient également compte de la hausse des charges découlant du rajustement d'impôt non récurrent de 13 M\$ US évoqué pour expliquer les résultats du trimestre, de l'incidence d'une modification des taux d'imposition par certains États américains de 5 M\$ US et des charges indirectes de 4 M\$ US pour les fonds Putnam. La hausse des honoraires et des produits de placement nets pour les neuf premiers mois de 2014 a été partiellement contrebalancée par la hausse des coûts de la rémunération relativement au solide rendement des placements et par la hausse des frais basés sur l'actif et les souscriptions.

Au troisième trimestre de 2014, la perte nette de 8 M\$ US est demeurée comparable à celle enregistrée au trimestre précédent. Compte non tenu du rajustement d'impôt évoqué pour expliquer les résultats du trimestre, le bénéfice net du troisième trimestre de 2014 s'est chiffré à 5 M\$ US, une augmentation de 13 M\$ US par rapport au trimestre précédent. L'augmentation découle essentiellement de la reprise, au troisième trimestre, de certaines réserves pour impôt de 8 M\$ US liées à des vérifications fiscales réalisées pour des exercices antérieurs, de la hausse des honoraires et de la baisse des coûts de la rémunération, facteurs partiellement contrebalancés par une diminution des produits de placement nets.

**ACTIF GÉRÉ**

Actif géré (en millions de dollars américains)	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Actif au début	<b>158 571 \$</b>	153 432 \$	133 685 \$	<b>149 556 \$</b>	128 329 \$
Souscriptions – fonds communs de placement	<b>5 396</b>	5 677	5 666	<b>17 449</b>	13 345
Rachats – fonds communs de placement	<b>(4 315)</b>	(3 986)	(4 159)	<b>(12 230)</b>	(11 413)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – fonds communs de placement	<b>1 081</b>	1 691	1 507	<b>5 219</b>	1 932
Souscriptions – marchés institutionnels de Putnam	<b>2 822</b>	1 700	2 679	<b>7 211</b>	8 731
Rachats – marchés institutionnels de Putnam	<b>(2 622)</b>	(3 222)	(3 121)	<b>(9 890)</b>	(10 319)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – marchés institutionnels de Putnam	<b>200</b>	(1 522)	(442)	<b>(2 679)</b>	(1 588)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – total	<b>1 281</b>	169	1 065	<b>2 540</b>	344
Incidence du rendement du marché	<b>(2 805)</b>	4 970	6 023	<b>4 951</b>	12 100
Actif à la fin	<b>157 047 \$</b>	158 571 \$	140 773 \$	<b>157 047 \$</b>	140 773 \$
<u>Actif géré moyen</u>					
Fonds communs de placement	<b>84 842</b>	82 016	69 257	<b>81 806</b>	67 120
Actifs institutionnels	<b>73 244</b>	72 516	69 574	<b>72 608</b>	68 861
Total de l'actif géré moyen	<b>158 086 \$</b>	154 532 \$	138 831 \$	<b>154 414 \$</b>	135 981 \$

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, l'actif géré moyen s'est établi à 158,1 G\$ US. L'actif géré moyen a augmenté de 19,3 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'incidence cumulative du rendement positif du marché et des placements sur l'actif géré ainsi que des entrées d'actifs nettes. Pour le troisième trimestre de 2014, les entrées d'actifs nettes se sont chiffrées à 1,3 G\$ US comparativement à des entrées nettes de 1,1 G\$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les entrées nettes découlent des entrées d'actifs nettes trimestrielles des fonds communs de placement de 1,1 G\$ US et des entrées d'actifs nettes des marchés institutionnels de 0,2 G\$ US.

L'actif géré moyen pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 a augmenté de 18,4 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 154,4 G\$ US, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour le trimestre. Les entrées d'actifs nettes pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 se sont chiffrées à 2,5 G\$ US, contre des entrées nettes de 0,3 G\$ US à l'exercice précédent, en raison des entrées d'actifs nettes liées aux fonds communs de placement de 5,2 G\$ US.

L'actif géré moyen a augmenté de 3,6 G\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'incidence des entrées d'actifs nettes.

### EXPLOITATION GÉNÉRALE AMÉRICAINE

Les résultats de l'exploitation générale américaine tiennent compte d'éléments qui ne sont pas liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation américaine.

Le bénéfice net de l'exploitation générale américaine a été de néant pour la période considérée et pour la période comparative.

### EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes, par l'entremise de laquelle la Compagnie offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des produits de rentes immédiates par l'intermédiaire de filiales de la Canada-Vie au Royaume-Uni, à l'île de Man et en Allemagne, ainsi que par l'entremise d'Irish Life, en Irlande; ainsi que l'unité Réassurance, qui exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande. Les produits de réassurance sont offerts par la Canada-Vie, la London Life et ses filiales.

### CONVERSION DES DEVICES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS qui met en évidence l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS du présent rapport.

#### Principales données financières consolidées – Exploitation européenne

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Primes et dépôts <sup>(1)</sup>	3 986 \$	4 944 \$	4 511 \$	14 019 \$	9 127 \$
Honoraires et autres produits <sup>(1)</sup>	289	318	269	903	587
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	259	246	129	764	499
<b>Total de l'actif<sup>(1)(2)</sup></b>	<b>139 521 \$</b>	<b>139 470 \$</b>	<b>122 446 \$</b>		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	19 646	18 949	13 402		
<b>Total de l'actif géré</b>	<b>159 167</b>	<b>158 419</b>	<b>135 848</b>		
Autres actifs administrés <sup>(2)</sup>	40 508	42 337	36 200		
<b>Total de l'actif administré</b>	<b>199 675 \$</b>	<b>200 756 \$</b>	<b>172 048 \$</b>		

<sup>(1)</sup> La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

<sup>(2)</sup> Certains chiffres correspondants ont été retraités pour tenir compte de l'incidence rétrospective d'IFRS 10, *États financiers consolidés*.

Les résultats pour 2014 comprennent les résultats d'Irish Life pour toutes les périodes de 2014, tandis que les données comparatives pour 2013 comprennent les résultats d'Irish Life depuis la date d'acquisition, soit le 18 juillet 2013.

L'acquisition d'Irish Life au troisième trimestre de 2013 a donné lieu à une importante croissance au sein de l'exploitation européenne. L'apport d'Irish Life à l'exploitation européenne pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014 se présente comme suit :

	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014			Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014		
	Autres		Total	Autres		Total
	Irish Life <sup>(1)</sup>	qu'Irish Life		Irish Life <sup>(1)</sup>	qu'Irish Life	
Primes et dépôts	2 457 \$	1 529 \$	3 986 \$	7 671 \$	6 348 \$	14 019 \$
Honoraires et autres produits	144	145	289	417	486	903
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	76	183	259	172	592	764
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires, à l'exclusion des coûts de restructuration	82	183	265	191	592	783
Total de l'actif	55 835 \$	83 686 \$	139 521 \$			
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	19 365	281	19 646			
Total de l'actif géré	75 200	83 967	159 167			
Autres actifs administrés	40 508	—	40 508			
<b>Total de l'actif administré</b>	<b>115 708 \$</b>	<b>83 967 \$</b>	<b>199 675 \$</b>			

<sup>(1)</sup> Depuis le deuxième trimestre de 2014, l'information financière présentée ci-dessus comprend les données d'Irish Life et de Canada Life (Ireland), en raison de l'intégration de leurs activités.

#### FAITS NOUVEAUX EN 2014

- Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, le bénéfice net s'est chiffré à 259 M\$, une hausse de 130 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent qui tient à la hausse du bénéfice de l'unité Assurance et rentes, à la diminution des coûts de restructuration et d'acquisition liés à Irish Life ainsi qu'aux fluctuations des devises.
- Au troisième trimestre de 2014, la Compagnie a réalisé des synergies annualisées de 7,0 M€ (20,5 M€ depuis le début de l'exercice). Les synergies de 20,5 M€ en 2014 se sont traduites par une réduction de 3,5 M€ des charges au cours du trimestre (7,2 M€ depuis le début de l'exercice). Depuis l'acquisition d'Irish Life, des synergies annualisées de 35,1 M€ ont été réalisées, lesquelles se sont traduites par une réduction de 18,2 M€ des charges pour les neuf premiers mois de 2014.
- Au Royaume-Uni, le budget établi par le gouvernement pour 2014 fournira une plus grande souplesse aux participants de régimes de retraite à cotisations définies pour accéder à leur épargne à la retraite. Les principaux changements devraient entrer en vigueur à compter d'avril 2015, après consultation, et auront une incidence sur les futures souscriptions de produits de rentes au Royaume-Uni.

Moody's Investors Service prévoyait que le volume des rentes souscrites au Royaume-Uni pourrait afficher un recul de 50 % à 75 %, et que les changements feraient ressortir des occasions pour les assureurs de mettre au point une gamme élargie d'autres produits. À la suite de l'annonce des changements, le volume des nouvelles affaires liées aux produits de rentes immédiates offerts aux particuliers au Royaume-Uni a grandement diminué. Au troisième trimestre de 2014, les nouvelles affaires liées aux produits de rentes immédiates offerts aux particuliers au Royaume-Uni par la Compagnie se sont chiffrées à 98 M€, soit une baisse de 35 % par rapport au deuxième trimestre de 2014 et une baisse de 56 % par rapport au troisième trimestre de 2013.

L'apport du marché des rentes du Royaume-Uni au bénéfice de la Compagnie provient des nouvelles souscriptions et des affaires existantes en vigueur, et comprend l'amélioration du rendement sur les affaires en vigueur. L'apport des affaires en vigueur au bénéfice est plus important que celui provenant des nouvelles souscriptions. Les affaires liées aux rentes en vigueur au Royaume-Uni ne subissent pas l'influence des changements apportés au budget du Royaume-Uni.

- En Europe, la Compagnie a entrepris un certain nombre d'initiatives liées à la réforme Solvabilité II, notamment l'établissement d'une société de portefeuille européenne intermédiaire. Les compagnies d'assurance européennes réglementées de la Compagnie, ainsi que la société de portefeuille européenne intermédiaire, seront assujetties à la réglementation applicable prévue par la réforme Solvabilité II. À court terme, la Compagnie est soumise à une incertitude accrue en ce qui a trait à la réglementation en raison de la mise en œuvre imminente de la réforme Solvabilité II.
- Lors de l'édition 2014 des prix *International Adviser International Life Awards*, la Canada-Vie a reçu le prix *Readers Choice Award* dans la catégorie du Royaume-Uni ainsi que le prix récompensant la meilleure gamme de produits hors de l'île de Grande-Bretagne.
- Également au Royaume-Uni, la Canada-Vie a reçu les prix *Best Tax and Estate Planning Solutions Provider* et *Most Competitive Annuity Provider* dans le cadre de l'édition 2014 des prix *Investments Life and Pensions Moneyfacts* pour les quatrième et cinquième années consécutives, respectivement. Par ailleurs, la Canada-Vie a dominé dans la catégorie *Best Group Protection Provider*.
- Pour souligner son 75<sup>e</sup> anniversaire, Irish Life a lancé en octobre 2014 une importante campagne de repositionnement de la marque, dont le slogan est : « We know Irish life. We are Irish Life. »

## UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION EUROPÉENNE

### ASSURANCE ET RENTES

#### RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Primes et dépôts	3 446 \$	3 498 \$	3 775 \$	11 056 \$	6 292 \$
Souscriptions	2 913	2 814	3 299	9 233	5 149
Honoraires et autres produits	278	307	257	871	554
Bénéfice net	208	184	134	592	382

#### Primes et dépôts

Pour le troisième trimestre de 2014, les primes et dépôts ont diminué de 0,3 G\$ par rapport à la période correspondante de 2013 pour atteindre 3,4 G\$. Le recul tient à une diminution des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni qui découle essentiellement des changements annoncés dans le budget établi pour 2014 au Royaume-Uni, ainsi qu'à la baisse des souscriptions en matière de gestion de fonds en Irlande. La diminution a été partiellement contrebalancée par les fluctuations des devises, par l'augmentation des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni ainsi que par la hausse des souscriptions de produits de retraite en Irlande.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 4,8 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour atteindre 11,1 G\$. L'augmentation tient essentiellement à l'inclusion des résultats d'Irish Life pour deux trimestres de plus en 2014, à l'augmentation des primes d'assurance collective au Royaume-Uni ainsi qu'aux fluctuations des devises. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par la baisse des souscriptions de produits de rentes immédiates et de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni.

Pour le troisième trimestre de 2014, les primes et dépôts ont diminué de 52 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison de la diminution saisonnière normale des primes d'assurance collective au Royaume-Uni et de la baisse des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni.

### **Souscriptions**

Au troisième trimestre de 2014, les souscriptions ont diminué de 0,4 G\$ par rapport à la période correspondante de 2013 pour s'établir à 2,9 G\$, en raison principalement d'une diminution des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni qui découle des changements annoncés dans le budget établi pour 2014 au Royaume-Uni et d'une réduction des souscriptions de produits de gestion de fonds en Irlande qui reflète les fluctuations normales. La diminution a été en partie compensée par les fluctuations des devises et par la hausse des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les souscriptions ont augmenté de 4,1 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour atteindre 9,2 G\$. L'augmentation tient essentiellement à l'inclusion des résultats d'Irish Life pour deux trimestres de plus en 2014 ainsi qu'aux fluctuations des devises, facteurs en partie contrebalancés par la baisse des souscriptions de produits de rentes immédiates et de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni.

Au troisième trimestre de 2014, les souscriptions ont augmenté de 0,1 G\$ par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement d'une hausse des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni, partiellement contrebalancée par une baisse des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni, qui reflète l'incidence des changements apportés au budget établi pour 2014 au Royaume-Uni et des fluctuations des devises.

### **Honoraires et autres produits**

Les honoraires et autres produits pour le troisième trimestre de 2014 se sont chiffrés à 278 M\$, une hausse de 21 M\$ par rapport à la période correspondante de 2013, essentiellement attribuable à l'augmentation des honoraires en Irlande et aux fluctuations des devises.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 871 M\$, une hausse de 317 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement attribuable à l'inclusion des résultats d'Irish Life pour deux trimestres de plus en 2014 et aux fluctuations des devises.

Pour le troisième trimestre de 2014, les honoraires et autres produits ont diminué de 29 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de la baisse des frais de rachat au Royaume-Uni et des fluctuations des devises. Les habitudes de souscriptions et de rachats à l'égard de certains produits de placement à prime unique à court terme peuvent entraîner des fluctuations des frais de rachat d'un trimestre à l'autre.

### **Bénéfice net**

Au troisième trimestre de 2014, le bénéfice net a augmenté de 74 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2013 pour atteindre 208 M\$, en raison des résultats favorables au chapitre des placements et de la mortalité ainsi que de l'incidence positive des modifications de bases actuarielles et des fluctuations des devises. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'incidence de la réduction des volumes de nouvelles affaires pour les produits de rentes immédiates au Royaume-Uni.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, le bénéfice net a augmenté de 210 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 592 M\$. L'augmentation tient essentiellement à l'inclusion des résultats d'Irish Life pour deux trimestres de plus en 2014, aux résultats plus favorables au chapitre de la mortalité et de la morbidité ainsi qu'à l'incidence des fluctuations des devises. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par la baisse des volumes de nouvelles affaires et des marges pour les produits de rentes immédiates au Royaume-Uni.

Au troisième trimestre de 2014, le bénéfice net a augmenté de 24 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2014. L'augmentation tient surtout aux résultats favorables au chapitre des placements et à l'incidence des modifications des bases actuarielles, facteurs en partie contrebalancés par la baisse des volumes de nouvelles affaires pour les produits de rentes immédiates et les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité au Royaume-Uni.

## RÉASSURANCE

### RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Primes et dépôts <sup>(1)</sup>	540 \$	1 446 \$	736 \$	2 963 \$	2 835 \$
Honoraires et autres produits <sup>(1)</sup>	11	11	12	32	33
Bénéfice net	59	72	57	194	182

<sup>(1)</sup> La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

#### Primes et dépôts

Les primes et dépôts pour le troisième trimestre de 2014 ont diminué de 196 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour atteindre 540 M\$, essentiellement en raison de la commutation d'un traité de réassurance-maladie.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 128 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 3,0 G\$. Cette augmentation est essentiellement attribuable à une entente de réassurance de rentes aux Pays-Bas conclue au cours du deuxième trimestre de 2014, facteur contrebalancé en partie par la commutation d'un traité de réassurance-maladie.

Les primes et dépôts pour le troisième trimestre de 2014 ont diminué de 906 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'une entente de réassurance de rentes aux Pays-Bas conclue au cours du trimestre précédent.

#### Honoraires et autres produits

Les activités de réassurance génèrent des honoraires principalement par l'intermédiaire des produits d'assurance-vie, dont les honoraires sont tributaires du volume de la couverture offerte.

Les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 11 M\$ au troisième trimestre de 2014, soit un montant comparable à celui enregistré au trimestre correspondant de 2013 et au trimestre précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 32 M\$, soit un montant comparable à celui enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent.

#### Bénéfice net

Au troisième trimestre de 2014, le bénéfice net a augmenté de 2 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2013, pour se chiffrer à 59 M\$. L'augmentation tient essentiellement aux fluctuations des devises et aux gains actuariels, dont l'essentiel est contrebalancé par l'incidence des modifications de bases actuarielles.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, le bénéfice net a augmenté de 12 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 194 M\$. Cette hausse est principalement attribuable aux changements apportés à la répartition des activités et à la hausse des marges sous-jacentes au chapitre des activités d'assurance-vie, ainsi qu'aux fluctuations des devises, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des modifications de bases actuarielles et par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité et des sinistres.

Au troisième trimestre de 2014, le bénéfice net a diminué de 13 M\$ par rapport au trimestre précédent. La diminution tient essentiellement à l'incidence des modifications de bases actuarielles, à la diminution des profits sur les nouvelles affaires et aux résultats moins favorables au chapitre des sinistres, facteurs partiellement contrebalancés par les résultats favorables au chapitre de la mortalité.

### **EXPLOITATION GÉNÉRALE EUROPÉENNE**

Les résultats de l'exploitation générale européenne tiennent compte des charges financières, de l'incidence de certains éléments non récurrents ainsi que des résultats liés aux activités internationales existantes.

Au troisième trimestre de 2014, l'exploitation générale européenne a enregistré une perte nette de 8 M\$, comparativement à une perte nette de 62 M\$ pour la période correspondante de 2013. Les résultats du troisième trimestre de 2014 incluent des coûts de restructuration de 6 M\$ liés à l'acquisition d'Irish Life, alors que des coûts de restructuration et d'acquisition de 60 M\$ liés à Irish Life avaient été engagés au troisième trimestre de 2013.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, l'exploitation générale européenne a enregistré une perte nette de 22 M\$, comparativement à une perte nette de 65 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La perte nette depuis le début de l'exercice tient compte des coûts de restructuration de 19 M\$ liés à Irish Life pour 2014, alors que des coûts de restructuration et d'acquisition de 74 M\$ liés à Irish Life avaient été engagés pour la période correspondante de 2013. À l'exclusion de ces coûts, la perte nette pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 s'est chiffrée à 3 M\$, contre un bénéfice net de 9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du premier semestre de 2013, la Compagnie a effectué une revue des passifs éventuels restants relativement au coût lié à l'acquisition de la Corporation Financière Canada-Vie en 2003 et a déterminé que, pour la plupart, les provisions n'étaient plus nécessaires, ce qui a eu une incidence positive de 11 M\$ sur le bénéfice net en 2013 qui ne s'est pas reproduite en 2014.

La perte nette pour le trimestre clos le 30 septembre 2014 a diminué, passant de 10 M\$ au trimestre précédent à 8 M\$ au trimestre considéré, en raison essentiellement de la baisse des coûts de restructuration liés à Irish Life.

### **RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE L'EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO**

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats d'exploitation associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, l'exploitation générale de Lifeco a présenté une perte nette de 9 M\$, comparativement à une perte nette de 14 M\$ au troisième trimestre de 2013. Le résultat du troisième trimestre de 2013 comprenait une charge de 5 M\$ découlant de redressements de l'impôt sur le capital après des vérifications fiscales d'exercices antérieurs, laquelle ne s'est pas répétée en 2014. À l'exclusion de l'incidence de la charge au titre de l'impôt sur le capital en 2013, le bénéfice net de l'exploitation générale de Lifeco pour le troisième trimestre de 2014 est comparable à celui de la période correspondante de 2013, la réduction des charges financières non affectées ayant été contrebalancée par une augmentation des dividendes sur les actions privilégiées liés aux actions privilégiées émises au deuxième trimestre de 2014. En 2014, les charges financières liées aux titres d'emprunt libellés en euros émis dans le cadre de l'acquisition d'Irish Life ont été affectées aux résultats de l'exploitation européenne.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, l'exploitation générale de Lifeco a présenté une perte nette de 20 M\$, comparativement à une perte nette de 36 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La perte nette a diminué de 16 M\$, en raison essentiellement de la charge non récurrente au titre de l'impôt sur le capital engagée en 2013 et de la baisse des charges financières non affectées, facteurs partiellement contrebalancés par une hausse des dividendes sur les actions privilégiées.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, la perte nette de l'exploitation générale de Lifeco a augmenté de 5 M\$ par rapport au trimestre précédent, pour se chiffrer à 9 M\$, en raison essentiellement des dividendes sur les actions privilégiées versés au cours du trimestre.

## AUTRES RENSEIGNEMENTS

### RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels (en millions de dollars, sauf les montants par action)		2014			2013				2012
		T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
<b>Total des produits<sup>(1)</sup></b>		<b>8 451</b>	<b>\$ 10 070</b>	<b>\$ 9 937</b>	<b>\$ 8 056</b>	<b>\$ 7 206</b>	<b>\$ 3 628</b>	<b>\$ 7 556</b>	<b>\$ 7 305</b>
<b>Détenteurs d'actions ordinaires</b>									
<b>Bénéfice net</b>									
Total		<b>687</b>	615	587	717	523	521	517	351
De base – par action		<b>0,687</b>	0,616	0,587	0,717	0,527	0,548	0,544	0,370
Dilué – par action		<b>0,686</b>	0,615	0,587	0,716	0,522	0,547	0,544	0,369
<b>Bénéfice d'exploitation<sup>(2)</sup></b>									
Total		<b>687</b>	615	587	491	523	521	517	491
De base – par action		<b>0,687</b>	0,616	0,587	0,491	0,527	0,548	0,544	0,517
Dilué – par action		<b>0,686</b>	0,615	0,587	0,490	0,522	0,547	0,544	0,514

<sup>(1)</sup> La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

<sup>(2)</sup> Le bénéfice d'exploitation, une mesure financière non définie par les IFRS, exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS, dans le présent document.

Le bénéfice net consolidé attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco s'est établi à 687 M\$ pour le troisième trimestre de 2014, comparativement à 523 M\$ il y a un an, ce qui représente 0,687 \$ par action ordinaire (0,686 \$ après dilution) pour le troisième trimestre de 2014, comparativement à 0,527 \$ par action ordinaire (0,522 \$ après dilution) il y a un an.

Le total des produits pour le troisième trimestre de 2014 s'est établi à 8 451 M\$ et comprend des primes reçues de 4 690 M\$, des produits de placement nets réguliers de 1 479 M\$, une variation à la hausse de 1 190 M\$ des actifs de placement à la juste valeur par le biais du résultat net et des honoraires et autres produits de 1 092 M\$.

### CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Compagnie sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information se rapportant à la Compagnie devant être présentée dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales est a) consignée, traitée, résumée et présentée dans les délais stipulés par les lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales, et b) réunie et transmise aux membres de la haute direction de la Compagnie, notamment le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers, selon le cas, afin de leur permettre de prendre des décisions en temps opportun concernant la présentation de l'information.

### CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie est conçu pour garantir de manière raisonnable que cette information est fiable et que les états financiers destinés à des parties externes sont dressés conformément aux IFRS. La direction de la Compagnie est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière. Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites inhérentes et pourraient devenir inefficaces par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie n'a fait l'objet d'aucune modification ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence importante sur celui-ci.

### LIMITES À L'ÉGARD DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Avec prise d'effet le 30 septembre 2014, la direction de la Compagnie ne limite plus l'étendue de ses contrôles et procédures de communication de l'information et de ses contrôles internes à l'égard de l'information financière pour en exclure les contrôles, politiques et procédures d'Irish Life.

### CONVERSION DES DEVICES

Lifeco exerce ses activités dans plusieurs devises par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation. Les quatre principales devises sont le dollar canadien, le dollar américain, la livre sterling et l'euro. Dans le présent rapport, l'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période. Voici les taux employés :

Conversion des devises							
Périodes closes les	30 sept. 2014	30 juin 2014	31 mars 2014	31 déc. 2013	30 sept. 2013	30 juin 2013	31 mars 2013
<b>Dollar américain</b>							
Bilan	1,12 \$	1,07 \$	1,11 \$	1,06 \$	1,03 \$	1,05 \$	1,02 \$
Produits et charges	1,09 \$	1,09 \$	1,10 \$	1,05 \$	1,04 \$	1,02 \$	1,01 \$
<b>Livre sterling</b>							
Bilan	1,82 \$	1,83 \$	1,84 \$	1,76 \$	1,66 \$	1,60 \$	1,54 \$
Produits et charges	1,82 \$	1,84 \$	1,83 \$	1,70 \$	1,61 \$	1,57 \$	1,56 \$
<b>Euro</b>							
Bilan	1,42 \$	1,46 \$	1,52 \$	1,47 \$	1,39 \$	1,37 \$	1,30 \$
Produits et charges	1,44 \$	1,50 \$	1,51 \$	1,43 \$	1,38 \$	1,34 \$	1,33 \$

### DÉPÔTS DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT ET ÉQUIVALENT DES PRIMES SAS (CONTRATS SAS)

Les états financiers d'une compagnie d'assurance-vie ne comprennent pas l'actif, le passif, les dépôts et les retraits visant les fonds communs de placement ni les règlements de sinistres relatifs aux contrats collectifs de garanties de soins de santé SAS. Cependant, la Compagnie touche des honoraires et d'autres produits relativement à ces contrats. Les fonds communs de placement et les contrats SAS représentent un secteur important des activités générales de la Compagnie. Par conséquent, ils doivent être pris en compte lorsque les volumes, les tailles et les tendances sont comparés.

Des renseignements supplémentaires sur Lifeco, y compris ses plus récents états financiers consolidés, l'attestation du chef de la direction et du chef des services financiers ainsi que la notice annuelle, sont accessibles sur le site [www.sedar.com](http://www.sedar.com)

**COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT** *(non audité)*  
*(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)*

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013 <small>(note 2)</small>	30 septembre 2014	30 septembre 2013 <small>(note 2)</small>
<b>Produits</b>					
Primes reçues					
Primes brutes souscrites	5 527 \$	6 646 \$	5 655 \$	18 284 \$	16 702 \$
Primes cédées	(837)	(882)	(796)	(2 563)	(2 316)
Total des primes, montant net	<b>4 690</b>	5 764	4 859	<b>15 721</b>	14 386
Produits de placement nets (note 4)					
Produits de placement nets réguliers	1 479	1 526	1 411	4 494	4 174
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	1 190	1 670	(19)	4 982	(2 754)
Total des produits de placement nets	<b>2 669</b>	3 196	1 392	<b>9 476</b>	1 420
Honoraires et autres produits	1 092	1 110	955	3 261	2 584
	<b>8 451</b>	10 070	7 206	<b>28 458</b>	18 390
<b>Prestations et charges</b>					
Prestations aux titulaires de polices					
Contrats d'assurance et d'investissement					
Montant brut	4 635	4 592	4 387	14 028	13 629
Montant cédé	(464)	(476)	(411)	(1 415)	(1 147)
Total des prestations aux titulaires de polices, montant net	<b>4 171</b>	4 116	3 976	<b>12 613</b>	12 482
Participations des titulaires de polices et bonifications	381	358	318	1 127	1 059
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	1 414	3 106	731	7 295	(1 377)
Total des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	<b>5 966</b>	7 580	5 025	<b>21 035</b>	12 164
Commissions	519	546	463	1 570	1 338
Charges d'exploitation et frais administratifs	888	915	814	2 736	2 230
Taxes sur les primes	85	83	84	253	230
Charges financières (note 9)	75	76	75	227	216
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	33	32	28	98	84
Coûts de restructuration et d'acquisition (note 10)	10	10	63	25	77
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>875</b>	828	654	<b>2 514</b>	2 051
Impôt sur le résultat (note 16)	135	156	79	464	335
<b>Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>740</b>	672	575	<b>2 050</b>	1 716
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	20	28	20	70	58
<b>Bénéfice net</b>	<b>720</b>	644	555	<b>1 980</b>	1 658
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	33	29	32	91	97
<b>Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires</b>	<b>687 \$</b>	615 \$	523 \$	<b>1 889 \$</b>	1 561 \$
<b>Bénéfice par action ordinaire (note 15)</b>					
De base	<b>0,687 \$</b>	0,616 \$	0,527 \$	<b>1,891 \$</b>	1,618 \$
Dilué	<b>0,686 \$</b>	0,615 \$	0,522 \$	<b>1,889 \$</b>	1,580 \$

**ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL** (non audité)  
(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2014	30 juin 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013
<b>Bénéfice net</b>	<b>720 \$</b>	644 \$	555 \$	<b>1 980 \$</b>	1 658 \$
<b>Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)</b>					
<b>Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement dans les comptes consolidés de résultat</b>					
Profits (pertes) de change latents à la conversion des établissements à l'étranger	188	(341)	69	375	368
Profit (perte) de change latent sur les titres d'emprunt libellés en euros désignés comme couverture au titre de l'actif net des établissements à l'étranger	20	30	(12)	25	(12)
Profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente	39	57	(9)	191	(128)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(5)	(13)	1	(39)	30
Profits réalisés sur les actifs disponibles à la vente	(12)	(11)	(5)	(34)	(58)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	1	4	1	8	12
Profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie	(63)	66	30	(56)	(52)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	25	(25)	(13)	22	19
Pertes réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie	—	1	—	1	1
Participations ne donnant pas le contrôle	—	(18)	4	(46)	59
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	—	5	(1)	12	(16)
<b>Total des éléments qui pourraient être reclassés</b>	<b>193</b>	(245)	65	<b>459</b>	223
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés dans les comptes consolidés de résultat</b>					
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi (note 14)	(128)	(119)	116	(367)	390
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	30	28	(31)	87	(110)
Participations ne donnant pas le contrôle	10	8	(17)	27	(40)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(3)	(2)	4	(7)	9
<b>Total des éléments qui ne seront pas reclassés</b>	<b>(91)</b>	(85)	72	<b>(260)</b>	249
<b>Total des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)</b>	<b>102</b>	(330)	137	<b>199</b>	472
<b>Bénéfice global</b>	<b>822 \$</b>	314 \$	692 \$	<b>2 179 \$</b>	2 130 \$

**BILANS CONSOLIDÉS** (non audité)  
(en millions de dollars canadiens)

	30 septembre 2014	31 décembre 2013
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 426 \$	2 791 \$
Obligations (note 4)	99 218	89 914
Prêts hypothécaires (note 4)	20 322	19 063
Actions (note 4)	7 630	8 554
Immeubles de placement (note 4)	4 560	4 288
Avances consenties aux titulaires de polices	7 589	7 332
	<b>142 745</b>	<b>131 942</b>
Fonds détenus par des assureurs cédants	11 768	10 832
Goodwill	5 875	5 812
Immobilisations incorporelles	3 529	3 456
Instruments financiers dérivés	621	593
Biens immobiliers occupés par leur propriétaire	613	590
Immobilisations corporelles	207	211
Actifs au titre des cessions en réassurance (note 8)	5 093	5 070
Primes en voie de recouvrement, débiteurs et intérêts à recevoir	3 580	3 068
Autres actifs	2 218	2 220
Impôt exigible	200	165
Actifs d'impôt différé	1 189	1 167
Placements pour le compte des polices de fonds distincts (note 7)	171 434	160 779
<b>Total de l'actif</b>	<b>349 072 \$</b>	<b>325 905 \$</b>
<b>Passif</b>		
Passifs relatifs aux contrats d'assurance (note 8)	141 358 \$	131 174 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement (note 8)	844	889
Débitures et autres instruments d'emprunt	5 541	5 740
Fonds détenus en vertu de traités de réassurance	305	270
Instruments financiers dérivés	957	744
Créditeurs	1 915	1 583
Autres passifs	3 242	2 807
Impôt exigible	848	981
Passifs d'impôt différé	839	776
Débitures de fiducies de capital	162	163
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts (note 7)	171 434	160 779
<b>Total du passif</b>	<b>327 445</b>	<b>305 906</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Participations ne donnant pas le contrôle		
Surplus attribuable au compte de participation de filiales	2 440	2 354
Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales	159	8
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Capital social (note 11)		
Actions privilégiées	2 514	2 314
Actions ordinaires	7 113	7 112
Surplus cumulé	9 000	8 067
Cumul des autres éléments de bénéfice global	286	87
Surplus d'apport	115	57
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>21 627</b>	<b>19 999</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>349 072 \$</b>	<b>325 905 \$</b>

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES** *(non audité)*  
*(en millions de dollars canadiens)*

30 septembre 2014

	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments de bénéfice global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>9 426 \$</b>	<b>57 \$</b>	<b>8 067 \$</b>	<b>87 \$</b>	<b>2 362 \$</b>	<b>19 999 \$</b>
Bénéfice net	—	—	1 980	—	70	2 050
Autres éléments de bénéfice global	—	—	—	199	14	213
	<b>9 426</b>	<b>57</b>	<b>10 047</b>	<b>286</b>	<b>2 446</b>	<b>22 262</b>
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées	—	—	(91)	—	—	(91)
Détenteurs d'actions ordinaires (note 15)	—	—	(921)	—	—	(921)
Actions exercées et émises en vertu du régime d'options sur actions (note 11)	9	(2)	—	—	—	7
Modification de régimes fondés sur des actions (note 2)	—	34	—	—	211	245
Règlement en titres de capitaux propres des régimes fondés sur des actions de Putnam	—	—	—	—	(62)	(62)
Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 11)	(35)	—	—	—	—	(35)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 11)	27	—	(27)	—	—	—
Émission d'actions privilégiées (note 11)	200	—	—	—	—	200
Frais d'émission d'actions (note 11)	—	—	(4)	—	—	(4)
Paiements fondés sur des actions	—	26	—	—	—	26
Montant réaffecté du compte de l'actionnaire au compte de participation de la London Life	—	—	(4)	—	4	—
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>9 627 \$</b>	<b>115 \$</b>	<b>9 000 \$</b>	<b>286 \$</b>	<b>2 599 \$</b>	<b>21 627 \$</b>

31 décembre 2013

	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>8 392 \$</b>	<b>60 \$</b>	<b>7 035 \$</b>	<b>(932) \$</b>	<b>2 456 \$</b>	<b>17 011 \$</b>
Bénéfice net	—	—	2 408	—	(90)	2 318
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	1 019	(4)	1 015
	<b>8 392</b>	<b>60</b>	<b>9 443</b>	<b>87</b>	<b>2 362</b>	<b>20 344</b>
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées	—	—	(130)	—	—	(130)
Détenteurs d'actions ordinaires	—	—	(1 200)	—	—	(1 200)
Échange de reçus de souscription à l'acquisition d'Irish Life (note 11)	1 220	—	—	—	—	1 220
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions (note 11)	57	(11)	—	—	—	46
Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 11)	(59)	—	—	—	—	(59)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 11)	46	—	(46)	—	—	—
Rachat d'actions privilégiées	(230)	—	—	—	—	(230)
Paiements fondés sur des actions	—	8	—	—	—	8
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>9 426 \$</b>	<b>57 \$</b>	<b>8 067 \$</b>	<b>87 \$</b>	<b>2 362 \$</b>	<b>19 999 \$</b>

# GREAT-WEST LIFECO INC.

30 septembre 2013

	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début de l'exercice	8 392 \$	60 \$	7 035 \$	(932) \$	2 456 \$	17 011 \$
Bénéfice net	—	—	1 658	—	58	1 716
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	472	(12)	460
	8 392	60	8 693	(460)	2 502	19 187
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées	—	—	(97)	—	—	(97)
Détenteurs d'actions ordinaires (note 15)	—	—	(893)	—	—	(893)
Échange de reçus de souscription à l'acquisition d'Irish Life	1 220	—	—	—	—	1 220
Actions exercées et émises en vertu du régime d'options sur actions	31	—	—	—	—	31
Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(13)	—	—	—	—	(13)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	10	—	(10)	—	—	—
Solde à la fin de la période	9 640 \$	60 \$	7 693 \$	(460) \$	2 502 \$	19 435 \$

**TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE** *(non audité)*  
*(en millions de dollars canadiens)*

	<b>Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre</b>	
	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Activités d'exploitation</b>		(note 2)
Bénéfice avant impôt	2 514 \$	2 051 \$
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements reçus	(411)	(148)
Ajustements :		
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	6 738	(1 521)
Variation des fonds détenus par des assureurs cédants	536	657
Variation des fonds détenus en vertu de traités de réassurance	(13)	25
Variation des coûts d'acquisition différés	37	50
Variation des actifs au titre des cessions en réassurance	(91)	219
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(4 982)	2 754
Autres	403	(419)
	<b>4 731</b>	<b>3 668</b>
<b>Activités de financement</b>		
Émission d'actions ordinaires (note 11)	9	1 251
Émission d'actions privilégiées (note 11)	200	—
Frais d'émission d'actions (note 11)	(4)	—
Actions ordinaires achetées et annulées (note 11)	(35)	(13)
Émission de titres d'emprunt libellés en euros	—	659
Augmentation (diminution) de la marge de crédit d'une filiale	(235)	110
Augmentation (diminution) des débentures et autres instruments d'emprunt	1	(73)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(921)	(893)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(91)	(97)
	<b>(1 076)</b>	<b>944</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Ventes et échéances d'obligations	20 324	22 431
Encaissements sur prêts hypothécaires	1 669	1 319
Ventes d'actions	2 514	1 470
Ventes d'immeubles de placement	98	21
Variation des avances consenties aux titulaires de polices	16	116
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis (note 3)	(42)	(1 234)
Placement dans des obligations	(23 719)	(24 523)
Placement dans des prêts hypothécaires	(2 595)	(1 785)
Placement dans des actions	(1 189)	(1 468)
Placement dans des immeubles de placement	(151)	(135)
	<b>(3 075)</b>	<b>(3 788)</b>
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	55	77
<b>Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>635</b>	<b>901</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>2 791</b>	<b>1 895</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>3 426 \$</b>	<b>2 796 \$</b>
<b>Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie</b>		
Produits d'intérêts reçus	3 602 \$	3 349 \$
Intérêts versés	197 \$	178 \$
Dividendes reçus	185 \$	167 \$

**NOTES ANNEXES RÉSUMÉES** (*non audité*)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

**1. Renseignements généraux**

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) est une société inscrite en Bourse (Bourse de Toronto : GWO), constituée en société par actions et domiciliée au Canada. L'adresse du siège social de la Compagnie est la suivante : 100 rue Osborne Nord, Winnipeg (Manitoba) Canada, R3C 1V3. Lifeco est membre du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power (la Financière Power), et cette dernière est la société mère de la Compagnie.

Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers ayant des participations dans l'assurance-vie, l'assurance-maladie, l'épargne-retraite, la gestion de placements et la réassurance, principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie, par l'entremise de ses principales filiales en exploitation, soit La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam).

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers) de la Compagnie au 30 septembre 2014 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date ont été approuvés par le conseil d'administration en date du 6 novembre 2014.

**2. Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables**

Les présents états financiers devraient être lus parallèlement aux états financiers consolidés annuels audités et aux notes annexes de la Compagnie au 31 décembre 2013. Certains chiffres correspondants au 30 septembre 2013 présentés dans les états financiers ont été reclassés pour tenir compte des ajustements liés à la présentation, comme il est décrit à la note 36 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie au 31 décembre 2013. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, ces ajustements liés à la présentation ont donné lieu à des hausses de 261 \$ et de 22 \$ des primes brutes souscrites et des honoraires et autres produits, respectivement, contrebalancées par des hausses de 28 \$ et de 255 \$ des charges d'exploitation et frais administratifs et des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices, respectivement. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, ces ajustements liés à la présentation ont donné lieu à des hausses de 876 \$ et de 62 \$ des primes brutes souscrites et des honoraires et autres produits, respectivement, contrebalancées par des hausses de 80 \$ et de 858 \$ des charges d'exploitation et frais administratifs et des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices, respectivement. Ces ajustements ont aussi donné lieu à une diminution de 2 115 \$ des placements dans des obligations présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour la période close le 30 septembre 2013. Ces ajustements n'ont pas eu d'incidence sur le bénéfice net ou les capitaux propres de la Compagnie.

Les états financiers de Lifeco au 30 septembre 2014 ont été préparés conformément aux exigences de la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (l'IASB), ainsi qu'aux mêmes méthodes comptables et de calcul que celles qui ont été suivies dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, sauf dans les cas décrits ci-dessous.

Au cours du premier trimestre de 2014, la Compagnie a modifié certains régimes de rémunération fondée sur des actions de Putnam. Par conséquent, ces régimes sont désormais classés comme des transactions dont le paiement fondé sur des actions est réglé en titres de capitaux propres. La charge de rémunération est donc évaluée en fonction de la juste valeur des placements en titres de capitaux propres à la date d'attribution, et les capitaux propres font l'objet d'une hausse correspondante. Au cours du premier trimestre de 2014, la Compagnie a reclassé dans les capitaux propres le passif lié à la rémunération fondée sur des actions.

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la Compagnie a adopté les modifications qui limitent le champ d'application d'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*, d'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, et d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, ainsi que les lignes directrices d'IFRIC 21, *Droits ou taxes*. L'adoption n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Compagnie.

2. *Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables (suite)*

Méthodes comptables futures

Le tableau ci-après présente les IFRS publiées par l'IASB qui pourraient avoir des répercussions sur la Compagnie :

<b>Nouvelle norme</b>	<b>Sommaire des modifications à venir</b>
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	<p>En juillet 2014, l'IASB a publié une version définitive d'IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>, qui remplacera IAS 39, <i>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation</i>. La norme apporte des modifications à la comptabilisation des instruments financiers à l'égard des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le classement et l'évaluation des instruments financiers en fonction du modèle économique suivi pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier;</li> <li>• la dépréciation basée sur le modèle des pertes attendues;</li> <li>• la comptabilité de couverture qui tient compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité.</li> </ul> <p>Cette norme entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018. La Compagnie évalue actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers.</p>
IFRS 15, <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients</i>	<p>En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients</i>, qui permet de comptabiliser les produits selon une seule norme, en vue d'harmoniser la présentation des produits tirés de contrats avec des clients et des coûts connexes. Les produits tirés des contrats d'assurance, des contrats de location et des instruments financiers ne sont pas assujettis aux exigences d'IFRS 15 en matière de comptabilisation des produits. Une société comptabiliserait les produits au moment du transfert de biens ou de services aux clients, au montant de la contrepartie que la société s'attend à recevoir du client.</p> <p>Cette norme entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017. La Compagnie évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de cette norme.</p>

Utilisation d'estimations, d'hypothèses et de jugements importants

Aux fins de la préparation des présents états financiers, la direction doit porter des jugements importants, faire des estimations importantes et formuler des hypothèses importantes qui influent sur les montants présentés de l'actif, du passif, du bénéfice net et sur l'information fournie à leur sujet. Bien que ces jugements et estimations comportent un degré de variabilité inhérente, la direction est d'avis que les montants présentés sont raisonnables. Les éléments sur lesquels les estimations et les hypothèses de la direction ont eu une incidence importante sont décrits dans les méthodes comptables concernées, présentées dans les états financiers consolidés annuels audités et les notes annexes de la Compagnie au 31 décembre 2013.

Les résultats de la Compagnie tiennent compte des jugements formulés par la direction à l'égard de l'incidence de la situation actuelle des marchés du crédit, des actions sur le bilan ainsi que du change à l'échelle mondiale. L'estimation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement repose sur les notations de crédit des placements. La Compagnie a pour habitude d'utiliser les notations de crédit de tiers indépendants lorsqu'elles sont disponibles.

### 3. Acquisitions d'entreprises

#### a) Irish Life Group Limited

Le 18 juillet 2013, la Compagnie a conclu l'acquisition de la totalité des actions d'Irish Life Group Limited (Irish Life) par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive, Canada Life Limited. La Compagnie a présenté la répartition du prix d'achat sur les montants des actifs acquis, du goodwill et des passifs repris à la note 4 des états financiers annuels consolidés audités au 31 décembre 2013.

Au cours du deuxième trimestre de 2014, des études ont été réalisées sur les résultats techniques liés à certains passifs relatifs aux contrats d'assurance repris à la suite d'acquisitions. Aucun changement n'a été apporté aux montants présentés dans les états financiers consolidés annuels audités de la Compagnie au 31 décembre 2013.

La Compagnie a engagé des coûts de restructuration et d'acquisition (note 10) de 7 \$ liés à Irish Life au cours du trimestre clos le 30 septembre 2014 (63 \$ au cours du trimestre clos le 30 septembre 2013) et de 22 \$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 (77 \$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013).

#### b) J.P. Morgan Retirement Plan Services

Le 29 août 2014, la Compagnie a conclu l'acquisition de J.P. Morgan Retirement Plan Services (RPS), entreprise de services de tenue de dossiers du marché des groupes de grande taille, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive, Great-West Financial.

La comptabilisation initiale de l'acquisition était inachevée au 30 septembre 2014, car l'évaluation détaillée des actifs nets acquis était toujours en cours. Certaines données manquent toujours au bilan, notamment la détermination et l'évaluation des immobilisations incorporelles et l'évaluation de la contrepartie éventuelle. Au 30 septembre 2014, les montants provisoires relatifs aux immobilisations incorporelles n'avaient pas été déterminés et évalués séparément au sein de l'actif visé par la répartition de l'achat, car l'évaluation était toujours en cours. Les états financiers au 30 septembre 2014 se fondent sur la meilleure estimation que peut établir la direction de la répartition du prix d'acquisition, ce qui comprend les montants provisoires. Par conséquent, le goodwill, soit l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur de l'actif net acquis, sera ajusté de manière rétrospective au cours des périodes futures.

Le tableau suivant contient les montants initiaux attribués aux actifs acquis, au goodwill, aux passifs repris et à la contrepartie éventuelle le 29 août 2014, présentés au 30 septembre 2014 :

Actifs acquis et goodwill	
Goodwill	55 \$
Autres actifs	41
Total des actifs acquis et du goodwill	96 \$
Passifs repris et contrepartie éventuelle	
Autres passifs	28 \$
Contrepartie éventuelle	37
Total des passifs repris et de la contrepartie éventuelle	65 \$

La contrepartie totale payée le 29 août 2014, la date d'acquisition, comprend la contrepartie en espèces ainsi qu'un montant que la Compagnie est tenue de payer, 24 mois après la date de clôture, à titre de paiement additionnel en fonction de la retenue du total des produits, comme le définit la convention d'achat et de vente. Par conséquent, le paiement restant est payable le 29 août 2016. Le montant non actualisé maximal du paiement que la Compagnie pourrait devoir verser en vertu de l'accord relatif à la contrepartie éventuelle est de 50 \$ US. Au 30 septembre 2014, la Compagnie a comptabilisé dans les bilans consolidés un montant de 37 \$ au titre des autres passifs qui correspond à la juste valeur provisoire de la contrepartie éventuelle.

L'évaluation détaillée de la juste valeur des actifs nets acquis et la répartition du prix d'achat devraient être terminées au cours du premier semestre de 2015.

*3. Acquisitions (suite)*

Pour la période allant de la date d'acquisition jusqu'au 30 septembre 2014, RPS a fourni un apport de 16 \$ aux produits et de 1 \$ au bénéfice net. Ces montants sont inclus dans les comptes consolidés de résultat pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014.

À la date d'acquisition, RPS était désignée défenderesse dans quatre poursuites en instance. Conformément aux modalités de l'acquisition, la Compagnie sera indemnisée pour toutes les pertes éventuelles subies dans le cadre de ces poursuites en instance. Compte tenu du caractère limité des interventions de la Compagnie dans ces poursuites en instance, elle n'est pas en mesure d'évaluer la perte et l'indemnité éventuelles qui pourraient découler de ces poursuites.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, la Compagnie a engagé des coûts d'acquisition de 3 \$ (note 10).

Étant donné que les données historiques ne sont pas disponibles, les données supplémentaires sur les produits et le bénéfice net pro forma de l'entité regroupée, en supposant que la date d'acquisition liée au regroupement d'entreprises était la même que la date d'ouverture de la période de présentation de l'information financière, n'ont pas été incluses.

**c) PlanDirect Insurance Services Inc.**

Le 3 septembre 2014, la Compagnie a acquis, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive, la Great-West, PlanDirect Insurance Services Inc., un fournisseur de services qui commercialise et administre des produits d'assurance-maladie individuelle à l'intention des Canadiens. Cette acquisition n'était pas significative.

**4. Placements de portefeuille**

a) Les valeurs comptables et les justes valeurs estimatives des placements de portefeuille sont les suivantes :

	30 septembre 2014		31 décembre 2013	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Obligations</b>				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net <sup>(1)</sup>	72 317 \$	72 317 \$	68 091 \$	68 091 \$
Classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net <sup>(1)</sup>	2 147	2 147	2 053	2 053
Disponibles à la vente	12 039	12 039	7 915	7 915
Prêts et créances	12 715	14 050	11 855	12 672
	<b>99 218</b>	<b>100 553</b>	89 914	90 731
<b>Prêts hypothécaires</b>				
Résidentiels	6 976	7 302	6 570	6 716
Non résidentiels	13 346	14 178	12 493	12 801
	<b>20 322</b>	<b>21 480</b>	19 063	19 517
<b>Actions</b>				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net <sup>(1)</sup>	6 372	6 372	7 232	7 232
Disponibles à la vente	703	703	745	745
Autres	555	644	577	743
	<b>7 630</b>	<b>7 719</b>	8 554	8 720
<b>Immeubles de placement</b>	<b>4 560</b>	<b>4 560</b>	4 288	4 288
<b>Total</b>	<b>131 730 \$</b>	<b>134 312 \$</b>	121 819 \$	123 256 \$

<sup>(1)</sup> Un actif financier est désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de la comptabilisation initiale s'il élimine ou réduit considérablement une non-concordance comptable. Les variations de la juste valeur des actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement compensées par les variations des passifs relatifs aux contrats d'assurance, car l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance est déterminée en fonction des actifs qui couvrent les passifs.

Un actif financier est classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de la comptabilisation initiale s'il fait partie d'un portefeuille dont les titres sont négociés activement dans le but de générer des produits de placement.

4. Placements de portefeuille (suite)

**b) Les placements de portefeuille incluent les éléments suivants :**

Valeur comptable des placements ayant subi une dépréciation

	30 septembre 2014	31 décembre 2013
Montants ayant subi une dépréciation par classement		
À la juste valeur par le biais du résultat net	355 \$	384 \$
Disponibles à la vente	20	19
Prêts et créances	27	34
<b>Total</b>	<b>402 \$</b>	<b>437 \$</b>

La valeur comptable des prêts et créances est présentée ci-dessus, déduction faite de provisions de 18 \$ et de 25 \$ au 30 septembre 2014 et au 31 décembre 2013, respectivement.

**c) Les produits de placement nets se répartissent comme suit :**

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	1 025 \$	238 \$	55 \$	76 \$	118 \$	1 512 \$
Profits (pertes) nets réalisés						
Disponibles à la vente	12	—	(1)	—	—	11
Autres classements	1	6	—	—	—	7
Dotations à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net	(8)	(1)	—	—	—	(9)
Autres produits et charges	—	—	—	(19)	(23)	(42)
	1 030	243	54	57	95	1 479
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(1)	—	—	—	—	(1)
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	1 135	—	—	73	(17)	1 191
	1 134	—	—	73	(17)	1 190
<b>Total</b>	<b>2 164 \$</b>	<b>243 \$</b>	<b>54 \$</b>	<b>130 \$</b>	<b>78 \$</b>	<b>2 669 \$</b>

4. Placements de portefeuille (suite)

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	964 \$	222 \$	61 \$	70 \$	124 \$	1 441 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	4	—	1	—	—	5
Autres classements	8	4	—	—	—	12
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net						
	—	(4)	—	—	—	(4)
Autres produits et charges						
	—	—	—	(18)	(25)	(43)
	976	222	62	52	99	1 411
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	(6)	—	—	—	—	(6)
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	(320)	—	291	32	(16)	(13)
	(326)	—	291	32	(16)	(19)
Total	650 \$	222 \$	353 \$	84 \$	83 \$	1 392 \$

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	3 069 \$	710 \$	189 \$	233 \$	365 \$	4 566 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	28	—	7	—	—	35
Autres classements	13	10	—	—	—	23
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net						
	(8)	(1)	—	—	—	(9)
Autres produits et charges						
	—	—	—	(52)	(69)	(121)
	3 102	719	196	181	296	4 494
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	49	—	—	—	—	49
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	4 078	—	502	210	143	4 933
	4 127	—	502	210	143	4 982
Total	7 229 \$	719 \$	698 \$	391 \$	439 \$	9 476 \$

4. Placements de portefeuille (suite)

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	2 823 \$	661 \$	181 \$	199 \$	333 \$	4 197 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	57	—	1	—	—	58
Autres classements	17	19	—	—	—	36
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net						
	—	(6)	—	—	—	(6)
Autres produits et charges						
	—	—	—	(49)	(62)	(111)
	<u>2 897</u>	<u>674</u>	<u>182</u>	<u>150</u>	<u>271</u>	<u>4 174</u>
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	(59)	—	—	—	—	(59)
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	(3 077)	—	416	65	(99)	(2 695)
	<u>(3 136)</u>	<u>—</u>	<u>416</u>	<u>65</u>	<u>(99)</u>	<u>(2 754)</u>
Total	<u>(239) \$</u>	<u>674 \$</u>	<u>598 \$</u>	<u>215 \$</u>	<u>172 \$</u>	<u>1 420 \$</u>

Les produits de placement gagnés comprennent les produits générés par les placements classés comme disponibles à la vente, comme des prêts et créances et classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les produits de placement tirés des obligations et des prêts hypothécaires comprennent les produits d'intérêts ainsi que l'amortissement des primes et de l'escompte. Les produits tirés des actions comprennent les dividendes et les produits tirés de la quote-part de la Compagnie dans le résultat d'IGM Financial Inc. et d'Allianz Ireland. Les produits tirés des immeubles de placement comprennent les produits locatifs gagnés à l'égard de ces immeubles, les loyers fonciers gagnés sur les terrains loués et sous-loués, le recouvrement des frais, les produits au titre de la résiliation de baux ainsi que les intérêts et les autres produits de placement réalisés sur les immeubles de placement.

## 5. Gestion du risque lié aux instruments financiers

La Compagnie dispose de politiques pour déterminer, mesurer, surveiller et atténuer les risques liés à ses instruments financiers et en assurer le contrôle. Les principaux risques à cet égard sont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (change, taux d'intérêt et marchés boursiers). Le comité de gestion des risques du conseil d'administration est responsable du suivi des principaux risques auxquels la Compagnie est exposée. L'approche de la Compagnie à l'égard de la gestion du risque n'a pas changé de manière importante par rapport à celle qui est décrite dans le rapport annuel de 2013 de Lifeco. Certains risques sont présentés ci-dessous. Une analyse complète de la structure de gouvernance de la Compagnie et de son approche de gestion à l'égard du risque est présentée à la note intitulée Gestion du risque lié aux instruments financiers dans les états financiers consolidés audités et les notes annexes de la Compagnie figurant au rapport annuel daté du 31 décembre 2013.

La Compagnie a également établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures d'évaluation du capital relatives à la mise en œuvre et à la surveillance du plan de capital. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

### a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Compagnie subisse une perte financière si certains de ses débiteurs manquent à leur obligation d'effectuer des paiements à leur échéance.

#### Concentration du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit proviennent de l'exposition à un seul débiteur, à un groupe de débiteurs liés ou à un groupe de débiteurs partageant des caractéristiques de risque de crédit similaires, comme un groupe de débiteurs exerçant leurs activités dans la même région ou dans des secteurs similaires. Aucun changement important n'est survenu depuis l'exercice clos le 31 décembre 2013.

### b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Compagnie ne soit pas en mesure de répondre à la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance. La Compagnie gère ce risque en appliquant les politiques et les procédures suivantes :

- La Compagnie gère étroitement les liquidités d'exploitation au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et par l'établissement de prévisions quant aux rendements obtenus et nécessaires. Cette façon de procéder assure une correspondance entre les obligations à l'égard des titulaires de polices et le rendement de l'actif.
- La direction surveille régulièrement l'utilisation des marges de crédit et évalue continuellement la disponibilité de ces formes de crédit et d'autres formes de crédit aux fins de l'exploitation.
- La direction surveille de près la solvabilité et les positions de capitaux propres de ses principales filiales et les compare aux besoins de liquidités de la société de portefeuille. La Compagnie peut obtenir des liquidités supplémentaires par l'intermédiaire de marges de crédit établies ou de transactions sur les marchés financiers. La Compagnie détient des marges de crédit obtenues auprès de banques à charte canadiennes.

### c) Risque lié au marché financier

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des facteurs du marché qui peuvent être classés dans trois catégories : le risque de change, le risque de taux d'intérêt (compte tenu de l'inflation) et le risque lié aux marchés boursiers.

#### Mise en garde au sujet des sensibilités au risque

Les présents états financiers contiennent des estimations de sensibilité et de mesures d'exposition relatives à certains risques, notamment la sensibilité à des fluctuations précises des taux d'intérêt projetés et des cours de marché à la date d'évaluation. Les résultats réels peuvent être sensiblement différents de ces estimations, notamment en raison :

- de l'évaluation des circonstances donnant lieu au scénario qui pourrait entraîner des changements aux approches d'investissement et de réinvestissement et aux scénarios de taux d'intérêt pris en compte;

5. Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)

- des changements apportés aux hypothèses actuarielles et aux hypothèses sur le rendement des investissements et les activités d'investissement futures;
- des résultats réels, qui pourraient être sensiblement différents des résultats prévus aux hypothèses;
- des changements apportés à la répartition des activités, aux taux d'imposition effectifs et à d'autres facteurs liés au marché;
- des interactions entre ces facteurs et les hypothèses lorsque plusieurs viennent à changer;
- des limites générales des modèles internes de la Compagnie.

Pour ces raisons, les sensibilités énoncées devraient être considérées uniquement comme des estimations indicatives quant à la sensibilité sous-jacente de chacun des facteurs en fonction des hypothèses émises ci-dessus. Étant donné la nature de ces calculs, la Compagnie ne peut en aucun cas garantir que l'incidence réelle sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires correspondra à celle qui est indiquée.

i) Risque de change

Le risque de change réside dans le fait que les activités de la Compagnie et les instruments financiers qu'elle détient sont libellés en diverses devises. En ce qui concerne l'actif couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement qui n'est pas libellé dans la même devise, les fluctuations des taux de change peuvent exposer la Compagnie au risque que les pertes de change ne soient pas contrebalancées par des diminutions du passif. La Compagnie détient des investissements nets dans des établissements à l'étranger. De plus, les dettes de la Compagnie sont principalement libellées en dollars canadiens. En vertu des Normes internationales d'information financière, les profits et les pertes de change liés à l'investissement net dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture et de l'incidence fiscale connexes, sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments de bénéfice global. Le raffermissement ou l'affaiblissement du taux de change au comptant du dollar canadien par rapport à celui du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro a une incidence sur le total du capital social et du surplus de la Compagnie. Par conséquent, la valeur comptable par action et le ratio des capitaux propres de la Compagnie surveillés par les agences de notation en subissent également l'incidence.

- Un affaiblissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une augmentation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation négligeable du bénéfice net. Un raffermissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une diminution des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation négligeable du bénéfice net.

ii) Risque de taux d'intérêt

Il existe un risque de taux d'intérêt lorsqu'il n'y a pas appariement parfait entre les flux de trésorerie de l'actif et du passif et que les taux d'intérêt fluctuent, ce qui entraîne un écart de valeur entre l'actif et le passif.

Les flux de trésorerie projetés des actifs et des passifs courants sont utilisés dans la méthode canadienne axée sur le bilan pour l'établissement des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Des hypothèses actuarielles ont été établies relativement aux taux de rendement de l'actif qui les couvre, aux titres à revenu fixe, aux capitaux propres et à l'inflation. Ces hypothèses reposent sur les meilleures estimations des taux de réinvestissement futurs et de l'inflation (en supposant qu'il y ait corrélation) et incluent des marges servant à couvrir les écarts défavorables, déterminées conformément aux normes de la profession. Ces marges sont nécessaires pour tenir compte des possibilités de mauvaise estimation ou de détérioration future des meilleures estimations et donnent une assurance raisonnable que les passifs relatifs aux contrats d'assurance couvrent diverses éventualités. Les marges sont révisées régulièrement afin de vérifier leur pertinence.

Le risque de réinvestissement est évalué au moyen de plusieurs scénarios de taux d'intérêt, qui prévoient tour à tour l'augmentation, la diminution et la fluctuation des taux. La provision totale relative aux taux d'intérêt suffit à couvrir un ensemble plus étendu ou plus strict de risques que l'ensemble de risques minimal défini dans les scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires.

5. Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)

La fourchette des taux d'intérêt couverts par ces provisions est établie en tenant compte des résultats historiques à long terme et elle fait l'objet d'une surveillance trimestrielle et d'un examen exhaustif annuel. De l'avis de la Compagnie, une modification parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement n'aurait pas une incidence importante sur la fourchette des taux d'intérêt devant être couverts par les provisions. Toutefois, si elle se prolongeait, cette modification parallèle pourrait avoir une incidence sur les scénarios envisagés par la Compagnie.

Le total de la provision relative aux taux d'intérêt tient également compte des scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires :

- Une augmentation parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits n'aurait aucune incidence sur la provision totale relative aux taux d'intérêt.
- L'incidence d'une diminution parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits correspondrait à une hausse d'environ 95 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une diminution d'environ 70 \$ du bénéfice net.

Une autre façon de mesurer le risque de taux d'intérêt associé à ces hypothèses consiste à déterminer l'incidence d'une modification de 1 % de la fourchette des taux d'intérêt qui, selon la Compagnie, devraient être couverts par des provisions sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ayant une incidence sur le bénéfice attribuable aux actionnaires de la Compagnie :

- L'incidence d'une augmentation immédiate de 1 % de la partie inférieure ou supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions correspondrait à une diminution d'environ 35 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle donnerait lieu à une augmentation d'environ 15 \$ du bénéfice net.
- L'incidence d'une diminution immédiate de 1 % de la partie inférieure ou supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions correspondrait à une hausse d'environ 548 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une diminution d'environ 371 \$ du bénéfice net.

iii) Risque lié aux marchés boursiers

Le risque lié aux marchés boursiers correspond à l'incertitude liée à l'évaluation des actifs découlant des fluctuations des marchés boursiers et à d'autres risques de prix. Afin d'atténuer le risque de prix, la politique de placement de la Compagnie prévoit le recours à des investissements prudents dans les marchés boursiers, selon des limites clairement définies. Le risque associé aux garanties liées aux fonds distincts a été atténué au moyen d'un programme de couverture des garanties de retrait minimum à vie, lequel prévoit l'utilisation de contrats à terme standardisés sur actions, de contrats à terme de gré à gré sur devises et d'instruments dérivés sur taux. En ce qui a trait aux polices comportant des garanties liées aux fonds distincts, la Compagnie calcule généralement les passifs relatifs aux contrats d'assurance selon un niveau d'espérance conditionnelle unilatérale 75 (ECU 75).

Certains passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sont soutenus par des immeubles de placement, des actions ordinaires et des titres de capitaux propres non cotés en Bourse, notamment des produits de fonds distincts et des produits aux flux de trésorerie de durée indéterminée. Ces passifs fluctuent généralement en fonction des valeurs des actions. Leur montant pourrait donc varier en conséquence. Une remontée de 10 % des valeurs des actions donnerait lieu à une diminution supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 39 \$, donnant lieu à son tour à une augmentation du bénéfice net d'environ 31 \$. Un recul de 10 % des valeurs des actions entraînerait une augmentation supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 131 \$, entraînant à son tour une diminution du bénéfice net d'environ 101 \$.

**5. Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)**

Les hypothèses les plus probables liées au rendement des actions se fondent principalement sur les moyennes historiques à long terme. Des changements sur le marché actuel pourraient donner lieu à des modifications de ces hypothèses et auraient une incidence sur les flux de trésorerie de l'actif et du passif. L'incidence d'une augmentation de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une diminution d'environ 499 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, ce qui donnerait lieu à une augmentation du bénéfice net d'environ 388 \$. L'incidence d'une diminution de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une augmentation d'environ 542 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, ce qui entraînerait une diminution du bénéfice net d'environ 417 \$.

**6. Évaluation à la juste valeur**

La Compagnie a classé ses actifs et ses passifs évalués à la juste valeur selon la hiérarchie des justes valeurs suivante :

Les évaluations à la juste valeur de niveau 1 utilisent des données sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, auxquelles la Compagnie a accès. Les actifs et les passifs évalués selon le niveau 1 comprennent les titres de participation négociés activement, les contrats à terme standardisés négociés en Bourse ainsi que les fonds communs de placement et les fonds distincts dont les cours sont disponibles sur un marché actif et qui ne comportent pas de clauses de rachat restrictives.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 2 utilisent des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement. Ces données du niveau 2 comprennent les cours des actifs et des passifs similaires sur les marchés actifs ainsi que les données autres que les cours observables de l'actif et du passif, par exemple, les courbes des taux d'intérêt et de rendement observables à intervalles réguliers. Les justes valeurs de certains titres du niveau 2 ont été fournies par un service d'établissement des prix. Ces données incluent, sans s'y limiter, les rendements de référence, les négociations publiées, les prix obtenus des courtiers, les écarts des émetteurs, les marchés réciproques, les titres de référence, les offres et d'autres données de référence. Les actifs et les passifs correspondant au niveau 2 comprennent ceux dont le prix est évalué en fonction d'une méthode matricielle fondée sur la qualité du crédit et la durée de vie moyenne, des titres de gouvernements et d'agences, des actions incessibles, un certain nombre d'obligations et d'actions privées, la plupart des obligations de sociétés assorties d'une notation de crédit élevée et de grande qualité, la plupart des titres adossés à des actifs, la plupart des contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les prêts hypothécaires. Les contrats d'investissement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement compris dans le niveau 2.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 3 utilisent une ou plusieurs données importantes qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables; il s'agit de cas où il y a peu d'activité, voire aucune, sur le marché pour l'actif ou le passif. Les valeurs pour la plupart des titres correspondant au niveau 3 ont été obtenues à partir des prix d'un seul courtier, de modèles internes d'établissement des prix ou d'évaluateurs externes. Les actifs et les passifs financiers évalués en fonction du niveau 3 comprennent généralement un certain nombre d'obligations, certains titres adossés à des actifs, des actions privées, les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant certaines clauses de rachat restrictives, certains contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les immeubles de placement.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des actifs et des passifs de la Compagnie évalués à la juste valeur sur une base récurrente, en fonction des niveaux de hiérarchie :

<b>Actifs évalués à la juste valeur</b>	<b>30 septembre 2014</b>			<b>Total</b>
	<b>Niveau 1</b>	<b>Niveau 2</b>	<b>Niveau 3</b>	
Trésorerie	3 426 \$	— \$	— \$	3 426 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations	—	74 166	298	74 464
Actions	6 352	6	14	6 372
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	6 352	74 172	312	80 836
Actifs financiers disponibles à la vente				
Obligations	—	12 021	18	12 039
Actions	92	—	1	93
Total des actifs financiers disponibles à la vente	92	12 021	19	12 132
Immeubles de placement	—	—	4 560	4 560
Dérivés <sup>(1)</sup>	2	619	—	621
Autres actifs :				
Actifs du compte de négociation de Putnam	154	136	—	290
Autres actifs détenus à des fins de transaction	75	—	—	75
Autres <sup>(2)</sup>	70	—	—	70
Total des actifs évalués à la juste valeur	10 171 \$	86 948 \$	4 891 \$	102 010 \$
<b>Passifs évalués à la juste valeur</b>				
Dérivés <sup>(3)</sup>	1 \$	956 \$	— \$	957 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	—	816	28	844
Autres passifs – autres	70	—	—	70
Total des passifs évalués à la juste valeur	71 \$	1 772 \$	28 \$	1 871 \$

(1) Compte non tenu de garanties reçues de 52 \$.

(2) Compte tenu d'une garantie en trésorerie en vertu d'ententes de prêt de titres.

(3) Compte non tenu de garanties données de 288 \$.

Aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 au titre des actifs et des passifs de la Compagnie au cours de la période considérée.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

	31 décembre 2013			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs évalués à la juste valeur				
Trésorerie	2 791 \$	— \$	— \$	2 791 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations	—	69 811	333	70 144
Actions	7 202	6	24	7 232
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	7 202	69 817	357	77 376
Actifs financiers disponibles à la vente				
Obligations	—	7 891	24	7 915
Actions	112	—	1	113
Total des actifs financiers disponibles à la vente	112	7 891	25	8 028
Immeubles de placement	—	—	4 288	4 288
Dérivés <sup>(1)</sup>	—	593	—	593
Autres actifs :				
Actifs du compte de négociation de Putnam	154	131	21	306
Autres actifs détenus à des fins de transaction	70	—	—	70
Autres <sup>(2)</sup>	20	—	—	20
Total des actifs évalués à la juste valeur	10 349 \$	78 432 \$	4 691 \$	93 472 \$
Passifs évalués à la juste valeur				
Dérivés <sup>(3)</sup>	6 \$	738 \$	— \$	744 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	—	859	30	889
Autres passifs – autres	20	—	—	20
Total des passifs évalués à la juste valeur	26 \$	1 597 \$	30 \$	1 653 \$

(1) Compte non tenu de garanties reçues de 19 \$.

(2) Compte tenu d'une garantie en trésorerie en vertu d'ententes de prêt de titres.

(3) Compte non tenu de garanties données de 206 \$.

Aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 au titre des actifs et des passifs de la Compagnie au cours de la période considérée.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des actifs et des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour lesquels la Compagnie a utilisé des données du niveau 3 :

30 septembre 2014								
	Obligations à la juste valeur par le biais du résultat net	Obligations disponibles à la vente	Actions à la juste valeur par le biais du résultat net <sup>(3)</sup>	Actions disponibles à la vente	Immeubles de placement	Autres actifs – compte de négociation <sup>(4)</sup>	Total de l'actif de niveau 3	Passifs relatifs aux contrats d'investissement
<b>Solde au début de l'exercice</b>	333 \$	24 \$	24 \$	1 \$	4 288 \$	21 \$	4 691 \$	30 \$
Total des profits								
Compris dans le résultat net	25	—	—	—	210	1	236	—
Compris dans les autres éléments de bénéfice global <sup>(1)</sup>	—	—	—	—	75	—	75	—
Achats	—	—	—	—	106	—	106	—
Ventes	—	—	(9)	—	(98)	(22)	(129)	—
Remboursements	(60)	(6)	—	—	—	—	(66)	—
Autres	—	—	—	—	(21)	—	(21)	(2)
Transferts vers le niveau 3 <sup>(2)</sup>	—	—	—	—	—	—	—	—
Transferts hors du niveau 3 <sup>(2)</sup>	—	—	(1)	—	—	—	(1)	—
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>298 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>14 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>4 560 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>4 891 \$</b>	<b>28 \$</b>
<b>Total des profits pour la période compris dans les produits de placement nets</b>	<b>25 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>210 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>236 \$</b>	<b>— \$</b>
<b>Variation des profits (pertes) latents pour la période compris dans le résultat net pour les actifs détenus au 30 septembre 2014</b>	<b>25 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>(2) \$</b>	<b>— \$</b>	<b>179 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>203 \$</b>	<b>— \$</b>

(1) Le montant des autres éléments de bénéfice global pour les immeubles de placement représente les profits de change latents.

(2) Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs et des fonds distincts.

(3) Comprennent les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est déterminée en fonction des cours du marché observables.

(4) Comprennent des titres de capitaux propres non liquides lorsqu'il n'existe pas de cours publié; toutefois, la Compagnie est d'avis que le fait de changer les données de manière à modifier raisonnablement les hypothèses n'entraînerait pas de changement important en ce qui a trait à la valeur.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

31 décembre 2013

	Obligations à la juste valeur par le biais du résultat net	Obligations disponibles à la vente	Actions à la juste valeur par le biais du résultat net <sup>(3)</sup>	Actions disponibles à la vente	Immeubles de placement	Autres actifs – compte de négociation <sup>(4)</sup>	Total de l'actif de niveau 3	Passifs relatifs aux contrats d'investissement
Solde au début de l'exercice	273 \$	27 \$	12 \$	1 \$	3 572 \$	9 \$	3 894 \$	33 \$
Total des profits								
Compris dans le résultat net	68	4	—	—	152	12	236	—
Compris dans les autres éléments de bénéfice global <sup>(1)</sup>	—	3	—	—	216	—	219	—
Acquisition d'Irish Life	120	—	1	—	248	—	369	—
Achats	—	—	20	—	182	—	202	—
Ventes	(104)	(5)	(10)	—	(82)	—	(201)	—
Remboursements	(68)	(5)	—	—	—	—	(73)	—
Autres	—	—	—	—	—	—	—	(3)
Transferts vers le niveau 3 <sup>(2)</sup>	50	—	1	—	—	—	51	—
Transferts hors du niveau 3 <sup>(2)</sup>	(6)	—	—	—	—	—	(6)	—
Solde à la fin de l'exercice	333 \$	24 \$	24 \$	1 \$	4 288 \$	21 \$	4 691 \$	30 \$
Total des profits pour l'exercice compris dans les produits de placement nets	68 \$	4 \$	— \$	— \$	152 \$	12 \$	236 \$	— \$
Variation des profits latents pour l'exercice compris dans le résultat net pour les actifs détenus au 31 décembre 2013	75 \$	— \$	— \$	— \$	152 \$	12 \$	239 \$	— \$

(1) Le montant des autres éléments de bénéfice global pour les immeubles de placement représente les profits de change latents.

(2) Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs et des fonds distincts.

(3) Comprennent les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est déterminée en fonction des cours du marché observables.

(4) Comprennent des titres de capitaux propres non liquides lorsqu'il n'existe pas de cours publié; toutefois, la Compagnie est d'avis que le fait de changer les données de manière à modifier raisonnablement les hypothèses n'entraînerait pas de changement important en ce qui a trait à la valeur.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des données importantes non observables utilisées en fin de période aux fins de l'évaluation des actifs et des passifs classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Type d'actif	Méthode d'évaluation	Données importantes non observables	Valeur des données	Interdépendance entre les données importantes non observables et l'évaluation de la juste valeur
Titres adossés à des actifs (inclus dans les obligations)	Actualisation des flux de trésorerie	Hypothèse de taux de vitesse de remboursement par anticipation (pourcentage estimatif des remboursements par anticipation sur une base annuelle) Hypothèse de taux de défaut de paiement constant (pourcentage estimatif du groupe de garanties faisant l'objet de défauts sur une base annuelle) Hypothèse d'écart ajusté de l'indice des titres adossés à des actifs (l'indice ABX) (ajusté pour tenir compte des primes de liquidité calculées à l'interne)	8,4 % (moyenne pondérée)  4,7 % (moyenne pondérée)  505 pdb (moyenne pondérée)	La Compagnie ne croit pas que l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour remplacer une ou plusieurs des données aurait une incidence importante sur la juste valeur de ces instruments.
Immeubles de placement	L'évaluation des immeubles de placement est généralement déterminée au moyen de modèles d'évaluation des immeubles qui sont fondés sur les taux de capitalisation attendus et sur des modèles qui actualisent le montant net des flux de trésorerie futurs prévus. L'établissement de la juste valeur des immeubles de placement exige l'utilisation d'estimations, telles que les flux de trésorerie futurs (hypothèses locatives, taux de location, dépenses d'investissement et dépenses d'exploitation futurs) et les taux d'actualisation, le taux de capitalisation réversif et le taux de capitalisation global applicables aux actifs selon les taux du marché.	Taux d'actualisation  Taux réversif  Taux d'inoccupation	Fourchette de 3,7 % à 10,8 %  Fourchette de 5,3 % à 8,3 %  Moyenne pondérée de 2,6 %	Une diminution du taux d'actualisation se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'actualisation se traduirait par une diminution de la juste valeur. Une diminution du taux réversif se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux réversif se traduirait par une diminution de la juste valeur. Une diminution du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une diminution de la juste valeur.

## 7. Fonds distincts et autres entités structurées

Au Canada, aux États-Unis et en Europe, la Compagnie offre des produits de fonds distincts qui sont désignés soit comme des fonds distincts, des comptes distincts ou des fonds en unités de compte, selon la région. Il s'agit de contrats établis par les assureurs à l'intention des titulaires de polices de fonds distincts, aux termes desquels le montant des prestations est directement lié au rendement des placements ainsi qu'aux risques et aux avantages inhérents aux fluctuations de la juste valeur, et les produits de placement nets sont réalisés par les titulaires de polices de fonds distincts. Ces derniers doivent choisir des fonds distincts qui comprennent une gamme de placements sous-jacents. Bien que la Compagnie détienne les titres de propriété de ces placements, elle a l'obligation contractuelle de remettre les résultats de placement aux titulaires de polices de fonds distincts et elle sépare ces placements de ses propres placements.

Au Canada et aux États-Unis, les actifs des fonds et des comptes distincts sont juridiquement séparés de l'actif général de la Compagnie selon les modalités du contrat à l'intention des titulaires de polices, et ils ne peuvent être utilisés pour régler les obligations de la Compagnie. En Europe, les actifs des fonds sont séparés de façon fonctionnelle et implicite de ceux de la Compagnie. En raison des modalités juridiques et implicites associées à ces fonds, leurs actifs et leurs passifs sont présentés dans des postes distincts des bilans consolidés, soit au poste Placements pour le compte des polices de fonds distincts, et un passif correspondant est comptabilisé au poste Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts.

Dans les cas où l'actif du fonds distinct est investi dans des entités structurées et que l'on considère que le fonds exerce un contrôle sur ces entités, la Compagnie a présenté les participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices à titre de montants égaux et correspondants dans l'actif et le passif. Les montants ainsi présentés s'établissaient à 976 \$ au 30 septembre 2014 (772 \$ au 31 décembre 2013).

Dans les comptes consolidés de résultat, toutes les sommes relatives aux produits liés aux titulaires de polices de fonds distincts, y compris les variations de la juste valeur et les produits de placement nets, sont créditées aux titulaires de polices de fonds distincts et incluses dans les actifs et les passifs pour le compte des polices de fonds distincts dans les bilans consolidés. Étant donné que ces montants n'ont pas d'incidence directe sur les produits et les charges de la Compagnie, ils ne sont pas inclus séparément dans les comptes consolidés de résultat.

### Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées à la valeur de marché des fonds de placement. Bien que ces fonds soient semblables aux fonds communs de placement, ils en diffèrent principalement du fait qu'ils sont assortis de garanties qui protègent les titulaires de polices de fonds distincts contre les reculs subis par les placements sous-jacents sur le marché. Ces garanties constituent la principale exposition de la Compagnie liée à ces fonds. La Compagnie comptabilise ces garanties au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement dans ses états financiers. Outre son exposition à ces garanties, la Compagnie court un risque à l'égard des honoraires qu'elle touche sur ces produits, car ils sont tributaires de la valeur de marché des fonds.

Au Canada, la Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers par l'entremise de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ces produits procurent des garanties de retrait minimum au décès ainsi que des garanties de retrait minimum de capitalisation à l'échéance.

Aux États-Unis, la Compagnie offre des rentes variables assorties de garanties de retrait minimum au décès par l'intermédiaire de Great-West Financial. La plupart prennent la forme de primes au décès, et la garantie vient à échéance lorsque le titulaire de la police atteint 70 ans.

En Europe, la Compagnie offre des produits unitaires à profit qui sont semblables aux produits de fonds distincts, mais qui offrent le regroupement des fonds des titulaires de polices et des taux d'intérêt crédités minimaux.

La Compagnie offre également des produits assortis d'une garantie de retrait minimum au Canada, aux États-Unis et en Europe. Les produits assortis d'une garantie de retrait minimum de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 30 septembre 2014, la valeur des produits assortis d'une garantie de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne s'établissait à 2 913 \$ (2 674 \$ au 31 décembre 2013).

7. Fonds distincts et autres entités structurées (suite)

Le tableau suivant présente l'exposition de la Compagnie à ces garanties :

	<b>30 septembre 2014</b>				
	<b>Insuffisance d'investissement par type de prestations</b>				
<b>Valeur de marché</b>	<b>Revenu</b>	<b>Échéance</b>	<b>Décès</b>	<b>Total*</b>	
Exploitation canadienne	28 702 \$	— \$	25 \$	77 \$	77 \$
Exploitation américaine	9 572	4	—	42	46
Exploitation européenne	9 158	308	6	46	354
<b>Total</b>	<b>47 432 \$</b>	<b>312 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>165 \$</b>	<b>477 \$</b>

\* Les titulaires ne peuvent recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès. Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux survienne le 30 septembre 2014.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de recevoir des prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 30 septembre 2014. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à 3 \$ pour le trimestre et à 8 \$ depuis le début de l'exercice, la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'unité Exploitation européenne.

Se reporter à la rubrique Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle du rapport de gestion daté du 31 décembre 2013 de la Compagnie pour obtenir plus de renseignements sur l'exposition au risque inhérent aux garanties de la Compagnie et sur la façon dont elle gère ces risques.

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des placements pour le compte des polices de fonds distincts :

**a) Placements pour le compte des polices de fonds distincts**

	<b>30 septembre 2014</b>	31 décembre 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 172 \$	11 374 \$
Obligations	36 998	34 405
Prêts hypothécaires	2 427	2 427
Actions et parts de fiducies d'investissement à participation unitaire	67 817	62 882
Fonds communs de placement	45 186	41 555
Immeubles de placement	9 246	8 284
	<b>172 846</b>	160 927
Produits à recevoir	378	380
Autres passifs	(2 766)	(1 300)
Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds communs de placement	976	772
<b>Total</b>	<b>171 434 \$</b>	160 779 \$

7. Fonds distincts et autres entités structurées (suite)

**b) Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts**

	Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013
<b>Solde au début de l'exercice</b>	160 779 \$	105 432 \$
Ajouter (déduire) :		
Dépôts des titulaires de polices	15 769	11 295
Produits de placement nets	1 133	559
Profits en capital réalisés sur les placements, montant net	4 371	2 039
Profits en capital latents sur les placements, montant net	4 843	4 170
Profits latents attribuables aux fluctuations des taux de change	610	2 625
Retraits des titulaires de polices	(15 950)	(12 183)
Acquisition d'Irish Life	—	36 348
Placement des fonds distincts dans le fonds général	(380)	—
Virement du fonds général, montant net	55	51
Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds communs de placement	204	74
<b>Total</b>	<b>10 655</b>	<b>44 978</b>
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>171 434 \$</b>	<b>150 410 \$</b>

**c) Produits de placement pour le compte des polices de fonds distincts**

	Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013
Produits de placement nets	1 133 \$	559 \$
Profits en capital réalisés sur les placements, montant net	4 371	2 039
Profits en capital latents sur les placements, montant net	4 843	4 170
Profits latents attribuables aux fluctuations des taux de change	610	2 625
<b>Total</b>	<b>10 957</b>	<b>9 393</b>
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts	10 957	9 393
<b>Montant net</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>

**d) Placements pour le compte des polices de fonds distincts en fonction des niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur (note 6)**

	30 septembre 2014			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Placements pour le compte des polices de fonds distincts<sup>(1)</sup></b>	<b>112 126 \$</b>	<b>51 684 \$</b>	<b>10 098 \$</b>	<b>173 908 \$</b>

(1) Compte non tenu d'un montant de 2 474 \$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

7. Fonds distincts et autres entités structurées (suite)

	31 décembre 2013			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Placements pour le compte des polices de fonds distincts <sup>(1)</sup>	106 144 \$	46 515 \$	9 298 \$	161 957 \$

(1) Compte non tenu d'un montant de 1 178 \$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

Au cours des neuf premiers mois de 2014, des placements dans des actions étrangères d'une valeur de 2 \$ (1 780 \$ au 31 décembre 2013) ont été transférés du niveau 2 au niveau 1, car la Compagnie a été en mesure d'obtenir des prix cotés observables sur des marchés actifs.

Les actifs du niveau 2 incluent les actifs pour lesquels les sources de prix du marché usuelles ne fournissent pas la juste valeur et pour lesquels la Compagnie ne peut évaluer les actifs sous-jacents.

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des placements pour le compte des polices de fonds distincts évalués à la juste valeur pour lesquels la Compagnie a utilisé les données du niveau 3 :

	30 septembre 2014	31 décembre 2013
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>9 298 \$</b>	6 287 \$
Total des profits inclus dans les produits de placement liés aux fonds distincts	558	694
Acquisition d'Irish Life	—	2 326
Achats	687	428
Ventes	(439)	(440)
Transferts vers le niveau 3	4	4
Transferts hors du niveau 3	(10)	(1)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>10 098 \$</b>	9 298 \$

Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples.

En plus des fonds distincts, la Compagnie détient des participations dans un certain nombre d'entités structurées non consolidées, notamment des fonds communs de placement, des sociétés d'investissement à capital variable et des fiducies d'investissement à participation unitaire. Ces entités sont créées afin d'offrir des options stratégiques aux porteurs de parts, selon les directives de chaque fonds.

Certains de ces fonds sont gérés par des parties liées à la Compagnie, et la Compagnie touche des frais de gestion pour ces services. Les frais de gestion sont variables en raison de divers facteurs, comme le rendement des marchés et des secteurs dans lesquels le fonds investit. L'augmentation ou la diminution des frais de gestion des fonds de placement est généralement directement liée aux variations de l'actif géré, lesquelles subissent l'incidence de la conjoncture du marché, ainsi que des entrées et des sorties d'actifs de clients.

7. *Fonds distincts et autres entités structurées (suite)*

Les facteurs qui pourraient donner lieu à une diminution de l'actif géré et des honoraires comprennent les replis des marchés boursiers, les fluctuations des marchés des titres à revenu fixe, les variations des taux d'intérêt, les défaillances, les rachats et les autres retraits, les risques politiques et les autres risques économiques, l'évolution des tendances en matière de placement et le rendement de placement relatif. Le risque provient du fait que les honoraires peuvent fluctuer, mais que les charges et le recouvrement des charges initiales demeurent relativement fixes, ainsi que du fait que la conjoncture du marché peut entraîner une modification de la composition de l'actif se traduisant éventuellement par une variation des produits.

8. **Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement**

	<b>30 septembre 2014</b>		
	<b>Passif, montant brut</b>	<b>Actif au titre des cessions en réassurance</b>	<b>Montant net</b>
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	141 358 \$	5 093 \$	136 265 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	844	—	844
<b>Total</b>	<b>142 202 \$</b>	<b>5 093 \$</b>	<b>137 109 \$</b>

  

	<b>31 décembre 2013</b>		
	<b>Passif, montant brut</b>	<b>Actif au titre des cessions en réassurance</b>	<b>Montant net</b>
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	131 174 \$	5 070 \$	126 104 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	889	—	889
<b>Total</b>	<b>132 063 \$</b>	<b>5 070 \$</b>	<b>126 993 \$</b>

9. **Charges financières**

Les charges financières s'établissent comme suit :

	<b>Pour les trimestres clos les 30 septembre</b>		<b>Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre</b>	
	<b>2014</b>	2013	<b>2014</b>	2013
<b>Charges d'exploitation :</b>				
Intérêts sur les marges de crédit à l'exploitation et les instruments d'emprunt à court terme	— \$	1 \$	3 \$	4 \$
<b>Charges financières :</b>				
Intérêts sur les débetures à long terme et les autres instruments d'emprunt	65	65	196	187
Intérêts sur les débetures de fiducies de capital	3	3	8	8
Autres	7	6	20	17
	<b>75</b>	74	<b>224</b>	212
<b>Total</b>	<b>75 \$</b>	75 \$	<b>227 \$</b>	216 \$

## 10. Coûts de restructuration et d'acquisition

À la suite de l'acquisition d'Irish Life le 18 juillet 2013, la Compagnie a dressé un plan de restructuration visant à regrouper les activités d'assurance-vie et de retraite de Canada Life (Ireland) et d'Irish Life.

Dans le cadre de l'acquisition de RPS le 29 août 2014, la Compagnie a engagé des coûts d'acquisition de 3 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014.

Le tableau suivant présente les coûts de restructuration et d'acquisition selon les principaux postes :

	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Coûts d'acquisition	3 \$	34 \$	3 \$	48 \$
Restructuration – Irish Life				
Coûts liés au personnel	1	11	2	11
Systèmes d'information	6	1	16	1
Autres	—	8	4	8
	7	20	22	20
Autres activités de restructuration en Europe	—	9	—	9
<b>Total</b>	<b>10 \$</b>	<b>63 \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>77 \$</b>

## 11. Capital social

### a) Actions privilégiées

Le 22 mai 2014, la Compagnie a émis 8 000 000 d'actions privilégiées, série S, à dividende non cumulatif de 5,25 % au prix de 25,00 \$ par action. Les actions sont rachetables au gré de la Compagnie à compter du 30 juin 2019 au prix de 25,00 \$ par action, montant majoré d'une prime si les actions sont rachetées avant le 30 juin 2023, plus, dans chaque cas, tous les dividendes déclarés et impayés jusqu'à la date prévue du rachat, exclusivement. Des coûts de transaction de 5 \$ (4 \$ après impôt) engagés relativement à l'émission d'actions privilégiées ont été déduits du surplus cumulé.

### b) Actions ordinaires

	30 septembre 2014		31 décembre 2013	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
<b>Actions ordinaires</b>				
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>999 402 079</b>	<b>7 112 \$</b>	950 596 440	5 848 \$
Actions ordinaires échangées contre des reçus de souscription lors de l'acquisition d'Irish Life	—	—	48 660 000	1 220
Achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(1 137 757)	(35)	(1 885 381)	(59)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	—	27	—	46
Exercées et émises en vertu du régime d'options sur actions	286 862	9	2 031 020	57
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>998 551 184</b>	<b>7 113 \$</b>	999 402 079	7 112 \$

## 11. Capital social (suite)

### Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 5 décembre 2013, la Compagnie a annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'au plus 6 000 000 de ses actions ordinaires aux fins d'annulation, offre qui a débuté le 9 décembre 2013 et se terminera le 8 décembre 2014.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, la Compagnie a racheté puis annulé 1 137 757 actions ordinaires au coût de 35 \$ (429 625 au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 dans le cadre de la précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au coût de 13 \$). Le capital social de la Compagnie a été diminué de la valeur comptable moyenne des actions rachetées aux fins d'annulation. L'excédent payé sur la valeur comptable moyenne s'est établi à 27 \$ et a été comptabilisé à titre de réduction des capitaux propres (10 \$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, dans le cadre de la précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités).

## 12. Gestion du capital

### a) Politiques et objectifs

La gestion du capital consiste à établir et à maintenir de façon constante la quantité et la qualité du capital pour les besoins de la Compagnie et à faire en sorte que celui-ci soit affecté conformément aux attentes des parties prenantes de la Compagnie. À cet égard, le conseil d'administration considère que les principales parties prenantes sont les actionnaires, les titulaires de polices et les détenteurs de créances subordonnées de la Compagnie, ainsi que les organismes de réglementation dans les divers territoires où la Compagnie et ses filiales exercent leurs activités.

La Compagnie gère son capital sur une base consolidée ainsi qu'au niveau de chaque filiale en exploitation. Les principaux objectifs de la stratégie de gestion du capital de la Compagnie sont les suivants :

- maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences minimales de capital réglementaire appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités;
- conserver d'excellentes notations de crédit et de solidité financière qui lui garantissent un accès stable aux marchés financiers;
- offrir une structure du capital efficace afin de maximiser la valeur pour les actionnaires, en tenant compte des risques d'exploitation et des plans stratégiques de la Compagnie.

Le processus de planification en matière de capital incombe au chef des services financiers de la Compagnie. Le plan de capital est examiné par le comité de direction du conseil d'administration et approuvé par le conseil d'administration de la Compagnie, sur une base annuelle. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

La capitalisation cible de la Compagnie et de ses filiales est déterminée en tenant compte de divers facteurs tels que la probabilité qu'elle devienne inférieure aux exigences minimales de capital réglementaire dans les territoires où les activités sont exercées, les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie et la volonté de réunir suffisamment de capitaux pour avoir un degré de confiance élevé quant à sa capacité de respecter ses obligations envers les titulaires de polices et ses autres obligations.

12. Gestion du capital (suite)

**b) Capital réglementaire**

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales : le montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent. À cette fin, divers ajouts au capital ou diverses déductions de ce dernier sont prescrits par les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada. Le tableau qui suit présente un sommaire des données et des ratios ayant trait au montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent et l'information connexe de la Great-West :

	<b>30 septembre 2014</b>	31 décembre 2013
<b>Capital de première catégorie ajusté, montant net</b>	<b>11 244 \$</b>	10 432 \$
<b>Capital de deuxième catégorie, montant net</b>	<b>2 419</b>	2 236
<b>Total du capital disponible</b>	<b>13 663 \$</b>	12 668 \$
<b>Total du capital requis</b>	<b>5 866 \$</b>	5 673 \$
<b>Ratio du capital de première catégorie</b>	<b>192 %</b>	184 %
<b>Total du ratio</b>	<b>233 %</b>	223 %

D'autres établissements et filiales à l'étranger de la Compagnie doivent se conformer aux exigences de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents. Au 31 décembre 2013, la Compagnie maintenait la capitalisation à un niveau excédant les exigences minimales réglementaires locales dans chacun des territoires de ses autres établissements à l'étranger.

**13. Paiements fondés sur des actions**

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2014, 38 380 options ont été attribuées en vertu du régime d'options sur actions de la Compagnie, alors qu'au cours des trimestres clos le 30 juin 2014 et le 31 mars 2014, 109 400 options et 1 556 300 options ont été attribuées (1 832 100 options au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 était de 5,75 \$ par option (4,33 \$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013).

#### 14. Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi incluses aux charges d'exploitation et aux autres éléments du résultat global s'établissent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Régimes de retraite				
Coût des services	39 \$	39 \$	118 \$	104 \$
Coût financier, montant net	1	7	2	20
	<u>40</u>	<u>46</u>	<u>120</u>	<u>124</u>
Autres avantages postérieurs à l'emploi				
Coût des services	—	1	1	2
Coût financier, montant net	5	4	14	13
	<u>5</u>	<u>5</u>	<u>15</u>	<u>15</u>
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi – comptes consolidés de résultat	<u>45</u>	<u>51</u>	<u>135</u>	<u>139</u>
Réévaluations des régimes de retraite				
Écarts actuariels comptabilisés	170	(49)	632	(242)
Rendement de l'actif (plus élevé) moins élevé que prévu	(46)	(67)	(300)	(127)
Frais administratifs moins élevés que prévu	—	—	(1)	—
Variation du plafond de l'actif	(5)	—	(12)	(2)
(Bénéfice) perte au titre des réévaluations des régimes de retraite	<u>119</u>	<u>(116)</u>	<u>319</u>	<u>(371)</u>
Réévaluations des autres avantages postérieurs à l'emploi				
Écarts actuariels comptabilisés	5	(3)	32	(22)
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi – autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	<u>124</u>	<u>(119)</u>	<u>351</u>	<u>(393)</u>
<b>Total de la charge (de l'économie) au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi</b>	<u><b>169 \$</b></u>	<u><b>(68) \$</b></u>	<u><b>486 \$</b></u>	<u><b>(254) \$</b></u>

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, la Compagnie a engagé des pertes actuarielles de 4 \$ et de 16 \$, respectivement, liées aux réévaluations de régimes de retraite, lesquelles ne sont pas incluses dans le tableau ci-dessus (pertes actuarielles de 3 \$ au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013). Ce montant représente la quote-part de la Compagnie des pertes liées à la réévaluation du régime de retraite découlant d'un placement dans une entreprise associée comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence acquis au moment de l'acquisition d'Irish Life.

Au cours des neuf premiers mois de 2014, la Compagnie a modifié la répartition de certains placements de ses régimes de retraite, ce qui a fait en sorte que des actifs du régime d'un montant additionnel de 1 066 \$ sont maintenant inclus dans les fonds distincts de la Compagnie (note 7).

14. Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (suite)

Le tableau ci-après présente le taux d'actualisation moyen pondéré des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi qui a été utilisé pour réévaluer l'obligation au titre des prestations aux dates suivantes :

	<b>Taux d'actualisation moyen pondéré</b>	
30 septembre 2014 (30 septembre 2013)	3,8 %	(4,8) %
30 juin 2014 (30 juin 2013)	4,0 %	(4,7) %
31 décembre 2013 (31 décembre 2012)	4,7 %	(4,3) %

15. Bénéfice par action ordinaire

Le tableau qui suit permet de rapprocher le bénéfice de base par action ordinaire et le bénéfice dilué par action ordinaire :

	<b>Pour les trimestres clos les 30 septembre</b>		<b>Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre</b>	
	<b>2014</b>	2013	<b>2014</b>	2013
<b>Bénéfice</b>				
Bénéfice net	720 \$	555 \$	1 980 \$	1 658 \$
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	(33)	(32)	(91)	(97)
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	<b>687 \$</b>	523 \$	<b>1 889 \$</b>	1 561 \$
 <b>Nombre d'actions ordinaires</b>				
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	<b>998 741 064</b>	991 427 893	<b>999 003 335</b>	964 810 569
Ajouter :				
- Incidence des reçus de souscription depuis la date d'émission, soit le 12 mars 2013	—	8 991 522	—	22 814 945
- Exercice potentiel d'options sur actions en cours	<b>1 440 056</b>	1 113 222	<b>1 189 072</b>	682 706
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	<b>1 000 181 120</b>	1 001 532 637	<b>1 000 192 407</b>	988 308 220
<b>Bénéfice de base par action ordinaire</b>	<b>0,687 \$</b>	0,527 \$	<b>1,891 \$</b>	1,618 \$
<b>Bénéfice dilué par action ordinaire</b>	<b>0,686 \$</b>	0,522 \$	<b>1,889 \$</b>	1,580 \$
<b>Dividendes par action ordinaire</b>	<b>0,3075 \$</b>	0,3075 \$	<b>0,9225 \$</b>	0,9225 \$

**16. Impôt sur le résultat**

**a) Charge d'impôt**

La charge (l'économie) d'impôt se compose des éléments suivants :

	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Impôt exigible	107 \$	132 \$	295 \$	463 \$
Impôt différé	28	(53)	169	(128)
<b>Total de la charge d'impôt</b>	<b>135 \$</b>	<b>79 \$</b>	<b>464 \$</b>	<b>335 \$</b>

**b) Taux d'imposition effectif**

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, le taux d'imposition effectif global de Lifeco était de 18 %, comparativement à 17 % pour l'ensemble de l'exercice 2013 et à 16 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013. Les taux d'imposition effectifs sont généralement inférieurs au taux d'imposition de la Compagnie prévu par la loi, qui se chiffre à 26,5 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

L'augmentation du taux d'imposition effectif pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 et à l'ensemble de l'exercice 2013 tient à la comptabilisation de l'impôt lié à l'investissement des capitaux de lancement de Putnam dans des fonds étrangers pour des exercices antérieurs ainsi qu'à la diminution des produits de placement non imposables. Les augmentations susmentionnées du taux d'imposition effectif ont été partiellement contrebalancées par une hausse des revenus imposables ailleurs qu'au Canada à des taux inférieurs.

**c) Actifs d'impôt différé**

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre de différences temporaires déductibles, de pertes et d'autres reports en avant non utilisés dans la mesure où la réalisation des avantages d'impôt connexes par l'entremise des bénéfices imposables futurs est probable.

La comptabilisation se fonde sur le fait qu'il est probable que la Compagnie enregistrera des bénéfices imposables ou qu'elle pourra tirer parti d'occasions de planification fiscale, et ainsi utiliser les actifs d'impôt différé. Des changements de circonstances au cours de périodes futures pourraient avoir des répercussions défavorables sur l'appréciation du caractère recouvrable des actifs. L'incertitude quant à la recouvrabilité est prise en compte au moment de déterminer les actifs d'impôt différé. Le processus annuel de planification financière de la Compagnie constitue un point de départ important pour l'évaluation des actifs d'impôt différé.

L'actif d'impôt différé comporte des soldes qui sont tributaires des bénéfices imposables futurs. Or, les entités pertinentes ont subi des pertes soit durant l'exercice en cours, soit à l'exercice précédent. Le total de l'actif d'impôt différé pour les entités visées les plus importantes était de 1 363 \$ au 30 septembre 2014 (1 299 \$ au 31 décembre 2013).

**17. Provisions et passif éventuel (changements survenus après le 31 décembre 2013, date du rapport annuel)**

Question juridique relative au compte de participation

Le 4 septembre 2014, la Cour suprême du Canada a rejeté, aux frais des demandeurs, la demande d'appel de la décision rendue par la Cour d'appel de l'Ontario le 3 février 2014.

Question liée aux titres garantis par des créances de Putnam

Le 1<sup>er</sup> mai 2014, une filiale de la Compagnie, Putnam Advisory Company, LLC, est parvenue à une entente avec la Massachusetts Securities Division relativement à la plainte administrative qu'elle avait reçue. La résolution de cette question n'aura pas d'incidence significative sur la situation financière consolidée de la Compagnie. Le 28 avril 2014, la poursuite civile restante engagée contre Putnam Advisory Company, LLC, relativement à son rôle à titre de gestionnaire de garanties à l'égard de deux titres garantis par des créances a été rejetée. Le 2 juillet 2014, le plaignant a interjeté appel du rejet de la poursuite civile.

18. Information sectorielle

a) Résultat net consolidé

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
<b>Produits :</b>					
Total des primes, montant net	2 655 \$	1 028 \$	1 007 \$	— \$	4 690 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	629	340	511	(1)	1 479
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	166	(58)	1 082	—	1 190
Total des produits de placement nets	795	282	1 593	(1)	2 669
Honoraires et autres produits	360	443	289	—	1 092
	<b>3 810</b>	<b>1 753</b>	<b>2 889</b>	<b>(1)</b>	<b>8 451</b>
<b>Prestations et charges :</b>					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	2 617	1 079	2 270	—	5 966
Autres*	726	466	297	3	1 492
Charges financières	29	35	11	—	75
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	15	13	5	—	33
Coûts de restructuration et d'acquisition	—	3	7	—	10
<b>Bénéfice (perte) avant impôt</b>	<b>423</b>	<b>157</b>	<b>299</b>	<b>(4)</b>	<b>875</b>
Impôt sur le résultat	77	45	13	—	135
<b>Bénéfice net (perte nette) avant les   participations ne donnant pas le   contrôle</b>	<b>346</b>	<b>112</b>	<b>286</b>	<b>(4)</b>	<b>740</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	18	1	1	—	20
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>328</b>	<b>111</b>	<b>285</b>	<b>(4)</b>	<b>720</b>
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	23	—	6	4	33
<b>Bénéfice net (perte nette) avant la   répartition du capital</b>	<b>305</b>	<b>111</b>	<b>279</b>	<b>(8)</b>	<b>687</b>
Incidence de la répartition du capital	25	(4)	(20)	(1)	—
<b>Bénéfice net (perte nette) – détenteurs   d'actions ordinaires</b>	<b>330 \$</b>	<b>107 \$</b>	<b>259 \$</b>	<b>(9) \$</b>	<b>687 \$</b>

\* Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

18. Information sectorielle (suite)

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013<sup>(1)</sup>

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
<b>Produits :</b>					
Total des primes, montant net	2 516 \$	927 \$	1 416 \$	— \$	4 859 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	638	344	429	—	1 411
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(129)	(82)	192	—	(19)
Total des produits de placement nets	509	262	621	—	1 392
Honoraires et autres produits	321	365	269	—	955
	<u>3 346</u>	<u>1 554</u>	<u>2 306</u>	<u>—</u>	<u>7 206</u>
<b>Prestations et charges :</b>					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	2 207	1 014	1 804	—	5 025
Autres*	684	405	263	9	1 361
Charges financières	29	35	6	5	75
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	12	12	4	—	28
Coûts de restructuration et d'acquisition	—	—	63	—	63
Bénéfice (perte) avant impôt	414	88	166	(14)	654
Impôt sur le résultat	62	8	12	(3)	79
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle	352	80	154	(11)	575
Participations ne donnant pas le contrôle	19	1	—	—	20
Bénéfice net (perte nette)	333	79	154	(11)	555
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	26	—	6	—	32
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	307	79	148	(11)	523
Incidence de la répartition du capital	25	(3)	(19)	(3)	—
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	<u>332 \$</u>	<u>76 \$</u>	<u>129 \$</u>	<u>(14)\$</u>	<u>523 \$</u>

<sup>(1)</sup> Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour tenir compte des ajustements liés à la présentation (note 2).

\* Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

18. Information sectorielle (suite)

**Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014**

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
<b>Produits :</b>					
Total des primes, montant net	8 044 \$	2 672 \$	5 005 \$	— \$	15 721 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	1 910	1 049	1 538	(3)	4 494
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	1 893	567	2 522	—	4 982
Total des produits de placement nets	3 803	1 616	4 060	(3)	9 476
Honoraires et autres produits	1 060	1 298	903	—	3 261
	<b>12 907</b>	<b>5 586</b>	<b>9 968</b>	<b>(3)</b>	<b>28 458</b>
<b>Prestations et charges :</b>					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	9 349	3 672	8 014	—	21 035
Autres*	2 169	1 438	939	13	4 559
Charges financières	87	105	35	—	227
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	41	42	15	—	98
Coûts de restructuration et d'acquisition	—	3	22	—	25
<b>Bénéfice (perte) avant impôt</b>	<b>1 261</b>	<b>326</b>	<b>943</b>	<b>(16)</b>	<b>2 514</b>
Impôt sur le résultat	272	93	102	(3)	464
<b>Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>989</b>	<b>233</b>	<b>841</b>	<b>(13)</b>	<b>2 050</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	64	4	2	—	70
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>925</b>	<b>229</b>	<b>839</b>	<b>(13)</b>	<b>1 980</b>
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	70	—	17	4	91
<b>Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital</b>	<b>855</b>	<b>229</b>	<b>822</b>	<b>(17)</b>	<b>1 889</b>
Incidence de la répartition du capital	73	(12)	(58)	(3)	—
<b>Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires</b>	<b>928 \$</b>	<b>217 \$</b>	<b>764 \$</b>	<b>(20) \$</b>	<b>1 889 \$</b>

\* Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

18. Information sectorielle (suite)

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013<sup>(1)</sup>

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
<b>Produits :</b>					
Total des primes, montant net	7 500 \$	2 256 \$	4 630 \$	— \$	14 386 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	1 877	1 009	1 292	(4)	4 174
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(1 349)	(589)	(816)	—	(2 754)
Total des produits de placement nets	528	420	476	(4)	1 420
Honoraires et autres produits	946	1 051	587	—	2 584
	<u>8 974</u>	<u>3 727</u>	<u>5 693</u>	<u>(4)</u>	<u>18 390</u>
<b>Prestations et charges :</b>					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	5 716	2 140	4 308	—	12 164
Autres*	2 003	1 162	614	19	3 798
Charges financières	86	103	15	12	216
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	37	38	9	—	84
Coûts de restructuration et d'acquisition	—	—	77	—	77
Bénéfice (perte) avant impôt	<u>1 132</u>	<u>284</u>	<u>670</u>	<u>(35)</u>	<u>2 051</u>
Impôt sur le résultat	196	48	99	(8)	335
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle	<u>936</u>	<u>236</u>	<u>571</u>	<u>(27)</u>	<u>1 716</u>
Participations ne donnant pas le contrôle	53	5	—	—	58
Bénéfice net (perte nette)	<u>883</u>	<u>231</u>	<u>571</u>	<u>(27)</u>	<u>1 658</u>
Dividendes – détenteurs d'actions privilegiées	80	—	17	—	97
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	<u>803</u>	<u>231</u>	<u>554</u>	<u>(27)</u>	<u>1 561</u>
Incidence de la répartition du capital	75	(11)	(55)	(9)	—
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	<u>878 \$</u>	<u>220 \$</u>	<u>499 \$</u>	<u>(36) \$</u>	<u>1 561 \$</u>

<sup>(1)</sup> Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour tenir compte des ajustements liés à la présentation (note 2).

\* Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

18. Information sectorielle (suite)

**b) Total consolidé de l'actif et du passif**

	30 septembre 2014			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
<b>Actif</b>				
Actif investi	63 374 \$	34 694 \$	44 677 \$	142 745 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 114	1 981	2 309	9 404
Autres actifs	3 169	3 634	18 686	25 489
Placements pour le compte des polices de fonds distincts	67 952	29 633	73 849	171 434
<b>Total</b>	<b>139 609 \$</b>	<b>69 942 \$</b>	<b>139 521 \$</b>	<b>349 072 \$</b>

	30 septembre 2014			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
<b>Passif</b>				
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	58 030 \$	31 431 \$	52 741 \$	142 202 \$
Autres passifs	5 332	4 750	3 727	13 809
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts	67 952	29 633	73 849	171 434
<b>Total</b>	<b>131 314 \$</b>	<b>65 814 \$</b>	<b>130 317 \$</b>	<b>327 445 \$</b>

	31 décembre 2013			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
<b>Actif</b>				
Actif investi	59 735 \$	31 206 \$	41 001 \$	131 942 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 103	1 828	2 337	9 268
Autres actifs	2 941	3 356	17 619	23 916
Placements pour le compte des polices de fonds distincts	62 204	28 168	70 407	160 779
<b>Total</b>	<b>129 983 \$</b>	<b>64 558 \$</b>	<b>131 364 \$</b>	<b>325 905 \$</b>

	31 décembre 2013			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
<b>Passif</b>				
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	55 004 \$	28 376 \$	48 683 \$	132 063 \$
Autres passifs	4 882	4 501	3 681	13 064
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts	62 204	28 168	70 407	160 779
<b>Total</b>	<b>122 090 \$</b>	<b>61 045 \$</b>	<b>122 771 \$</b>	<b>305 906 \$</b>

# GREAT-WEST LIFECO<sup>INC.</sup>

MEMBRE DU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE LA CORPORATION FINANCIÈRE POWER<sup>MC</sup>

Dans le but de réduire notre empreinte environnementale, le présent rapport a été imprimé sur du papier certifié Forest Stewardship Council® et qui contient 30 % de fibres recyclées après consommation. Lorsque vous aurez terminé la lecture du présent rapport, veuillez le mettre au recyclage. Vous pouvez également télécharger sa version électronique en vous rendant à l'adresse [www.greatwestlifeco.com](http://www.greatwestlifeco.com).